CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EUROPÉENNE
INSTITUT EUROPEEN DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES

MÉMOIRE DE FIN D'ÉTUDES
présenté pour l'obtention du DIPLÔME DES HAUTES ETUDES EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

FILIÈRE TRILINGUE

VERS UNE POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA JEUNESSE : LE DIALOGUE STRUCTURÉ
UN MODÈLE FAVORISANT LA CITOYENNETÉ ACTIVE DES JEUNES ?

par
Caroline ROTH

ANALYSE A TRAVERS UNE COMPARAISON FRANCO-ALLEMANDE

NICE, JUIN 2009

Encadrant principal : Dr. Matthias WÄCHTER
Encadrant auxiliaire : Prof. Ragnar LEUNIG

"It is frequently said that youth is our future but youth is also our present. Present means also gift. Young generation is also a gift for society."

« On dit souvent que la jeunesse est notre futur,
mais c'est aussi notre présent. Présent signifie également cadeau.
La jeune génération est un cadeau pour la société. »

[Ján Figel´ (Commissionnaire à l'Éducation, Formation, Culture et Multilinguisme) dans son discours à l'occasion de la « European Youth Week 2005 », Bruxelles, 5 décembre 2005]

Caroline Roth
CIFE-IEHEI

Remerciements

Je souhaiterais remercier particulièrement les personnes qui ont contribué à la réussite de ce travail et m'ont consacré une partie de leur temps pour la réalisation d'interviews, d'échanges d'expériences et de diffusion d'informations. Un grand merci pour tout ceci à Claudius Siebel et Anna Seguin (membres du programme européen JEUNESSE EN ACTION), Johannes Röhr et Marco di Giusto (responsables du projet « Europa geht weiter 2009 » et « 26ème session nationale du parlement européen des jeunes – France ») , Ewoud Roes (Forum Européen de la Jeunesse), Anne Jardin (Office Franco-Allemand pour la Jeunesse), Philipp Boetzelen (Centre de recherche pour la politique européenne de la jeunesse, projet de coopération du Conseil Européen et de la Commission Européenne), Lissy Gröner (parlementaire européenne, spécialement active dans le domaine de la jeunesse), et le département de politique de la jeunesse de la Commission Européenne.

Résumé

L'incompréhension entre les citoyens et les institutions européennes a jusqu'à présent empêché de progresser efficacement, ce pourquoi un nouveau modèle de communication est nécessaire. De plus, le faible champ de compétences de L'Union Européenne dans le domaine de la jeunesse renforce le besoin d'une alternative de communication adéquate entre les politiques et les jeunes, futur de l'Europe. Le dialogue structuré est un récent début de réponse mais présente encore quelques défaillances. Une analyse conjointe de la réalisation de ce modèle en France et en Allemagne permet de soulever les points à améliorer, et d'apporter des solutions concrètes permettant au dialogue structuré de surmonter la crise de confiance en l'Union Européenne, et de devenir un moyen favorisant la citoyenneté active des jeunes.

Mots-clés

Politique européenne de la jeunesse, coopération pour la politique de la jeunesse en Europe, Livre Blanc « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne », Dialogue Structuré, Méthode Ouverte de Coordination, politique transversale, Citoyenneté active des jeunes, meilleure prise en compte des jeunes dans d'autres domaines politiques, fatigue des jeunes envers la politique, fatigue de la politique envers la jeunesse, fatigue des jeunes envers les politiques, participation, individualisme et pluralisme des conditions de vie, Plan D comme Démocratie, Dialogue et Discussion, Commission Européenne, États membres, Conseils nationaux de la jeunesse, Forum Européen de la Jeunesse, Évènements de la jeunesse des présidences du conseil, semaine européenne de la jeunesse, Forum informels, Programme européen « JEUNESSE EN ACTION », JUGEND für Europa, agence nationale allemande, Institut de la jeunesse et de l'éducation populaire, agence nationale française, agence exécutive pour la formation, l'audiovisuel et la culture, Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (BMFSFJ), Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

Summary

The stagnation of the European integration process is the result of the increasing incomprehension of its citizens, which emphasizes the urgent need of a new communication strategy. Against the background of the limited competencies of the European Union in the field of youth, a new form of communication is necessary between politicians and youth – the future of Europe. The Structured Dialogue is a recent approach but still shows several weaknesses. A German-French comparison of the implementation of the Structured Dialogue shall allow to analyze the points which have to be improved and to suggest concrete solutions, so that the Structured Dialogue can become an efficient instrument to overcome the crisis of confidence and to enforce the active citizenship of young people.

Keywords

European Youth politics, Political cooperation in the field of youth in Europe, White Book „A new impetus for European youth“, structured dialog, Open method of cooperation, cross-sectional-politics, active citizenship of young people, social and occupational integration of young people, youth in other policy fields, political sullenness of young people, sullenness of youth by politicians, sullenness of politicians by youth, participation, individualisation and pluralisation living-conditions, Plan D for Democracy, Dialog and Discussion, European Commission, member states, national youth councils, European Youth Forum, Youth Events of the Council-presidencies, European Youth Weeks, Informal Forum, EU-Programme „YOUTH IN ACTION“, JUGEND für Europa (German national agengy), Institut de la jeunesse et de l'éducation populaire (French national agency), Education, Audiovisual and Culture Executive Agency, Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend, Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (BMFSFJ), Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative.

TABLE DES MATIERES

PREFACE **9**

OBJECTIF, UTILITE ET METHODE DE TRAVAIL **14**

I. POLITIQUE EUROPEENNE DE LA JEUNESSE : UNE RAPIDE VUE D'ENSEMBLE **17**

I.1. ÉMERGENCE D'UNE POLITIQUE EUROPEENNE DE LA JEUNESSE DEPUIS LE LIVRE BLANC « UN NOUVEL ELAN POUR LA JEUNESSE EUROPEENNE » 18
I.1.1. Le Livre Blanc pour la politique de la jeunesse en Europe : un changement de paradigme pour la politique de la jeunesse *19*
I.1.2. La Méthode Ouverte de Coordination *20*
I.1.3. Le pacte européen pour la jeunesse *21*
I.1.4. Politique de la jeunesse comme politique transversale *23*
I.2. CONTENUS ET DEFIS DE LA POLITIQUE EUROPEENNE DE LA JEUNESSE 24
I.2.1. La citoyenneté active des jeunes *26*
I.2.2. Intégration sociale et professionnelle des jeunes *26*
I.2.3. Une plus grande prise en considération des jeunes dans d'autres domaines politiques *27*
I.3.1. Compétences au niveau européen dans le domaine de la jeunesse *27*
I.3.2. Coordination de la politique de la jeunesse sur le plan national, régional et départemental en Allemagne et en France *30*

II. JEUNESSE ET POLITIQUE : UNE RELATION AMBIVALENTE **34**

II.1. INTERET POLITIQUE DES JEUNES 35
II.1.1. Facteurs déterminants *35*
II.1.2. Évolution temporelle *37*
II.2. ATTITUDE DE LA JEUNESSE ENVERS L'EUROPE ET L'UE 41
II.3. FATIGUE DE LA POLITIQUE CHEZ LES JEUNES, OU FATIGUE DE LA JEUNESSE CHEZ LES POLITIQUES ? 46
II.4. PARTICIPATION DES JEUNES DANS LE CONTEXTE DE L'INDIVIDUALISME ET DU PLURALISME DES CONDITIONS DE VIE 49
II.5 NECESSITE D'UNE PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE 51
II.5.1 En Allemagne *51*
II.5.2 En France *52*
II.6 LE DIALOGUE STRUCTURE COMME POSSIBLE MODELE D'AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION DES JEUNES 53

III. DEVELOPPEMENTS LES PLUS RECENTS DE LA POLITIQUE EUROPEENNE DE LA JEUNESSE : LE DIALOGUE STRUCTURE EN THEORIE **56**

III.1. CONTEXTE ET MODELE OFFICIEL DU DS 57
III.1.1. Qu'est ce que le « dialogue structuré » ? *58*
III.1.2. Le DS contribuant au « Plan D comme Démocratie, Dialogue et Discussion » de la Commission Européenne *59*
III.2. CONCEPT 61
III.3. PROBLEMES LIES A LA REALISATION DU DS 61
III.4. PRINCIPES POUR UNE REALISATION PROSPERE ET A LONG TERME DU DS 63
III.5. ACTEURS 70
III.5.1. Commission Européenne *70*
III.5.2. États membres *70*
III.5.3. Agences nationales *70*
III.5.4. Conseils nationaux de la jeunesse *71*
III.5.5. Forum européen de la jeunesse *72*
III.6. FORMES DE MANIFESTATION ET INSTRUMENTS DU DS 73
III.6.1. Évènements de la jeunesse de la présidence du conseil *73*

III.6.2. Semaine européenne de la jeunesse 74
III.6.3. Rencontres informelles avec les ministres de la jeunesse 74
III.6.4. Consultations en ligne 74
III.6.5. Rencontres d'experts et séminaires 75
III.6.6. Projets, séminaires et conférences locaux, régionaux et nationaux 76
III.7. REALISATION ET FINANCEMENT DU DS PAR LE PROGRAMME EUROPEEN « JEUNESSE EN ACTION » 77
III.7.1. Informations générales sur le programme « JEUNESSE EN ACTION » 77
III.7.2. Responsable de la réalisation du programme « JEUNESSE EN ACTION » 79
III.7.2.1. La Commission Européenne 79
III.7.2.2. L'agence exécutive de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture 79
III.7.2.3. Les agences nationales 80
III.7.3. Action 5.1 – Rencontres entre les jeunes et les responsables des politiques de la jeunesse 80

IV. LE DS DANS LA PRATIQUE : UNE ÉTUDE DE CAS DE L'ÉVALUTION DE LA RÉALISATION. COMPARAISON FRANCO-ALLEMANDE 82

IV.1. APPRECIATION DU CADRE DE COOPERATION EUROPEEN POUR LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE PAR LES MINISTERES FRANÇAIS ET ALLEMAND 83
IV.1.1. Évaluation du dernier cycle de la coopération sur la politique de la jeunesse en Europe 84
IV.1.2. Évaluation du DS 88
IV.2. REALISATION PAR LES AGENCES NATIONALES 90
IV.2.1. Agence nationale allemande « Jugend für Europa » (JfE) et réalisation du DS en Allemagne 91
IV.2.2. Agence nationale française « Agence Française Programme Européen Jeunesse en Action » (AFPEJA) et réalisation du DS en France 92
IV.2.3. Analyse comparative : réalisation du DS par les agences nationales 94
IV.3. PROJETS 98
IV.3.1. Un projet allemand – « Europa geht weiter 2009 » de l'organisation « Exchange » du Land de Saxe-Anhalt 98
IV.3.1.1. Description du projet 99
IV.3.1.2. Réalisation des principes 101
IV. 3.2. Un projet français « La 26ème session nationale » du « Parlement Européen des Jeunes - France » à Paris 106
IV.3.2.1. Description du projet 107
IV.3.2.2. Réalisation des principes du DS 108
IV.3.3. Analyse Comparative : La réalisation du DS par les projets « Europa geht weiter 2009 » et « La 26ème session nationale » 112
IV.4. RECOMMANDATIONS D'ACTIONS 113

V. BILAN ET OUVERTURE : LE DS, UN MODELE FAVORISANT LA PARTICIPATION DES JEUNES ET UN MOYEN POUR LUTTER CONTRE LA CRISE DE CONFIANCE EN UE ? 119

SOURCES **127**

SOURCES PRIMAIRES 127
SOURCES SECONDAIRES 128
REDACTIONS ET MAGAZINES 129
INTERNET 130
SOURCES COMPLEMENTAIRES 132

ABREVIATIONS **136**

ANNEXES **137**

ANNEXE 1 : INTERVIEW D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION EUROPEENNE RESPONSABLE DE LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE 137
ANNEXE 2 : INTERVIEW DE LISSY GRÖNER (PARLEMENTAIRE ACTIVE DANS LE DOMAINE DE LA JEUNESSE) 141
ANNEXE 3 : INTERVIEW D'ANNE JARDIN (MEMBRE DE « L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE ») 143
ANNEXE 4 : INTERVIEW DE CLAUDIUS SIEBEL (MEMBRE DE L'AGENCE NATIONALE POUR LA REALISATION DU PROGRAMME EUROPEEN JEUNESSE EN ACTION) 146
ANNEXE 5 : INTERVIEW D'ANNA SEGUIN (MEMBRE DE L'AGENCE NATIONALE FRANÇAISE POUR LA REALISATION DU PROGRAMME EUROPEEN JEUNESSE EN ACTION) 147
ANNEXE 6 : INTERVIEW DE DEUX PARTICIPANTS DE LA MANISFESTATION « EUROPA GEHT WEITER 2009 » 149
ANNEXE 7 : CONCEPT POUR LA REALISATION DU DIALOGUE STRUCTURE EN ALLEMAGNE. JUGEND FÜR EUROPA – AGENCE ALLEMANDE POUR LE PROGRAMME EUROPEEN JEUNESSE EN ACTION/ CONSEIL DE JEUNES EN ALLEMAGNE (DBJR) 150

PREFACE

Nécessité d'une politique européenne de la jeunesse sur fond de crise de confiance en l'Union Européenne

Le processus d'intégration européen s'accélère continuellement, de plus en plus les thèmes de politique nationale sont transmis à l'Union Européenne. L'admission continuelle de nouveaux états membres amène au changement sempiternellement du visage de l'UE à chaque nouvelle adhésion. Les changements déboussolent les hommes en général, et conduisent à une perte de confiance en la politique. Seule une formation politique en laquelle les citoyens pourront avoir confiance est légitime, et par conséquent capable de survivre ; dans le cas contraire, l'Union sera – dans une situation exagérée – seulement nostalgique d'une idéologie prisonnière de la mémoire des hommes. Afin d'empêcher cette tendance et une stagnation de l'UE, et conserver sa dynamique, de sorte que le processus d'intégration puisse continuer à se développer sans problème et dynamiquement, l'Union doit assurément plus s'occuper des préoccupations et soucis de ses citoyens. Il est aussi particulièrement important de regagner leur confiance, pendant qu'on les prépare aux enjeux que cette transformation apportera.

L'UE est actuellement dans une crise de confiance ; l'inquiétude des citoyens s'accroit de plus en plus, notamment dans la nouvelle génération. Les adolescents s'éloignent de plus en plus de la politique européenne, tel que le témoigne en particulier la faible participation aux élections du parlement européen en 2004. Il est vrai qu'une majorité de jeunes valorisent l'adhésion de leur propre pays à l'UE et sont plus positifs que la population globale, néanmoins certains des jeunes sondés ne peuvent pas se prononcer à ce sujet[1]. Les jeunes se sentent mal informés, et indiquent n'avoir que trop peu de connaissances sur l'UE. Ce manque d'information de la jeunesse à

[1] Cf. Barbara Tham : „Einstellungen der jungen Bevölkerung zur EU vor und während der deutschen Ratspräsidentschaft 2007", Forschungsgruppe Jugend und Europa, CAP working paper, août 2007.

propos de l'UE peut souvent conduire à une distanciation des institutions européennes et une incompréhension de la politique de l'UE.

On peut actuellement constater parmi la jeunesse une « Europe à deux visages » : d'une part les jeunes de 15 à 25 ans plutôt sceptiques vis à vis de l'Union Européenne politique, apparaissant comme une construction abstraite, très éloignée et inaccessible. Il n'est donc pas étonnant que la politique européenne soit qualifiée par les jeunes comme difficile à comprendre, et que la jeunesse prenne de la distance de la politique européenne. D'autre part la jeunesse très positive vis à vis de la construction culturelle de l'Europe de laquelle on peut profiter de vivre. On pense notamment aux échanges scolaires, à Erasmus et aux rencontres de la jeunesse, très convoitées par les jeunes.

Cette attitude distancée de la jeunesse vis à vis de la politique européenne est pourtant inquiétante, c'est justement cette génération mal informée qui doit continuer le processus de développement et d'intégration de l'Union Européenne. Comment peut-on donc s'attendre cependant à ce que ces jeunes s'engagent dans le projet politique européen, si ce dernier ne leur donne pas confiance et que l'inquiétude progresse constamment ?

Comment peut-on donc réussir à rapprocher de nouveau la jeunesse et cette politique de construction si abstraite et éloignée ? Comment cette Europe politique peut-elle être perceptible par la jeunesse, et comment la rendre compréhensible ? Et comment réussir que la jeunesse s'identifie à l'Union Européenne ?

Une identification n'est possible que si l'on se sent appartenir à un groupe. Ce sentiment d'appartenance germe surtout par une participation active aux processus de décisions de ce groupe. On doit attribuer à la jeunesse un plus grand droit à la parole dans les processus de décisions, et de plus grandes possibilités quant à la formation des processus d'intégration. Plus la jeunesse a d'influence sur le futur de l'Europe, et par conséquent sur

leur avenir, plus l'intérêt politique des jeunes augmente et donc aussi leur confiance dans les institutions européennes. Il est donc par conséquent urgent de continuer à aménager une politique européenne de la jeunesse, de sorte que la participation et la confiance des jeunes dans la politique européenne soit assurément établie.

Les jeunes peuvent de moins en moins suivre la politique européenne, et se sentent de plus en plus ignorés.[2] L'Union Européenne gagne de plus en plus de valeur, spécialement chez les jeunes, car l'UE décide de plus en plus de thèmes politiques relatifs à la jeunesse, tels que par exemple dans le domaine de l'éducation (Processus de Bologne) ou de l'emploi. L'UE intervient donc de plus en plus dans la vie des jeunes, bien qu'ils n'aient pas le droit de participer à cette politique, car ne peuvent être élus qu'à partir de 18 ans.

À la vue du changement démographique drastique conduisant à une baisse de la proportion de jeunes dans la population à 25%, tout comme une croissance du troisième âge, les jeunes deviendront une "denrée rare"[3]. Il convient d'autant plus d'accorder à la jeunesse de toute l'Europe, un droit au dialogue et à la participation à la décision lors de toute décision les concernant.

Seul ne peut évidemment cogérer que celui qui est bien informé. Un fait préoccupant est ici le faible degré de connaissance de la jeunesse vis à vis des thèmes européens.[4] Plus de deux jeunes européens sur trois exigent plus d'information sur l'UE et de meilleures possibilités au dialogue sur les processus d'intégration[5]. Seul celui qui se sent informé prendra part dans les

[2] Cf. Stefan Rapenglück : „Jugend in der Europäischen Union“, dans: Aus Politik und Zeitgeschichte: „Jugend in Europa“, édition 47/2006, 20 Novembre 2006.
[3] Cf. Stefan Rapenglück : „Jugend in der Europäischen Union“, dans: Aus Politik und Zeitgeschichte: „Jugend in Europa“, édition 47/2006, 20 Novembre 2006.
[4] Cf. Stefan Rapenglück : „Jugend in der Europäischen Union“, dans: Aus Politik und Zeitgeschichte: „Jugend in Europa“, édition 47/2006, 20 Novembre 2006.
[5] Cf. „Das junge Europa. Plädoyer für eine wirksame Jugendpartizipation.“, Munich 2004 (Schriftenreihe der Forschungsreihe Jugend und Europa, Band 8), publié par Forschungsgruppe Jugend und Europa (Groupe de recherche Jeunesse et Europe)

processus politiques, et seul celui qui participe tôt aux processus politiques deviendra en général également plus tard un adulte actif politiquement en société, et un citoyen démocratiquement sensé. La construction politique de l'Union Européenne ne peut survivre que par la citoyenneté active européenne. Il existe donc ici un besoin de rattrapage urgent en termes d'éducation politique ainsi que dans le domaine du droit au dialogue des jeunes dans les thèmes politiques les concernant.

L'Union Européenne est tout à fait consciente qu'il est nécessaire d'améliorer l'atmosphère entre les institutions politiques et les citoyens. Il serait possible de réduire la distance ressentie par les citoyens envers les institutions européennes, en améliorant la stratégie de communication par un dialogue entre les responsables politiques et les citoyens, et de pouvoir instaurer à la place une citoyenneté active européenne. Le dialogue structuré avec la jeunesse est un concept apparu en 2007 pour ces fins. Cela est le seul moyen permettant « d'établir une société civile en Europe. »[6] Mais dans quelle mesure le dialogue structuré peut-il contribuer à renforcer la participation des jeunes, donc de les amener à devenir des citoyens actifs et démocratiques, et à revaloriser l'image de l'Union Européenne, c'est à dire de lutter contre la crise de confiance ?

[6] Stefan Rapenglück : „Jugend in der Europäischen Union", dans: Aus Politik und Zeitgeschichte: „Jugend in Europa", édition 47/2006, 20 Novembre 2006.

OBJECTIF, UTILITE ET METHODE DE TRAVAIL

Objectif, utilité et méthode de travail

L'objectif du travail est, d'une part de déterminer si le dialogue structuré (noté par la suite DS) est une forme de participation réalisée efficace pour la jeunesse, pour pouvoir être entendu du système politique et l'influencer, et d'autre part un facteur de succès pour agir contre la crise de confiance en UE. La politique européenne de la jeunesse (notée par la suite PEJ) "marche entre à quatre pattes", elle est en phase d'essai, une véritable PEJ n'existe pas encore et il est légitime de se demander si elle existera un jour. En fait, on devrait parler plutôt de manière plus adéquate de "travail de coopération sur la politique de la jeunesse en Europe".

Afin de pouvoir toutefois développer de manière progressive la PEJ et la faire mûrir, une réflexion et un discours scientifique sont nécessaires, pour pouvoir utiliser ce qui fonctionne bien jusqu'à présent, et déterminer ce qui reste à peaufiner. Il n'existe à présent aucun discours scientifique sur le DS, c'est pourquoi ce travail est essentiel aux tentatives postérieures d'utilisation du DS. Ce travail prétend mettre en évidence les difficultés et obstacles auxquels sont confrontées les PEJ de nos jours, et déterminer dans quelle mesure le DS peut être établi avec succès, où des lacunes notables sont constatées, et ce qui doit être amélioré.

Dans un premier temps, nous présenterons un abrégé de la PEJ, la problématique « Jeunesse et Europe », puis une ébauche des principes du DS servant de base pour l'étude de cas. Ceux-ci serviront à analyser la pertinence et l'efficacité de réalisation des projets.

Enfin, le DS sera pour ainsi dire analysé sous tous les points de vue, sous la forme d'une comparaison franco-allemande. Concrètement, la partie pratique (étude de cas) est réalisée avec des interviews orales et écrites. Les interviews ont été réalisées avec les personnes suivantes : les chefs des projets allemands et français sur le DS (Johannes Röhr, Marco di Giusto), les conseillers responsables du DS dans les agences nationales respectives

(pour le programme « JEUNESSE EN ACTION », « JUGEND IN AKTION » en allemand) (Claudius Siebel et Anna Seguin), Lissy Gröner (députée du parlement européen très active dans le domaine de la jeunesse), Philipp Boetzelen (membre d'un établissement de recherches pour la politique de la jeunesse du Conseil de l'Europe et de la Commission Européenne, www.youth-partnership.net), Ewoud Roes (« EU-Relations Coordinator » du European Youth Forum à Bruxelles), Anne Jardin (membre de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse) et un membre de la Commission Européenne, responsable de la politique de la jeunesse.

Le DS et sa réalisation pratique sont analysés à partir de deux exemples (un projet français et un projet allemand), et soumis ultérieurement à comparaison. Nous utiliserons de plus les esquisses des projets et différents documents des agences nationales qui réalisent le programme « JEUNESSE EN ACTION ».

Pour la réalisation de ce mémoire, différents séminaires ont été spécialement suivis, tout comme des rencontres avec des experts ont été directement menées. De plus, un aspect important de la richesse de ce document est le partage de l'ensemble de l'expérience personnelle accumulée dans le domaine. La prise de participation de l'auteur dans le projet « Europa geht weiter 2009 », servant d'exemple allemand, tout comme celle en tant que déléguée de la jeunesse pour différents évènements et conférences européens pour la jeunesse, et les différentes expériences et suggestions visant l'amélioration de la PEJ, donnent plus de crédibilité et de précision pour l'ensemble du travail présenté.

Bien qu'en essayant d'être le plus objectif possible, il convient de préciser qu'il n'est jamais possible d'éliminer totalement la subjectivité et d'exposer un fait objectivement à cent pour cent. Ce point doit être pris en compte dans la lecture de ce travail.

I. POLITIQUE EUROPEENNE DE LA JEUNESSE : UNE RAPIDE VUE D'ENSEMBLE

I. Politique européenne de la jeunesse : une rapide vue d'ensemble

En préface, nous expliquions clairement la nécessité de la construction d'une politique européenne de la jeunesse. Mais qu'est-ce qu'est exactement une « politique européenne de la jeunesse », depuis quand existe-t-elle et comment s'est-elle développée ? Quels domaines de fonctions recouvre-t-elle, et quelles compétences a l'UE dans le domaine de la jeunesse ?

I.1. Émergence d'une politique européenne de la jeunesse depuis le Livre Blanc « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne »

Avant de se consacrer à la question de ce que la PEJ englobe et quelles sont les compétences de l'UE dans le domaine de la jeunesse, il convient de présenter le développement de la PEJ. La PEJ, telle qu'elle existe aujourd'hui, est un développement très récent. La PEJ prit réellement forme seulement suite à l'introduction du Livre Blanc « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne », et continua à se développer progressivement.

Hans-Georg Wicke, responsable de l'agence nationale allemande « JUGEND für Europa » qui mène le programme européen « JEUNESSE EN ACTION », définit le Livre Blanc comme un « changement de paradigme pour la politique de la jeunesse »[7], tendance confirmée dans plusieurs autres articles et écrits concernant la PEJ. Wicke explique dans un essai[8] – qui servira de référence pour les trois prochains paragraphes – que la PEJ s'est développée sur trois piliers : la méthode ouverte de coordination, le pacte européen pour la jeunesse, et la politique de la jeunesse en tant que politique transversale.

[7] Hans-Georg Wicke : „Die Gestaltung von Lebensbedingungen junger Menschen als gemeinsame Aufgabe von Jugendpolitik in Europa. Bestandsaufnahme und Ausblick der jugendpolitischen Zusammenarbeit in Europa“
[8] Cf. Hans-Georg Wicke. ibid.

I.1.1. Le Livre Blanc pour la politique de la jeunesse en Europe : un changement de paradigme pour la politique de la jeunesse

Avant le Livre Blanc « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne », présenté par la Commission Européenne en 2001, l'UE ne témoignait que de peu de compétences dans le domaine de la jeunesse. Seule son apparition aura permis de déclencher un changement de paradigme pour la politique de la jeunesse. Ce livre provoqua une exigence nette d'une meilleure coopération européenne de la part des états membres dans le domaine de la jeunesse. La PEJ doit être instaurée suivant le principe de subsidiarité.

En réponse au processus du Livre Blanc, deux projets de coopération pour la politique de la jeunesse sont finalement apparus en mai 2002, suite à l'initiative du conseil des ministres de la jeunesse : tout d'abord, l'application de la méthode ouverte de coordination (notée par la suite MOC) dans les domaines de la participation, de l'information, du volontariat des jeunes, ainsi qu'une meilleure compréhension et connaissance de la jeunesse. Ensuite, les intérêts de la jeunesse dans les autres domaines politiques devraient être pris bien plus en considération, surtout dans les domaines de l'éducation, de la formation tout au long de la vie, de la mobilité, de l'emploi et de l'intégration sociale, de la lutte contre le racisme et la xénophobie et de l'autonomie des jeunes.

Pour que l'élan pris avec le Livre Blanc ne soit pas perdu, la Commission juge opportun que le conseil tienne compte des points suivants :

- *« une réflexion est nécessaire sur les priorités du cadre de coopération européenne;*
- *l'équilibre entre flexibilité et efficacité de la méthode ouverte de coordination (MOC) doit être réévalué;*
- *la MOC doit conduire à une action efficace au niveau national, afin d'assurer le soutien et l'engagement des jeunes à ce processus;*
- *la consultation des jeunes doit être permanente, structurée et effective tant au niveau national qu'au niveau européen. »*[9]

[9] Résumé du Livre Blanc « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne » : http://europa.eu/scadplus/leg/fr/cha/c11055.htm , consulté le 25/05/2006

I.1.2. La Méthode Ouverte de Coordination

La Méthode ouverte de Coordination (notée par la suite MOC) constitue le cadre pour la coopération politique européenne depuis la résolution des ministres de la jeunesse en mai 2002. Wicke décrit la démarche de la MOC dans le domaine de la jeunesse :

- *« La Commission établit un questionnaire en concertation avec les états membres pour chaque priorité.*
- *Les états membres se prononcent sur toutes les priorités, se basant sur une consultation des jeunes ainsi que des structures politiques d'aide à la jeunesse.*
- *Le conseil des ministres de la jeunesse établit des « objectifs communs » basés sur proposition de la Commission Européenne.*
- *Les états membres prennent des mesures sur la réalisation, en fonction de leurs situations spécifiques, et proposent un rapport national de suivi.*
- *La Commission Européenne établit un rapport de suivi et le conseil des ministres de la jeunesse décrète, si besoin est, des réajustements des « objectifs communs ». »*[10]

Dans ce contexte, des accords pour des objectifs communs et des lignes d'action dans les domaines de la participation et de l'information de la jeunesse eurent finalement lieu en 2003. La Commission Européenne rédigea ultérieurement un rapport de synthèse, contenant les rapports de réalisation nationaux. La continuation de la MOC dans ce domaine a été close en 2006 par le conseil des ministres de la jeunesse.

En 2004, la Commission Européenne exige, dans le communiqué « Mesures issues du Livre Blanc « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne » », trois modifications fondamentales de la MOC :

- *«Une nouvelle évaluation de l'équilibre entre flexibilité et efficacité de la MOC*
- *Des mesures efficaces au niveau des états membres*
- *Une consultation continue, structurée et efficace de la jeunesse sur le plan national et européen. »* [11]

Avec l'aide de la MOC, selon le « bilan des mesures dans le cadre de la coopération pour la politique de la jeunesse en Europe » rédigé par les

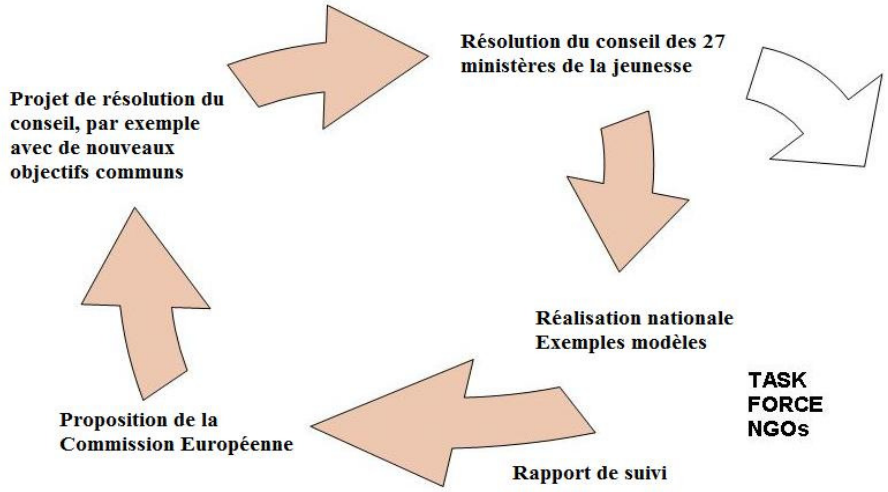
[10] Hans-Georg Wicke : „Die Gestaltung von Lebensbedingungen junger Menschen als gemeinsame Aufgabe von Jugendpolitik in Europa. Bestandsaufnahme und Ausblick der jugendpolitischen Zusammenarbeit in Europa"

[11] Hans-Georg Wicke : „Die Gestaltung von Lebensbedingungen junger Menschen als gemeinsame Aufgabe von Jugendpolitik in Europa. Bestandsaufnahme und Ausblick der jugendpolitischen Zusammenarbeit in Europa"

ministres de la jeunesse, les portes vers un dialogue structuré et régulier entre les jeunes et leurs organisations, les autorités et les responsables politiques s'ouvrent, permettant la concrétisation de plus de visibilité médiatique renforçant les intérêts des jeunes.[12]

Le schéma ci-dessous décrit très clairement le processus de la MOC :

La MOC "light" dans le domaine de la jeunesse et sa réalisation



Service 505 : Jeunesse et Europe, Ministère Fédéral de la famille, du troisième âge, des femmes et de la jeunesse. Décembre 2008

I.1.3. Le pacte européen pour la jeunesse

Le pacte européen pour la jeunesse provient de l'initiative d'une lettre en 2004, dans laquelle le Chancelier allemand Schröder, le Président français Chirac, le Premier Ministre espagnol Zapatero et le Premier Ministre suédois Persson proposèrent de renforcer l'implication de la jeunesse européenne. Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne et avec l'aide du pacte pour la jeunesse est apparu le souhait d'attacher dorénavant une plus grande importance à la jeunesse. Les objectifs du pacte sont les suivants :

[12] Cf. Hans-Georg Wicke, ibid.

- *« Un plus grand nombre de mesures, mieux ciblées, contre le chômage des jeunes et pour l'intégration sociale et professionnelle des jeunes,*
- *Une amélioration de la concertation des mesures politiques sur le plan européen, intéresser les jeunes (éducation, recherches, formation, esprit d'entreprise, mobilité, culture, etc…)*
- *De nouvelles mesures afin d'améliorer le développement de la population et favoriser la conciliation de la vie familiale et professionnelle»*[13]

Le pacte européen pour la jeunesse, voté le 22 et 23 mars 2005 lors du sommet réunissant les chefs d'états et de gouvernements, se range dans la stratégie de Lisbonne, c'est-à-dire dans la stratégie de l'UE consistant à faire de l'Europe d'ici à 2010 l'endroit le plus grand et le plus compétitif du monde, ainsi que la stratégie de créer plus et de meilleurs lieux de travail. Le pacte européen pour la jeunesse sert d'instrument pour atteindre les objectifs de Lisbonne concernant la croissance et l'emploi.[14]

[13] Hans-Georg Wicke : „Die Gestaltung von Lebensbedingungen junger Menschen als gemeinsame Aufgabe von Jugendpolitik in Europa. Bestandsaufnahme und Ausblick der jugendpolitischen Zusammenarbeit in Europa"

[14] CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE 14471/06. Projet de résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur la réalisation des objectifs communs en matière de participation et d'information des jeunes visant à promouvoir leur citoyenneté européenne active.
(http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st14/st14471.fr06.pdf)

I.1.4. Politique de la jeunesse comme politique transversale

En 2005, la Commission Européenne précisa dans un communiqué, que les intérêts politiques des jeunes devraient être renforcés et pris en considération dans d'autres domaines politiques. Cela devrait représenter le troisième pilier de la coopération européenne pour la politique de la jeunesse. Voici les domaines politiques et les mesures concernant la jeunesse, d'après la Commission :

- *« Lutte contre le racisme, la xénophobie et les discriminations*
- *La santé de la jeunesse et l'encouragement à un train de vie sain*
- *Des recherches spécifiques à la jeunesse*
- *et une valeur sociale et éducative du sport. »*[15]

Bien que les prémices d'une « politique européenne de la jeunesse » en tant que « politique transversale » aient souvent été débattus, il est nécessaire d'insister que l'instauration de la PEJ comme politique transversale s'est avérée difficile, car est principalement développée à partir de secteurs structurés très différemment.

Ce concept échoue dans le sens où il n'y que peu d'instruments et de procédés pour un dialogue s'étendant à tous les secteurs, ni sur le plan local, ni sur le plan régional, national, ni même européen. Plus on s'éloigne du plan local, plus il devient difficile d'établir un dialogue recouvrant tous les secteurs, et une stratégie de concertation mutuelle pour les jeunes.

Il convient d'identifier et d'arranger les points d'appui pertinents dans les domaines relevant d'une politique transversale, pour combattre le fait que la politique de la jeunesse ne devienne pas qu'un appendice des politiques européennes de l'emploi et de l'économie. D'après Wisser, ces points concernant la jeunesse sont les suivants :

[15] Hans-Georg Wicke : „Die Gestaltung von Lebensbedingungen junger Menschen als gemeinsame Aufgabe von Jugendpolitik in Europa. Bestandsaufnahme und Ausblick der jugendpolitischen Zusammenarbeit in Europa"

- *« Sécurité et protection sanitaire sur le lieu de travail,*
- *Marché intérieur,*
- *Droits fondamentaux et citoyenneté européenne,*
- *Coopération pénale et de droit civil,*
- *Migration et asile,*
- *Médias et moyens d'information,*
- *Santé et protection du consommateur,*
- *Environnement,*
- *Relations extérieures et aide au développement ».*[16]

I.2. Contenus et défis de la politique européenne de la jeunesse

Selon Hans-Georg Wicke , s'il y avait un catalogue de thèmes pour la politique de jeunesse européenne, ce serait un « édifice politique dans la dimension du Livre Blanc », ce qui laisserait entendre que l'on y trouverait les thèmes suivants : intégration sociale, autonomie des jeunes, bien-être des enfants, santé de la jeunesse, éducation et formation, emploi et intégration, engagement citoyen, participation sociale et politique, diversité cultuelle, droits de l'Homme et démocratie, culture et créativité, changement démographique.[17] Pour l'instant, un tel catalogue de thèmes n'existe pas encore.

Toutefois, le cadre de la coopération sur la politique de la jeunesse désigne trois lignes de conduite : la citoyenneté des jeunes, l'incorporation sociale et professionnelle, et la prise en considération des jeunes dans d'autres domaines politiques, ce qu'illustre le schéma[18] sur la page suivante.

[16] Ulrike Wisser : „Kinder- und Jugendhilfe in Europa", http://www.nabuk-europa.de/index.php?id=25, consulté le 16/3/09

[17] Hans-Georg Wicke : „Zukunftsperspektiven für eine Jugendpolitik in Europa", document interne de l'agence allemande JUGEND für Europa, Bonn

[18] Source: INJEP (présentation power-point)

CITOYENNETÉ ACTIVE DES JEUNES	INCORPORATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE	LA JEUNESSE DANS D'AUTRES DOMAINES
Priorités : Participation Information Volontariat Plus de connaissances sur la jeunesse	Priorités : Incorporation sociale et professionnelle Formation et Mobilité Conciliation entre vie familiale et professionnelle	Priorités : Aucune discrimination Santé Culture
Outil principal : Méthode Ouverte de Coordination (MOC)	Outil principal : Pacte européen pour la jeunesse (Stratégie de Lisbonne)	Outil principal : “Mainstreaming”

CONNAISSANCES FONDÉES SUR LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE

GOUVERNANCE DE LA JEUNESSE – LE DIALOGUE STRUCTURÉ

Représentation de la coopération sur la politique de la jeunesse en Europe : Modèle des 3 piliers

I.2.1. La citoyenneté active des jeunes

> *« L'Union européenne encourage les jeunes à participer activement à la société (vie communautaire, société civile, vie politique), à développer leur propre futur et à contribuer au développement de l'Union européenne. »* [19]

Dans le cadre du Livre Blanc, les états membres de l'UE convinrent d'objectifs communs pour chacune des 4 priorités du Livre Blanc, à savoir la participation, l'information, les activités de volontariat, ainsi qu'une meilleure compréhension et connaissance de la jeunesse.[20]

La pratique de la MOC est orientée dans le but d'atteindre ces objectifs. D'autres instruments renforçant la citoyenneté active des jeunes sont le programme « JEUNESSE EN ACTION » et le portail européen pour la jeunesse. Le DS doit permettre que les jeunes s'introduisent activement dans le débat politique sur la création et formation du futur de l'Europe.

I.2.2. Intégration sociale et professionnelle des jeunes

> *« L'inclusion de tous est une valeur fondamentale de l'Union européenne. Il faut lutter contre la pauvreté et les préjugés pour veiller à ce que tous les jeunes soient pleinement intégrés à la société et bénéficient d'un accès égal à l'éducation et à l'emploi, ainsi qu'aux systèmes de protection sociale. »* [21]

Le pacte européen pour la jeunesse a pour objectif l'amélioration de l'éducation et de la formation, ainsi que de l'employabilité et de l'inclusion sociale des jeunes Européens, tout en facilitant la conciliation de la vie familiale et professionnelle.[22]

---

[19] « Citoyenneté active des jeunes » sur le site « Commission Européenne Jeunesse », http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc26_fr.htm , consulté le 22/04/2009

[20] « Citoyenneté active des jeunes » sur le site « Commission Européenne Jeunesse », http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc26_fr.htm , consulté le 22/04/2009

[21] « Intégration sociale et professionnelle » sur le site « Commission Européenne Jeunesse », http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc44_fr.htm , consulté le 22/04/2009

[22] « L'élaboration des politiques de jeunesse » sur le site « Commission Européenne Jeunesse », http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc23_fr.htm , consulté le 22/04/2009

I.2.3. Une plus grande prise en considération des jeunes dans d'autres domaines politiques

> *« Le développement de politiques de jeunesse dédiées est bien sûr important, mais il est également nécessaire d'intégrer une dimension de jeunesse aux autres domaines politiques touchant les jeunes. »* [23]

La Commission européenne travaille activement à la prise en compte de la jeunesse dans un certain nombre de politiques, dont les plus significatives sont la lutte contre la discrimination et la santé. [24]

I.3. Répartition par domaines de compétences du domaine politique de la jeunesse

Les thèmes de couverture intrinsèques de la PEJ sont maintenant clairs. Mais quelles compétences a l'UE en général dans ce domaine ? En termes de capacités de décisions, où se trouve la frontière entre l'UE et les entités nationales, régionales ou départementales ?

I.3.1. Compétences au niveau européen dans le domaine de la jeunesse

> *« Il y avait au début de la politique européenne de la jeunesse une grande résistance des états membres, car l'idée de devoir réaliser la politique de la jeunesse sur le terrain prédominait. Par un dur travail, on réussit à convaincre les opposants qu'un programme pour les jeunes étendu à toute l'Europe contribuait de manière importante à une Union Européenne forte, démocratique et pacifique. »*[25]

Dans un écrit sur la « politique de la jeunesse » dans le livre de poche d'intégration européenne « Europa von A bis Z » (« L'Europe de A à Z »[26] en français), Barbara Tham décrit les compétences de l'UE dans le domaine de

[23] « La jeunesse dans d'autres domaines politiques » sur le site « Commission Européenne Jeunesse », http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc60_fr.htm, consulté le 22/04/2009

[24] « L'élaboration des politiques de jeunesse » sur le site « Commission Européenne Jeunesse », http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc23_fr.htm, consulté le 22/04/2009

[25] Interview avec Lissy Gröner (voir Annexe)

[26] Cf. Barbara Tham : „Jugendpolitik" dans: Weidenfeld, Werner/ Wessels, Wolfgang (Hrsg.): „Europa von A bis Z. Taschenbuch der europäischen Integration", 10. édition, Institut für Europäische Politik.

la jeunesse : bien qu'aucun droit n'ait été observé en faveur de la CEE dans le Traité de 1958 dans le domaine d'une politique de la jeunesse commune, elle pouvait toutefois désigner indirectement des thèmes se référant à la jeunesse et réaliser des mesures, en s'appuyant sur les compétences induites par l'article 308 du Traité instituant la Communauté Européenne.

Le traité de Maastricht mentionne finalement la « politique de la jeunesse » pour la première fois dans le domaine « Politique sociale, Formation générale et professionnelle et Jeunesse » dans le traité de la CE (Article 136 – 150). Conjointement à ceci se trouve une mission, à savoir la stimulation du développement des échanges des jeunes et des responsables sociaux-pédagogiques (Article 149/2 du Traité CE). Pour faire adopter les mesures à l'encouragement dans ce domaine, la participation du parlement et l'écoute des comités économiques et sociaux européens et comités régionaux sont nécessaires, cependant il ne faut pas qu'il s'agisse d'efforts en harmonie d'instructions administratives et légales des états membres.

L'explication de la restriction des compétences de l'UE dans le domaine de la jeunesse provient du principe de subsidiarité. Les compétences de l'UE sont en partie restreintes pour conserver l'autorité des régions et des états membres. Les programmes européens doivent donc être thématiquement adaptés au travail national d'éducation, c'est à dire que la politique d'éducation sert d'aide directionnelle à la politique de la jeunesse commune. Dans l'article 149 du Traité CE figure une liste des domaines politiques qui échoient à la communauté, puisque ces domaines pourront mieux être coordonnés sur le plan européen que sur le plan régional ou national.

Dans le domaine de la politique de l'éducation et de la jeunesse, l'UE n'est compétente que pour la coordination et le soutien. Elle a une « fonction

de catalyseur et complémentaire »[27] aux états membres, puisqu'elle n'élabore aucun objectif propre, mais sa fonction est plutôt principalement de stimuler les discussions et de créer des incitations politiques. L'UE agit par cette manière surtout s'appuyant sur des programmes de soutien et sur des recommandations.

La politique de la jeunesse n'est pas un domaine de tâches propre à l'Union Européenne, mais bien plutôt une « politique transversale »[28]. L'UE n'a certes aucun droit direct de décision sur la politique de la jeunesse dans certains domaines particuliers, mais a néanmoins l'aptitude indirecte de décider de certains intérêts de la jeunesse, surtout dans les domaines « des politiques d'éducation, sociales et d'emploi »[29], puisqu'elle a dans ces domaines des capacités de décisions et que ces sujets politiques concernent fortement les jeunes. On pense notamment au « processus de Bologne » concernant le domaine de « la politique d'éducation », ou au chômage pour ce qui concerne le domaine de « la politique d'emploi ». Bien que la compétence principale s'étende sur les états membres, une tâche de l'UE est néanmoins d'intervenir en faveur de l'amélioration des conditions de vie des jeunes en Europe.

Afin d'encourager l'encadrement des jeunes à l'international et les échanges en Europe, le programme « JEUNESSE » (nommé en 2007 « JUGEND IN AKTION ») a été mené, favorisant les rencontres de la jeunesse de 15 à 25 ans. Depuis 2007, le programme a été plus ciblé sur la politique de la jeunesse, favorisant depuis le dialogue entre la jeunesse et les décideurs et responsables politiques. Pour l'intégralité de la durée du programme (2007-2013), 885 millions d'euros ont été mis à disposition sur

[27] Comité des Régions : „Regionale und lokale Kompetenzen in Europa. Allgemeine Bildung und Jugend, Kultur, Gesundheitswesen, Transeuropäische Netze, Regional- und Strukturpolitik.“, Communauté européenne 2002

[28] Barbara Tham : „Jugendpolitik“. In: Weidenfeld, Werner/ Wessels, Wolfgang (Hrsg.): „Europa von A bis Z. Taschenbuch der europäischen Integration“, 10. Auflage, Institut für Europäische Politik.

[29] Cf. Barbara Tham : „Jugendpolitik“ dans: Weidenfeld, Werner/ Wessels, Wolfgang (Hrsg.): „Europa von A bis Z. Taschenbuch der europäischen Integration“, 10. édition, Institut für Europäische Politik.

l'ensemble de l'Europe. La définition des objectifs du programme est d'encourager la mobilité, la réalisation du Service Volontaire Européen, les initiatives dans le domaine de la jeunesse et l'apprentissage interculturel. On souhaiterait donc rendre possible aux jeunes d'intervenir en faveur de leurs conditions de vie, et donc de solidariser les jeunes, leur faire prendre conscience des responsabilités et les éduquer pour être des citoyens actifs et tolérants dans des sociétés plurielles.

Ceci doit se produire par un nouvel agencement de la politique des jeunes : d'une part par la MOC et la plus grand prise en considération des besoins de la jeunesse dans l'élaboration des mesures, par le « Pacte Européen pour la Jeunesse », adopté lors du sommet européen de mai 2005, afin d'améliorer la situation des jeunes en Europe dans le cadre de la stratégie de Lisbonne ; et d'autre part par le DS, dialogue amplifié entre la jeunesse, les politiques et les associations concernant la jeunesse. Le concept du DS sera plus développé par la suite.

I.3.2. Coordination de la politique de la jeunesse sur le plan national, régional et départemental en Allemagne et en France

Il est donc évident que les compétences de l'UE dans le domaine de la politique de la jeunesse sont très limitées, et que ce n'est pas l'UE qui joue le rôle principal en ce domaine, mais plutôt les états nationaux qui sont les vrais « maitres de la politique de la jeunesse ». Ce sont eux qui sont les principaux compétents à la mise en œuvre d'une politique de la jeunesse.

Par la suite, nous présenterons les caractéristiques de la politique de la jeunesse en Allemagne et en France, et une esquisse d'un approfondissement des compétences sur les plans nationaux, régionaux et départementaux. Les tableaux suivants[30] permettent d'apporter une vue d'ensemble de la thématique.

[30] Cf. Comité des Régions : „Regionale und lokale Kompetenzen in Europa. Allgemeine Bildung und Jugend, Kultur, Gesundheitswesen, Transeuropäische Netze, Regional- und Strukturpolitik.“, Communauté européenne 2002

ALLEMAGNE – POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Caractéristique	Niveau national	Niveau régional	Niveau local
La politique de la jeunesse est plutôt gérée séparément de la politique d'éducation ; grande importance des associations indépendantes Objectif principal : Soutien de l'aisance et du développement de la personnalité des jeunes	Compétences limitées dans la politique de la jeunesse : législation dans le domaine de l'aide à l'enfance et la jeunesse (loi aide à l'enfance et à la jeunesse) pour couvrir les aspects financiers et sociaux de la politique de la jeunesse	Détermination de la politique de la jeunesse et élaboration de programmes de soutien de la jeunesse Soutien des associations de la jeunesse Plusieurs « Länder » décrètent leurs propres programmes de soutien de la jeunesse	Détermination du cadre pour l'activité des associations de la jeunesse et des établissements indépendants pour le soutien de la jeunesse Réalisation de la politique de la jeunesse

FRANCE – POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Caractéristique	Niveau national	Niveau régional	Niveau local
Objectif prioritaire : Détermination du cadre légal et organisationnel pour les organisations privées actives dans ce domaine Autres domaines de la politique de la jeunesse : Soutien de l'échange international de la jeunesse, formation générale pour les jeunes, programme d'emploi des jeunes, information de la jeunesse et soutien d'activités pour la jeunesse	Législation dans le domaine de la jeunesse, surveillance des normes civiles dans la politique de la jeunesse Détermination des lignes de conduite et cadre juridique pour les programmes d'éducation, d'emploi, d'information, de communication et d'échange, dans le domaine de la politique de la jeunesse Soutien des activités de la jeunesse	(pas d'information concrète sur les activités régionales)	Réalisation de la politique de la jeunesse d'après les lignes de conduites votées au niveau national et dans le cadre des programmes nationaux de la jeunesse Conduite des mesures, telles que le soutien et la formation des jeunes en coopération avec des associations privées de la jeunesse Soutien des initiatives de la jeunesse et des associations de la jeunesse au niveau départemental

En Allemagne, la politique de la jeunesse est plutôt traitée séparément de la politique générale d'éducation. Ce sont les associations indépendantes qui ont de l'importance. L'encouragement à l'habileté et au développement de la personnalité des jeunes constitue l'objectif le plus important dans la politique de la jeunesse.

En France, c'est la définition du cadre juridique et organisationnel pour les organisations privées actives dans le domaine de la PEJ qui tient cette

place. De même, la dynamique au développement des échanges internationaux de la jeunesse, l'éducation générale, les programmes d'emploi des jeunes, l'information qui leur est destinée et la motivation aux activités de la jeunesse tombent également dans la politique de la jeunesse française.

Alors qu'en Allemagne le plan national ne soit restreint qu'aux compétences dans la politique de la jeunesse – concrètement pour la législation dans le domaine de l'aide aux enfants et aux jeunes pour la couverture des aspects financiers et sociaux de la politique de la jeunesse, il a en France des compétences bien plus étendues : la législation dans le domaine de la jeunesse, la surveillance des normes juridiques dans la politique de la jeunesse, la définition des lignes de conduite politiques et du cadre juridique pour les programmes d'éducation, d'emploi, d'information, de communication et d'échange dans le domaine de la politique de la jeunesse, et l'encouragement aux activités de la jeunesse.

Un cahier des charges exhaustif découle également du plan national en France, alors que les exigences et les compétences en Allemagne sont plutôt divisées sur le plan régional et départemental. Le niveau régional en Allemagne est responsable de la définition de la politique de la jeunesse et de l'élaboration des programmes d'assistance aux jeunes, ainsi que du soutien aux associations de la jeunesse. En France en revanche aucune compétence n'est déléguée sur le plan régional.

En Allemagne, le cadre de l'activité des associations pour la jeunesse et des fondations indépendantes pour l'encouragement des jeunes est défini sur le plan départemental. C'est finalement ainsi que se produit la réelle mise en application de la politique de la jeunesse. En France en revanche, la réalisation de la politique de la jeunesse se produit au niveau départemental, selon les lignes de conduite adoptées au niveau national, et dans le cadre des programmes nationaux de la jeunesse. Les mesures décidées sur le plan national (par exemple le soutien et l'éducation des jeunes) sont réalisées ici en coopération avec des associations privées pour la jeunesse. De plus, les

initiatives et associations pour la jeunesse au niveau départemental sont fortement aidées à se développer.[31]

Ces différences s'expliquent par des structures de droit constitutionnel très différentes : l'Allemagne est un état fédéral, la France un état centralisé. Ainsi prédomine une approche ascendante en Allemagne et une approche descendante en France en ce qui concerne la réalisation du DS.

[31] Cf. Comité des Régions : „Regionale und lokale Kompetenzen in Europa. Allgemeine Bildung und Jugend, Kultur, Gesundheitswesen, Transeuropäische Netze, Regional- und Strukturpolitik.“, Communauté européenne 2002

II. JEUNESSE ET POLITIQUE : UNE RELATION AMBIVALENTE

II. Jeunesse et Politique : une relation ambivalente

Les résultats suivants sont le fruit d'une synthèse de plusieurs sources: « le baromètre européen de la jeunesse de 2007 »[32], « l'étude de la jeunesse de 2006 » de l'entreprise Shell[33], « l'étude sociale européenne », le rapport de la jeunesse de la Commission Européenne[34] et une étude de la jeunesse de Basse-Saxe[35].

II.1. Intérêt politique des jeunes

II.1.1. Facteurs déterminants

Les facteurs déterminants pour l'intérêt politique sont :
le cadre parental
l'éducation scolaire
le sexe
l'âge

- **Le cadre parental**

En synthétisant les résultats des différentes sources, il apparaît clairement que plus de jeunes sont « intéressés par la politique » s'ils sont issus d'un foyer où les parents le sont également.

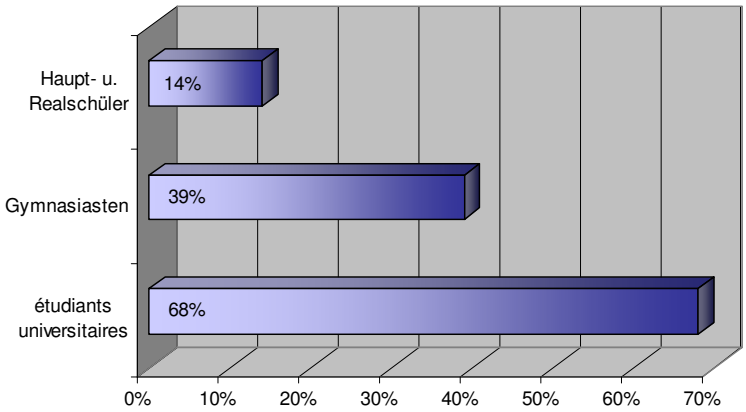
[32] Cf. DG Education et Culture: « Au-dela des chiffres. Principaux résultats de l'enquête Eurobaromètre sur les jeunes en 2007 », Office des publications officielles des Communautés Européennes, Luxembourg 2007

[33] Cf. „Jugend 2006. Eine pragmatische Generation unter Druck", Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main 2006, publié par Shell Deutschland Holding.

[34] Cf. Commission Staff working document accompanying to the Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee of the Regions: "EU Youth Report. Youth – Investing and Empowering", Bruxelles, avril 2009

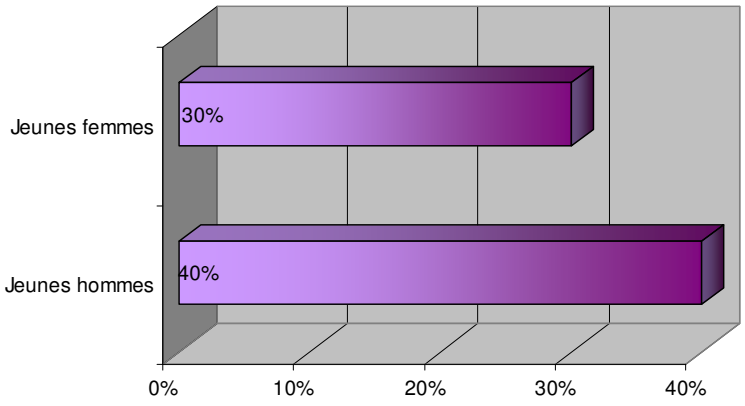
[35] Cf. Burdewick, Ingrid: „Jugend – Politik – Anerkennung. Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger", Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2003, p. 19 – 22

- **L'éducation scolaire**



Le graphique ci-dessus a été réalisé à partir de données adaptées au système scolaire allemand. Il distingue trois groupes différents : les étudiants universitaires, les élèves de « Gymnasium » (établissement scolaire menant au baccalauréat allemand), et ceux de Hauptschule (établissement scolaire menant au diplôme minimum obligatoire avant une insertion professionnelle) et Realschule (intermédiaire au Gymnasium et Hauptschule).
La lecture des résultats montre clairement que l'intérêt politique augmente d'autant plus que le niveau d'études réalisées est élevé.

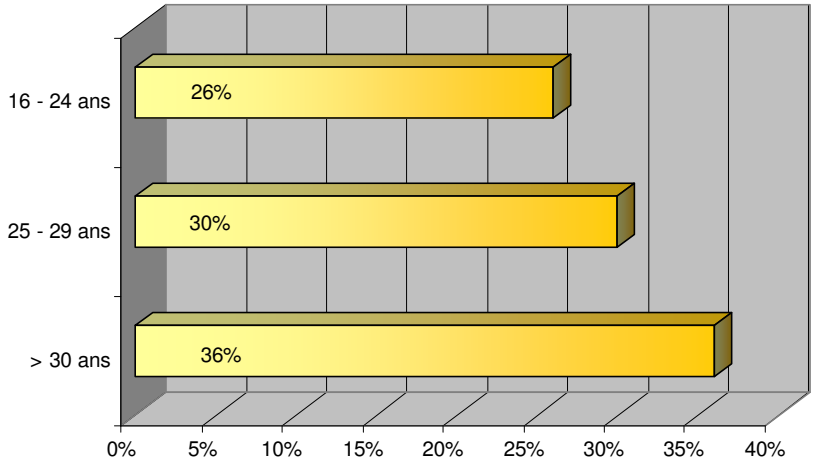
- **Le sexe**



Le sexe est aussi un facteur déterminant : du point de vue des jeunes, la politique est ressentie comme un « thème à penchant plutôt masculin » : un

nombre supérieur d'hommes que de femmes se disent intéressés par la politique. 70% des jeunes femmes déclarent même n'être que guère ou pas du tout intéressées par la politique.

- **L'âge**



En plus des critères cités, l'âge se révèle également avoir son influence sur l'intérêt politique : celui-ci se montre croissant avec l'âge, tel que le montre le graphique ci-dessus.

II.1.2. Évolution temporelle

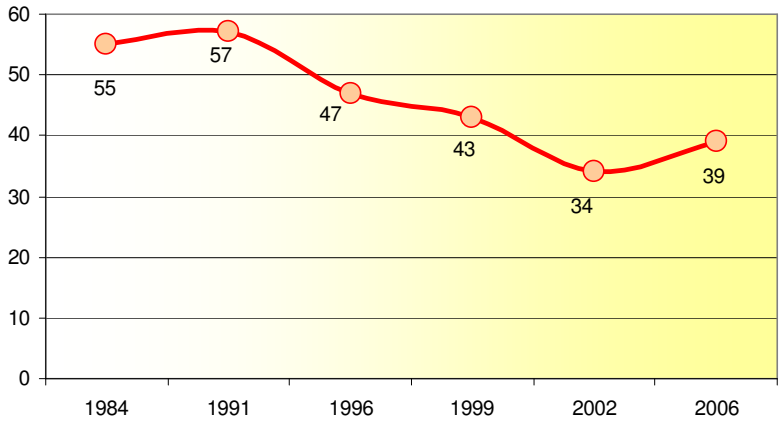
Le résultat de l'étude de la jeunesse du baromètre européen doit toutefois s'observer de manière critique. Tout d'abord, la participation aux élections est dans plusieurs pays obligatoire, ce pourquoi on ne peut conclure de manière automatique à l'intérêt politique des jeunes à partir du taux de participation aux élections. Ensuite, l'objectivité de l'étude doit être remise en question, car l'UE souhaiterait construire un DS avec la jeunesse et est donc éventuellement motivée à présenter la jeunesse comme « intéressée par la politique », pour souligner la nécessité d'un dialogue continu avec les jeunes, puisque un intérêt réciproque sur un tel concept existe.

La caricature[36] ci-dessus montre ce que « dans les années 80 à 90, il était bien perçu parmi les jeunes d'être intéressé par la politique », et que « cette attitude s'est écroulée de manière continue plus tard depuis le milieu des années 90 jusqu'au point le plus bas où seuls 34% des jeunes se qualifiés de citoyen actif en politique, d'après la dernière étude « Shell » en 2002. »[37]. La valeur dans la dernière étude de la jeunesse « Shell » a raugmenté légèrement, mais ceci ne doit pas être interprété comme une tendance positive, car la valeur en 2002 était si faible qu'elle n'aurait pas pu plus s'écrouler, une augmentation si faible n'est donc pas surprenante. Le graphique ci-dessous présente le phénomène :

[36] Roger Schmidt, http://www.karikatur-cartoon.de , consulté le 16/04/09

[37] „Jugend 2006. Eine pragmatische Generation unter Druck“, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main 2006, p.105, publié par Shell Deutschland Holding

Quinzième étude de la jeunesse « Shell[38] » : Évolution temporelle de la proportion de jeunes de 15 à 24 ans se déclarant être intéressés par la politique



Bien que les statistiques montrent que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique au sens strict (adhésion à un parti, programmes électoraux, etc...), ils témoignent toutefois d'un intérêt aux thèmes politiques, tels que par exemple **la protection de l'environnement, la conservation de la paix** ou **la politique de développement**. Suivant la même logique, la majorité des jeunes européens et européennes montre un intérêt pour les évènements sur tous les plans. 62% des jeunes ayant le droit de vote déclarent avoir voté lors d'une élection ou d'un référendum lors des trois dernières années.[39]

Les divergences apparaissant entre les deux études de la jeunesse pourraient être expliquées par le manque d'exactitude de l'expression "Intéressé par la politique". Est-on intéressé par la politique, lorsque l'on est engagé dans un parti et que l'on va voter, ou lorsqu'on s'engage politiquement en société, lit le journal ou participe aux grèves ? La notion d' « intérêt politique » est très floue et doit être mieux définie dans de tels sondages pour arriver à de résultats sans équivoque.

[38] „Jugend 2006. Eine pragmatische Generation unter Druck“, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main 2006, p.105, publié par Shell Deutschland Holding

[39] DG Education et Culture : « Au-dela des chiffres. Principaux résultats de l'enquête Eurobaromètre sur les jeunes en 2007 », Office des publications officielles des Communautés Européennes, Luxembourg 2007, p.2

On peut constater que les jeunes participent certes fortement dans les organisations, mais **s'éloignent** cependant des **formes traditionnelles** de la politique. La plupart des jeunes refusent de s'organiser en partis, le taux de participation des jeunes aux élections est clairement en dessous de celui de la population globale, et les politiques ne sont que moindrement appréciés. Les jeunes filles témoignent particulièrement d'une distance à la politique parlementaire, par contre, les jeunes femmes semblent plus enclin que les jeunes hommes à s'engager dans des initiatives citoyennes.[40]

On peut donc conclure que les jeunes se distancent de plus en plus des formes de participation traditionnelles à la politique (élections et adhésion à un parti), mais que cependant l'intérêt envers les thèmes politiques est bel et bien présent. Il serait donc faux, de parler d'une « fatigue générale de la politique chez les jeunes », mais correspondrait plutôt une « **fatigue des partis et des politiques** ». Le **manque d'exactitude de la définition de la notion « être intéressé par la politique »** explique en partie les résultats contradictoires des études de la jeunesse.

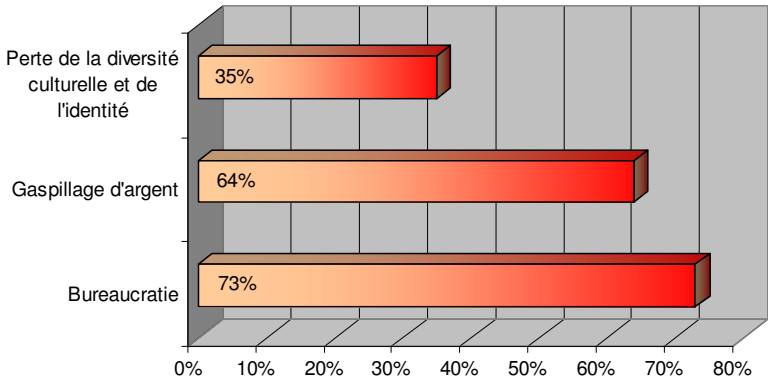
[40] Cf. Ingrid Burdewick : „Jugend – Politik – Anerkennung. Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger“, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2003, p. 19 – 22

II.2. Attitude de la jeunesse envers l'Europe et l'UE

> *« L'Europe a du succès. Les jeunes découvrent actuellement l'Europe et les possibilités qui leurs sont offertes. Le nombre de participants aux différents programmes de l'Union Européenne augmente continuellement. Savoir si l'Europe a du succès dans le fond est une autre question. Je pense aussi bien que nous avons pu atteindre avec succès des objectifs dans les dernières années. »*[41]

L'attitude des jeunes vis à vis à l'UE, tout comme le comportement général par rapport à la politique, dépend de l'éducation : les jeunes les plus éduqués apprécient en moyenne l'UE plus positivement que ceux ayant reçu une éducation moindre.[42]

- **Notions associées négativement à l'UE**

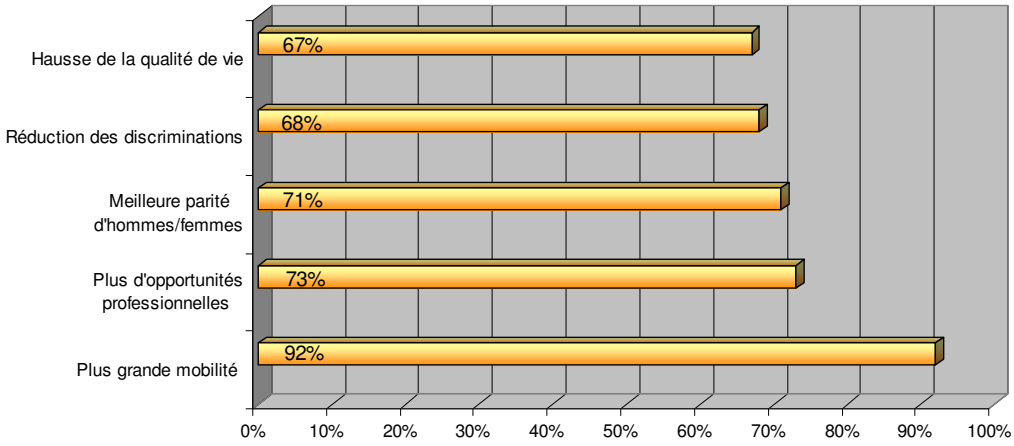


41 Interview avec Lissy Gröner (voir Annexe)

42 Wolfgang Gaiser / Johann de Rijke : „Europa im Blick der Jugend. EUROBAROMTER und DJI Jugendsurvey“, in: „DJI Bulletin 79. Jugend in Europa“, Deutsches Jugendinstitut e.V., Munich

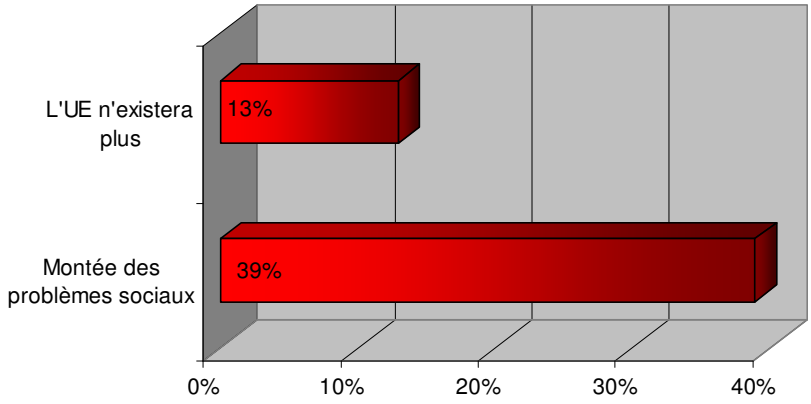
Plusieurs études de la jeunesse énoncent que les jeunes, qui évaluent plutôt négativement l'UE, critiquent notamment la bureaucratie. Survient ensuite la conviction que l'UE est une source de gaspillage de temps et d'argent, et certains évoquent que l'UE favorise le danger de perdre sa propre identité culturelle et diversité.

- **Perspectives apportées par l'UE**



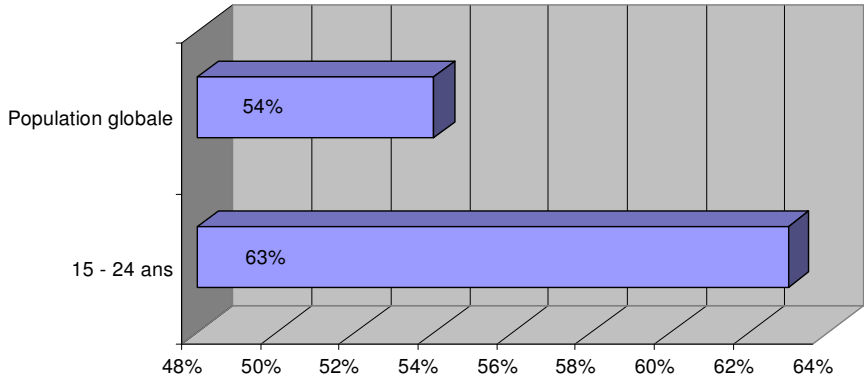
Les jeunes pensent qu'à l'avenir les possibilités de mouvement partout en Europe seront plus simples, notamment pour voyager, étudier ou travailler. Les chances de trouver un travail et la parité hommes/femmes seront augmentées. Certains sont également confiants concernant la réduction des discriminations envers les étrangers et les personnes d'une autre culture ou ethnie, ou une hausse de la qualité de vie pour tous.

- **Craintes à venir en UE dans les 10 prochaines années**



Confronté à la question de l'avenir de l'UE dans les dix prochaines années, une proportion non négligeable des sondés pense que surgira une montée des problèmes sociaux, tels que des grèves ou le chômage, et certains prévoient qu'à terme l'Union Européenne n'existera plus.

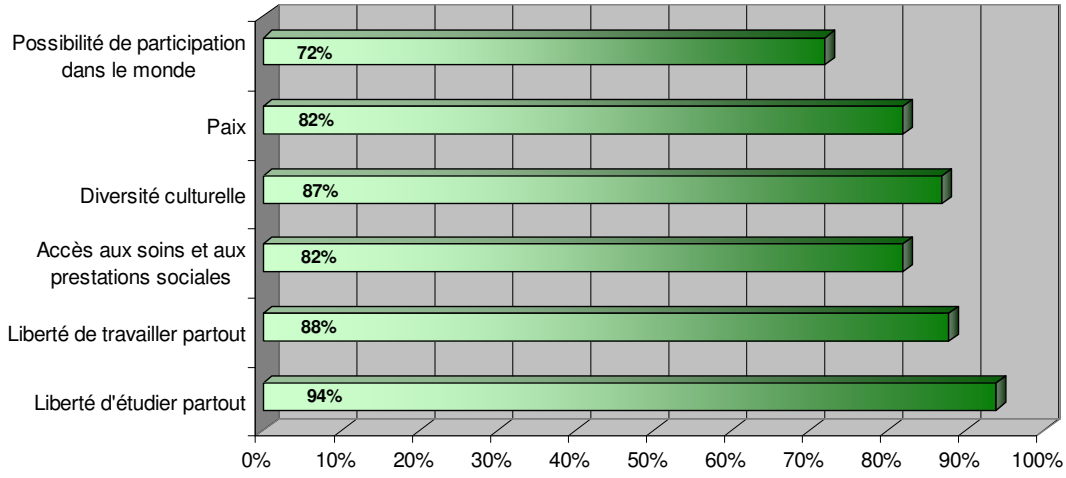
- **Attitude positive relativement à l'UE**



Plusieurs études de la jeunesse différentes témoignent que les jeunes ont cependant en majorité une attitude positive. Ils forment même le « **segment le plus optimiste de la population européenne** » : 63% des européens et européennes de 15 à 24 ans trouvent positif le fait que leur

pays soit un état membre de l'UE, un pourcentage sensiblement supérieur aux plus âgés (moyenne européenne : 54%).[43]

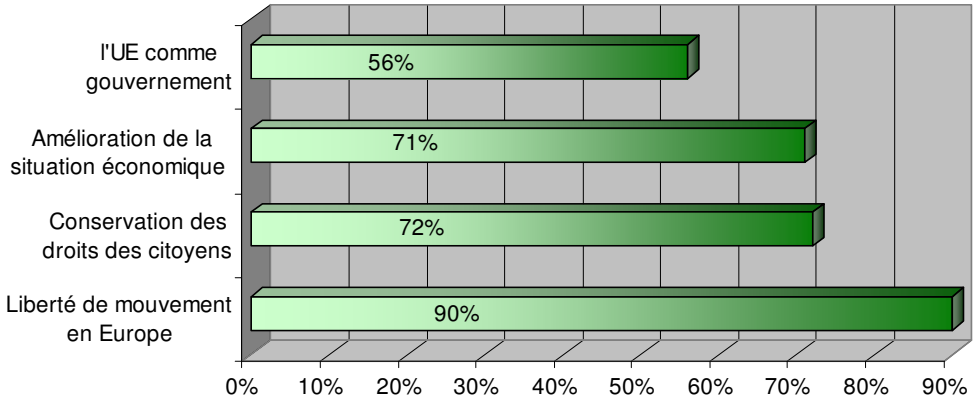
- **Signification de la citoyenneté européenne pour la jeunesse**



Plusieurs études confirment l'attitude positive des jeunes vis à vis de l'Union Européenne. Le graphique ci-dessus témoigne que les jeunes valorisent l'ensemble des possibilités qu'offre l'UE en termes d'enrichissement de vie personnelle, c'est à dire la liberté de pouvoir travailler et étudier partout, et la diversité culturelle. Le caractère social et la paix en Europe ont également un poids certain. L'UE est aussi associée à plus de prise d'influence politique dans le monde.

[43] Baromètre européen: http://ec.europa.eu/public_opinion/index_en.htm, consulté le 17/03/2009

- **Signification de l'UE pour les jeunes**



On retrouve ici la forte appréciation des critères favorisant l'enrichissement des expériences offert par la nature européenne (liberté de pouvoir voyager, étudier et travailler en UE). En outre, la protection de leur propre situation est valorisée (droits des citoyens et l'amélioration de la situation économique). Enfin, certains seraient même d'avis que l'UE s'apparente à un gouvernement européen.

On peut donc conclure que des **critiques isolées** sont certes prononcés par les jeunes, mais qu'ils **soutiennent** cependant **l'UE en majorité**, ayant un avis positif à son égard.

II.3. Fatigue de la politique chez les jeunes, ou fatigue de la jeunesse chez les politiques ?

Bien que la jeunesse soutienne majoritairement l'UE, elle semble cependant continuellement soumise aux critiques, notamment sur la « fatigue de la politique chez les jeunes ». Partant d'une telle déclaration, prudence est mère de sûreté, car il y a plusieurs facteurs qui expliquent le phénomène de distanciation de la jeunesse de la politique, et montrent une autre portée de la problématique.

Pour comprendre le comportement politique des jeunes et pouvoir l'expliquer, il est nécessaire de se mettre dans le rôle d'un jeune. La jeunesse est confrontée de nos jours à une multitude de défis : la situation du marché se fait de plus en plus difficile, surtout depuis le début de l'actuelle crise financière. On attend de plus en plus des jeunes : ils doivent si possible parler plusieurs langues, avoir une expérience professionnelle et à l'étranger, avoir si possible d'excellents dossier scolaire et diplôme universitaire, et en même temps avoir eu tôt des enfants, afin d'assurer le renouvellement de la population. Le taux de chômage des jeunes, pour ne nommer qu'un exemple parmi la multitude des soucis des jeunes, est deux fois plus élevé que le taux de chômage de l'ensemble de la population en Europe : 17,9% pour les jeunes contre 7,7% pour les plus de 25 ans. Les jeunes dont particulièrement confrontés aux risques de pauvreté. Le taux de risque s'élève à 19% pour les jeunes, bien plus haut que 12%, celui des 25-64 ans.[44]

Comment les jeunes peuvent-ils avancer avec ces enjeux et conditions de vie de plus en plus compliqués ? L'absence de réponse de la part des politiques entraine un désarroi chez les jeunes, pensant qu'ils ne peuvent de toute façon rien y changer. Florian Wegert (15 ans, participant à l'évènement « Europa geht weiter 2009 ») témoigne : « Il y a aussi plein de choses

[44] Axel Pohl/ Andreas Walther : „Benachteiligte Jugendliche in Europa“ dans: Aus Politik und Zeitgeschichte: „Jugend in Europa“, Ausgabe 47/2006, 20 novembre 2006.

desquelles j'aimerais bien parler avec les politiques, plein de thèmes importants, comme par exemple la crise économique actuelle ou les décisions qui doivent être prises. Mais je ne crois pas que je peux y changer grand chose. »[45]

Les enquêtes d'opinions témoignent, que les jeunes considèrent la politique incapable de pouvoir résoudre les problèmes fondamentaux de la société. Les jeunes ont l'impression, que la politique et les adultes les laissent avec leurs problèmes la plupart du temps, ce qui conduit par conséquent à un détournement croissant et une distanciation des jeunes de la politique. De nombreux jeunes ont l'impression, que les politiques ne prennent pas suffisamment soin d'eux, négligeant leurs soucis et besoins. Il serait faux de parler d'un désintérêt général de la jeunesse sur les thèmes politiques, mais plutôt d'une impression de n'être aux yeux des politiques pas pris au sérieux, ce qui conduit à une distanciation à la politique.[46]

Il y a bien sûr des exceptions. Lissy Gröner, parlementaire européenne très engagée dans le domaine de la jeunesse, explique dans une interview que l'un de ses plus grands objectifs est de « concéder à la jeunesse des possibilités de participation et de collaboration. » « La collaboration de la jeunesse dans les processus de décisions est une partie intégrante et fondamentale de la démocratie. » D'après Lissy Gröner, « une Union Européenne démocratique (...) doit accorder aux jeunes l'occasion de collaborer à la formation de leur futur dans l'Union Européenne, et d'exprimer leurs souhaits et idées sur une Union Européenne équitable envers la jeunesse, sociale et promouvant l'égalité des chances. »[47] La jeunesse ne doit pas être sous-estimée, elle peut apporter une grande contribution, bien qu'elle doive y être préparée. Nhoy Nguyen (15 ans, participant à l'évènement « Europa geht weiter 2009 ») croit qu'il « est vrai que les jeunes ne s'y

[45] Interview avec Florian Wegert (voir Annexe)

[46] Cf. Burdewick, Ingrid: „Jugend – Politik – Anerkennung. Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger“, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2003, p. 24-25

[47] Interview avec Lissy Gröner (voir Annexe)

connaissent pas trop encore en politique, et (...) ne peuvent pas tout comprendre, mais si on le leur explique correctement, alors ils peuvent aussi contribuer à faire des choses vraiment importantes »[48].

Mais tous les politiques ne s'engagent autant dans le domaine de la jeunesse comme le fait Lissy Gröner. On affirmait dans l'étude de la jeunesse « Shell » de 1997 que les jeunes n'était point désintéressés par la politique, mais à l'inverse que les politiques n'étaient pas intéressés par la jeunesse, et dans certains cas de ne pas lui porter suffisamment d'attention. On doit donc ne pas parler d'une « fatigue de la politique chez les jeunes », mais plutôt d'une « fatigue de la jeunesse chez les politiques ».[49]

Ingrid Burdewick va encore plus loin, qualifiant la jeunesse d' « étrangère au système politique ». Bien que celle-ci soit de plus en plus autonome et endosse de plus en plus de responsabilités personnelles dans le cadre de l'individualisation et du pluralisme des relations personnelles (voir chapitre suivant), cela correspond moins au domaine politique. « Les jeunes ne sont pas pris au sérieux dans l'espace politique, il manque les formes adéquates de participation et de cogestion, correspondant à leur indépendance relativement grande dans l'espace social, culturel et économique ».[50] Par conséquent, les jeunes se sentent exclus du domaine politique.

[48] Interview avec Nhoy Nguyen (voir Annexe)

[49] Cf. Deutsche Shell AG: „Jugend `97: Zukunftsperspektiven, gesellschaftliches Engagement, politische Orientierungen", Leske + Budrich, Opladen 1997

[50] Cf. Ingrid Burdewick : „Jugend – Politik – Anerkennung. Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger", Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2003, p. 209

II.4. Participation des jeunes dans le contexte de l'individualisme et du pluralisme des conditions de vie

Le sentiment d'exclusion de la sphère politique est lié à l'individualisme et au pluralisme croissants des conditions de vie. Les jeunes deviennent de plus en plus autonomes et veulent donc aussi pouvoir influencer leur propre organisation du futur, ce qui leur est possible toutefois qu'à partir de 18 ans.

On prend conscience de l'indépendance croissante des jeunes, lorsqu'on pense, que de nos jours la séparation des jeunes de leurs familles commence souvent dès douze ou treize ans, que trois quart des jeunes de treize ans disposent de leur propre compte bancaire muni d'une carte, que la maturité sexuelle se produit encore plus tôt qu'il y a encore quelques années, un grand nombre des 14-15 ans ayant déjà un partenaire stable.

À cette indépendance et propre responsabilité croissante s'associent également le développement et l'épanouissement individuels, les jeunes confrontant d'ailleurs fortement aujourd'hui comme jamais auparavant l'évolution et les problèmes de la société.[51]

C'est pourquoi justement il est nécessaire de rendre possible aux jeunes, de pouvoir participer activement à l'organisation du futur, à cause des conditions de vie changées pour les jeunes et des problématiques croissantes, concernant les présent et futur de la jeunesse ; c'est à dire donc pouvoir leur permettre de s'introduire au processus politique de prise de décisions. Les souhaits et propositions des jeunes devraient être pris plus en considération pour les décisions politiques.

[51] Cf. Ingrid Burdewick : „Jugend – Politik – Anerkennung. Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger“, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2003, p. 22-24

La majorité des jeunes a cependant l'impression que la politique ne prend pas au sérieux leurs souhaits et intérêts spécifiques. Dans l'étude pour la jeunesse « Shell » de 2000, on avance même que les initiatives propres de la jeunesse sont réprimées par les politiques, la politique et l'administration.[52] Une étude quantitative du centre de recherche pour l'histoire de la scolarité et du développement scolaire régional approuve également que les jeunes souhaitent plus de reconnaissance en politique : 79% des 11-18 ans sondés expriment le sentiment que les politiques ne prêtent aucune attention à leurs souhaits et avis.[53]

Ce sentiment de ne se voir prêté aucune attention peut se transformer en frustration, qui par ailleurs débouche plutôt sur de la passivité ou un retrait que sur une démarche active visant l'obtention de plus de reconnaissance. Par conséquent, les politiques, qui prêtent trop peu d'attention à la jeunesse, endossent également donc une part de responsabilité dans la distanciation de la jeunesse à la politique. Les jeunes aimeraient donc participer plus aux processus politiques de décisions, ce que confirme le baromètre européen de la jeunesse en 2007. D'après la même source, 81% des jeunes européens déclarent vouloir être consultés pour toute question ouverte les concernant, 29% des sondés indiquent que la mesure la plus importante pour assurer que leurs voix soient entendues, est de participer aux discussions avec des décideurs politiques. De suite après avec un consentement de 16%, les jeunes montrent comme mesure suivante l'adhésion à un parti.[54] Il en résulte clairement que les jeunes cherchent plutôt une discussion décontractée avec les hommes politiques, plutôt que marquer le chemin traditionnel du processus politique de participation sous la forme d'activités dans un parti.

[52] Cf. Ingrid Burdewick : „Jugend – Politik – Anerkennung. Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger“, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2003, p. 217-221

[53] Cf. Ingrid Burdewick : „Jugend – Politik – Anerkennung. Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger“, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2003, p. 217-221

[54] DG Education et Culture : « Au-dela des chiffres. Principaux résultats de l'enquête Eurobaromètre sur les jeunes en 2007 », Office des publications officielles des Communautés Européennes, Luxembourg 2007, p.8

II.5 Nécessité d'une participation politique des jeunes en France et en Allemagne

II.5.1 En Allemagne

Dans une étude actuelle (2007/2008) de l'Institut de recherche criminologique de Basse-Saxe sur les « jeunes en Allemagne coupables et victimes de violences », il apparaît la donnée terrifiante qu'un élève allemand sur sept est xénophobe. En tout, ce sont 53 000 élèves de toute l'Allemagne qui ont été interrogés. 14,4% des jeunes sondés manifestent une aversion envers les étrangers, 4,9% des garçons et 2,6% des filles se déclarent membres d'un groupe ou d'une camaraderie d'extrême-droite[55].

Le journal « Süddeustche Zeitung » définit même cet extrémisme parmi les élèves de « plus grand mouvement de jeunes » : l'étude précédemment citée montre que les « néo-nazis (...)[ont] plus d'affluence que toutes les autres organisations de jeunes réunies »[56]. L'extrême droite de l'échiquier politique est par conséquent pour la jeunesse un endroit propice à l'engagement politique, paraissant plus attractif qu'un engagement chez les Jeunes Socialistes, la « Junge Union » (l'Union des Jeunes, en français), la Croix Rouge ou les pompiers volontaires. Comment cette tendance peut-elle être expliquée ?

Le fort taux de chômage sert d'argumentation facile pour les partis d'extrême droite, convaincant les jeunes frustrés ne trouvant aucun travail que les étrangers sont coupables de la situation en leur volant leurs emplois. La colère de leur propre chômage et leur propre situation se projette sur les étrangers. Cet argumentaire populiste pourrait expliquer pourquoi les jeunes s'engagent dans des groupes radicaux d'extrême droite.

[55] Cf. Süddeutsche Zeitung : http://www.sueddeutsche.de/politik/370/461990/text/, consulté le 08/05/2009

[56] Süddeutsche Zeitung: http://www.sueddeutsche.de/politik/371/461991/text/, consulté le 08/05/2009

Les jeunes au chômage se sentent de plus inutiles dans la société. Ils aimeraient servir, être actifs et réagir face à la situation. Dans le groupe d'extrême droite, ils se sentent recueillis, ils peuvent s'engager et n'ont plus à accepter passivement leur situation. Cet engagement revalorise leur confiance en soi, se sentant utiles pour la société.

Ces connaissances montrent clairement qu'il est important pour la société de renforcer le dialogue et la participation des jeunes, afin d'éviter qu'ils ne soient pris dans l'engrenage de l'extrême droite. On doit donc leur rendre possible de militer pour leur propre environnement et les thèmes qui les concernent. La jeunesse doit se voir attribuer le droit de participation à la société.

II.5.2 En France

Les émeutes des banlieues françaises montrent qu'il est urgent de s'occuper plus les jeunes, et d'écouter s'ils ont quelque chose à dire. Dans le rap, grand nombre de jeunes défavorisés insistent sur leurs soucis, leurs préoccupations et surtout leur désarroi et leur colère sur la société et la politique. Dans les paroles apparaît clairement leur souhait de plus de reconnaissance et de respect, et leur sentiment de rejet de la société. Si on avait utilisé les moyens de communication des jeunes et par exemple écouté les paroles du rap, les émeutes auraient pu être évitées.

Le milieu de ces jeunes est de plus en plus marqué par la marginalisation, le chômage, la frustration, l'agression et la recrudescence de la violence. Ils vivent quasiment dans leur propre petit monde isolé du reste de la société, où les valeurs, les normes, le vocabulaire et le comportement divergent de la société globale.

La violence des jeunes des banlieues est entre autres due au sentiment d'exclusion politique et d'impuissance de moyens d'action pour

changer leur propre situation. Cette impuissance conduit à la colère et à l'agression envers la société.[57]

Afin d'éviter de tels évènements, les jeunes doivent se faire écouter par la politique et se voir concéder la possibilité de s'engager pour l'amélioration de leur milieu. Une telle politique municipale de participation peut contribuer à « reconstruire une relation de confiance actuellement brisée entre les citoyens et les politiques », « maintenir la cohésion sociale », « surmonter la disjonction entre les politiques et les citoyens », et « combattre les tensions internes d'une société civile. »[58] La participation rend possible la communication et le dialogue entre les jeunes et les politiques, qui ont l'habitude de s'éviter et se critiquer. De telles formes du dialogue et de participation peuvent conduire à une meilleure compréhension mutuelle des jeunes défavorisés et des représentants élus. Cette participation a toutefois besoin de ne pas être orchestrée hypocritement par les politiques seulement pour les médias, car cela conduirait encore plus à un repli et une frustration des jeunes défavorisés[59].

II.6 Le dialogue structuré comme possible modèle d'augmentation de la participation des jeunes

Les faits présentés dans les chapitres précédents montrent clairement que l'on doit accorder à la jeunesse le droit de participation à la politique. Cependant, une forme adéquate et plaisant aux jeunes doit être trouvée.

---

57 Frey, Oliver : „Sozialintegrative Stadtpolitik in Frankreich als Antwort auf städtische Jugendgewalt“, dans: Reutlinger, Christian/ Mack, Wolfang/ Wächter, Franziska/ Lang, Susanne (Hrsg.): „Jugend und Jugendpolitik in benachteiligten Stadtteilen in Europa. Schriften des deutschen Jugendinstituts“, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2007

58 Kühr, Judith/ Villechaise-Dupont, Agnès : „Sozialraum und Mobilisierung der Bewohner. Überlegungen zur partizipativen Stadtpolitik in Frankreich“, dans: Reutlinger, Christian/ Mack, Wolfang/ Wächter, Franziska/ Lang, Susanne (Hrsg.): „Jugend und Jugendpolitik in benachteiligten Stadtteilen in Europa. Schriften des deutschen Jugendinstituts“, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2007, p.129

59 Cf. Kühr, Judith/ Villechaise-Dupont, Agnès: „Sozialraum und Mobilisierung der Bewohner. Überlegungen zur partizipativen Stadtpolitik in Frankreich“, dans: Reutlinger, Christian/ Mack, Wolfang/ Wächter, Franziska/ Lang, Susanne (Hrsg.): „Jugend und Jugendpolitik in benachteiligten Stadtteilen in Europa. Schriften des deutschen Jugendinstituts“, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2007, p.133

Le dialogue structuré se présente ici comme modèle optimal d'une telle forme décontractée de participation politique. Elle est la forme préférée des jeunes, qui divergent de la forme traditionnelle de participation dans les partis. L'objectif du dialogue structuré est d'impliquer les jeunes dans une participation politique, qu'ils soient ou non membre d'une association de jeunes ou d'un parti. La Commission Européenne, qui s'engage à mener un DS avec la jeunesse, décrit :

> *« La Commission Européenne s'est engagée à développer un dialogue structuré avec les jeunes, ainsi que de véritables relations de travail entre les autorités et les jeunes à tous les niveaux. »* [60]

La Commission Européenne décrit le DS avec les jeunes ainsi que ses objectifs de la manière suivante :

> *« Ce dialogue structuré suppose que les gouvernements et les administrations, y compris les institutions de l'Union européenne, engagent un débat avec les jeunes sur des thèmes choisis débouchant sur des résultats utiles pour les décideurs politiques. Ce débat est structuré tant du point de vue des thèmes que de celui du rythme de travail: les événements pendant lesquels les jeunes peuvent aborder les thèmes convenus, entre eux et avec les responsables politiques de l'Union européenne, sont organisés régulièrement. »* [61]

Le DS résulte du processus du Livre Blanc « Un nouvel élan pour la jeunesse européenne » et est une mesure de suivi du « Pacte européen pour la jeunesse ». On exigea, non seulement dans le Livre Blanc, mais aussi dans le Pacte européen, de consulter la jeunesse au préalable, lorsque des décisions la concernant doivent être prises. Le DS représente jusqu'à présent un modèle de la forme relativement décontractée de la participation, qui apparaît pour les jeunes bien plus attrayante, incitant les jeunes à bouger, à devenir politiquement actifs, à se prononcer sur les thèmes les concernant. Le DS pourrait enthousiasmer encore plus la jeunesse pour la politique, spécialement la politique européenne, ce que les partis n'ont jusqu'à ce jour que rarement réussi à faire. De plus, ce dialogue pourrait améliorer l'image

[60] « Dialogue Structuré » sur le site internet de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/youth/focus/focus165_fr.htm, consulté le 06/02/2009

[61] « Dialogue Structuré » sur le site internet de la Commission Européenne : http://ec.europa.eu/youth/focus/focus165_fr.htm, consulté le 06/02/2009

des deux côtés : les politiques voient souvent les jeunes comme un « problème », et les jeunes se sentent incompris par les politiques, ou ont le sentiment que les politiques ne s'intéressent pas à eux. Une communication améliorée peut ici amener une amélioration des relations entre les deux parties.

III. DEVELOPPEMENTS LES PLUS RECENTS DE LA POLITIQUE EUROPEENNE DE LA JEUNESSE : LE DIALOGUE STRUCTURE EN THEORIE

III. Développements les plus récents de la politique européenne de la jeunesse : le Dialogue Structuré en théorie

Par la suite, nous nous concentrerons plus sur les développements les plus récents sur la PEJ, c'est à dire le DS. Dans ce chapitre, nous présenterons tout d'abord le dialogue structuré en théorie, avant d'apporter des précisions pratiques par l'analyse de deux exemples. Nous expliquerons ce qu'est exactement le DS et pourquoi l'UE gagne à instaurer un tel dialogue avec les jeunes. Ensuite, les principes et critères de la mise en œuvre du DS, ses acteurs et ses formes de réunion seront décrits. Enfin nous exposerons les formes de financement du DS ainsi que les programmes européens contribuant à sa mise en place.

III.1. Contexte et modèle officiel du DS

Le conseil des ministres de la jeunesse décrit le DS comme un instrument fondamental pour la réalisation de la MOC. Ce dialogue plurisectoriel contribue à la communication entre les jeunes et tous les acteurs s'occupant sur le plan local et régional des questions de la jeunesse, telles que par exemple les instances officielles, les instituts de formations et ONG. Il doit de plus servir à ce que les jeunes s'approprient au plus tôt les compétences qui leurs permettront de participer à la formation des mesures politiques influençant leurs vies.[62]

[62] Cf. Susanne John : „"EU-Jugendpolitik. Ein Glossar" dans: „DJI Bulletin 79. Jugend in Europa", Ausgabe 2/2007, Deutsches Jugendinstitut e.V., Munich 2007

III.1.1. Qu'est ce que le « dialogue structuré » ?

En 2006, l'Union Européenne s'engagea à « développer sur tous les plans un dialogue structuré avec les jeunes, contribution substantielle aux relations de travail entre les instances officielles et les jeunes. »[63]. Ceci est principalement dû à une initiative des forums européens de la jeunesse. Pour la Commission Européenne, le DS signifie « que les gouvernements et les administrations, y compris les organes européens, discutent avec les jeunes en s'appuyant sur un modèle travaillé. L'objectif est d'amorcer un débat sur les thèmes importants, produisant des résultats utilisables pour les porteurs de décisions politiques »[64], renforcer la confiance des jeunes pour les institutions politiques, et leur démontrer la signification de l'UE. Le conseil invite les états membres et la Commission à :

- *„soutenir un dialogue structuré et continu, pour assurer une contribution efficace et à temps des jeunes et d'autres acteurs du domaine de la jeunesse pour former les mesures politiques influençant la vie des jeunes,*
- *Coopérer pour la construction de ce dialogue structuré avec des acteurs correspondants, notamment avec des administrations locales et régionales, et des instituts d'éducation et ONG,*
- *Assurer que le dialogue structuré rassemble tous ceux qui travaillent directement ou indirectement sur des questions de la jeunesse, pour développer une approche cohérente et plurisectorielle pour ces sujets,*
- *(suivre) une approche globale pour ce dialogue avec les jeunes en intégrant ceux qui ne sont pas organisés ou ayant moins d'opportunités, et de créer des conditions d'égalité des chances,*
- *Soutenir les activités d'apprentissage mutuel dans le domaine de l'information de la jeunesse et de l'intégration des jeunes...*[65].

Claudius Siebel, responsable de la réalisation du DS en Allemagne dans le programme européen « JUGEND IN AKTION » (« JEUNESSE EN ACTION » en français), décrit le DS de la manière suivante :

> *« Le DS est la tentative de la Commission Européenne d'établir un dialogue régulier et continu entre les décideurs/politiques et les jeunes,*

[63] Commission Européenne : "The new concept of the European structured dialogue with young people": http://ec.europa.eu/youth/pdf/doc776_eng.pdf, consulté le 13/03/2009

[64] Commission Européenne : "The new concept of the European structured dialogue with young people": http://ec.europa.eu/youth/pdf/doc776_eng.pdf, consulté le 13/03/2009

[65] CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE 14471/06. Projet de résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, sur la réalisation des objectifs communs en matière de participation et d'information des jeunes visant à promouvoir leur citoyenneté européenne active.
(http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/06/st14/st14471.fr06.pdf)

pour de prévenir la lassitude politique (concrètement l'eurosceptiscme). » [66]

Le directeur du projet « Europa geht weiter 2009 » (« L'Europe continue en 2009 » en français), Johannes Röhr, va encore plus loin dans sa définition du DS. Il croit que celui-ci serait en mesure d'accroitre le sentiment d'appartenance des jeunes à l'Europe, en s'y impliquer plus. Il décrit le DS comme une « chance pour les jeunes de participer activement à l'Europe et d'en devenir une partie. »[67].

III.1.2. Le DS contribuant au « Plan D comme Démocratie, Dialogue et Discussion » de la Commission Européenne

Le DS a surtout été crée pour faire face à l'apparition de la crise de confiance de l'UE, ce que montrent les évènements récents dans le domaine de l'intégration européenne, tels que le refus du projet de constitution européenne en France et aux Pays-Bas en 2004, le référendum échoué en Irlande et la participation des jeunes déplorablement faible aux dernières élections pour le parlement européen. Les progrès insuffisants relatifs au traité de constitution européenne, le choc au sujet du rejet du traité et de la constitution européenne en 2005 amena la Commission Européenne à exiger un débat de longue portée sur les mesures politiques sur le plan européen. L'initiative « Plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat » a été lancée « pour favoriser un vaste débat entre les institutions démocratiques de l'Union européenne et ses citoyens »[68], dans le but de renforcer la confiance entre les deux parties.

Une cible cruciale pour la « Stratégie en trois D » est entre autres la jeunesse, car ils formeront la prochaine génération qui mènera l'Europe du futur. Par conséquent il est d'autant plus important, que les jeunes aient aussi de nos jours le sentiment que l'Union Européenne leur est importante. Ce

66 Claudius Siebel : Interview (voir Annexe)
67 Johannes Röhr : Interview (voir Annexe)
68 « Pourquoi un dialogue structuré est-il nécessaire ? » sur le site « Commission Européenne Jeunesse », http://ec.europa.eu/youth/focus/focus165_fr.htm, consulté le 27/04/2009

sentiment se transmettra par la participation aux processus de décisions des thèmes qui les concernent : le DS devrait « particulièrement fournir aux jeunes citoyens les instruments leur permettant de participer activement aux processus de décisions européennes, et de leur transmettre le sentiment de participation au travail d'unification européenne. »[69]

Le DS peut aussi être interprété au sens large comme une mesure publicitaire de l'UE et comme moyen de regagner la confiance des citoyens. La formule « leur donner le SENTIMENT » apparaît ici inopportune, car il apparait implicitement que la participation des jeunes ne serait qu'une illusion, ceux-ci ne pouvant pas contribuer dans le fond à la réalisation de l'œuvre. Par la suite, nous expliquerons, si ceci était une énonciation hors de propos, et à quel point la jeunesse se fait entendre.

[69] Communication de la Commission au Conseil sur les politiques européennes concernant la participation et l'information des jeunes - Suivi du livre blanc "Un nouvel élan pour la jeunesse européenne": réalisation des objectifs communs en matière de participation et d'information des jeunes visant à promouvoir leur citoyenneté européenne active - COM(2006) 417 et Bull. 7/8-2006, point 1.20.6, Bruxelles 2006

III.2. Concept

Le DS n'est pas un événement ponctuel, mais un ensemble de processus partiels successifs formant en un tout : la réalisation s'effectue en 4 étapes :

- Premièrement, des séminaires de la jeunesse sont réalisés de manière thématique.
- Les résultats de ces séminaires forment par la suite la base pour les évènements de la jeunesse dans le cadre de la présidence du conseil.
- Les résultats des évènements de la jeunesse seront ensuite débattus lors de forums informels avec la présidence du conseil, la Commission, le parlement européen et les organisations pour la jeunesse.
- Enfin, les résultats des forums informels sont discutés lors de la semaine européenne de la jeunesse avec des représentants des institutions européennes et les jeunes.

Les résultats du DS devraient donc être pris en compte dans la conception des futures politiques européennes (concernant la jeunesse).70

III.3. Problèmes liés à la réalisation du DS

Les jeunes devraient être incorporés sur tous les plans et dans toutes les phases de la conception et de l'instauration d'une PEJ. Ceci devrait parvenir à façonner une Europe, à transmettre des objectifs et idées européens, et à porter la PEJ dans le travail des jeunes, celle-ci n'étant jusqu'à présent ancrée principalement qu'au domaine administratif. Le DS n'était seulement introduit depuis peu par la Commission Européenne en tant que concept. Plusieurs problèmes sont cependant déjà présents, et ce après les premières expériences. Le centrage de la thématique des évènements de la jeunesse est insuffisant, les objectifs et les thèmes du DS sont ébauchés

70 Cf. Eva Feldmann-Wojtachnia / Barbara Tham : „Der strukturierte Dialog mit den Jugendlichen in der EU" dans „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München", Munich 2008, p.9 , publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

trop approximativement ou sont trop larges, et changent trop vite, si bien qu'il n'est guère possible de travailler de manière sensé sur un sujet. De plus, il n'a pas été expliqué jusqu'aujourd'hui comment surtout les jeunes défavorisés sont intégrés au dialogue, et les états membres sont relativement délaissés par l'instauration du DS. Aucune proposition ni mesure pour l'instauration au niveau national n'a été faite, et les projets d'exemples nationaux ont été précipitamment jugés comme insuffisants et ont été abandonnés.

Malgré le grand nombre de problèmes initiaux et obstacles dans la réalisation du DS, celui-ci, et donc la participation des jeunes à la réalisation de la politique et de la société, ne doivent être pas trop tôt jugés inutiles. Il convient plutôt de profiter des expériences des autres pays de l'Union, d'échanger et de développer les principes et les mesures aidant le DS à devenir un modèle de succès pour la participation des jeunes.[71]

[71] Cf. Claudius Siebel / Hans-Georg Wicke : „Strukturierter Dialog: Erfahrungen und Anforderungen" dans : „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München", Munich 2008, p. 18-22, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

III.4. Principes pour une réalisation prospère et à long terme du DS

Nous échafauderons par la suite les principes devant être pris en compte pour la réalisation du DS, et qui serviront par dans chapitre IV (« Le DS dans la pratique ») de moyens d'analyse des exemples :

1. Approche ascendante
2. Les jeunes : les acteurs principaux
3. Intégration, diversité et représentativité
4. Obligation et sérieux
5. Information, visibilité et transparence grâce à un site Internet
6. Diffusion et utilisation des résultats
7. Un dialogue stable et large
8. Une approche plurisectorielle et l'ancrage sur le plan local
9. Lien entre les plans local et européen
10. Hétérogénéité des mesures

1. Approche ascendante

Le dialogue doit se produire sur les quatre plans : local, régional, national et européen. En général, cette méthode de communication devrait se produire de bas en haut, les revendications, demandes et souhaits de la jeunesse devraient s'unir à la fin sur le plan européen. Aux niveaux local et régional, le DS devrait être conduit sous la forme de débats et séminaires, et au niveau national sous la forme d'une grande manifestation. Enfin sur le plan européen, il le serait par une manifestation de la présidence et dans le cadre de la semaine européenne de la jeunesse.

Les résultats de chaque manifestation devraient constituer les bases substantielles pour la réunion au niveau supérieur, et fluer dans le nouveau débat. Ainsi, on pourrait garantir que les participants rapportent sur le plan européen les positions et suggestions des participants récoltées au niveau

inférieur. Les résultats se répercuteront enfin à long terme sur la politique de l'Union.[72]

2. Les jeunes : les acteurs principaux

> *« Les jeunes doivent se trouver au centre du cadre (participation active et autodétermination) et y être stimulés, et saisir l'opportunité de participer activement avec toutes les possibilités d'expression à l'organisation politique. »*[73]

Il est important d'initier au plus tôt la jeunesse à l'engagement et à une citoyenneté active, de telle manière que ces jeunes développent des personnalités responsables et indépendantes, avec une mentalité démocratique. Il s'agit du moyen pour que notre forme de société fonctionne. Bernd Sibler, secrétaire d'État du Ministère de la Bavière à l'éducation et au culte, déclare :

> *« Les jeunes sont de bons représentants de leurs propres intérêts et besoins. Ils peuvent apporter une contribution précieuse pour la communauté avec leur engagement et leurs idées. Il existe de nombreux modèles de participation pour intégrer les jeunes encore mieux au modèle politique. C'est également bien, car la jeunesse a besoin d'une voix. La jeunesse doit et peut dialoguer pour façonner une vie plus ouverte. »*[74]

Dans le processus du DS, les jeunes doivent être les acteurs principaux. Ils devraient donc dans le cas idéal être intéressés aux préparations ou au moins à la conduite des manifestations de la jeunesse, par exemple sous la forme d'une « éducation peer-to-peer » (éducation mutuelle), ou dans le rôle d'un chef de groupe. Rita Süssmuth soutient le concept des « peer-groupes » :

> *« Nous devrions utiliser plus les compétences des peer-groups. Car le succès d'apprentissage dans des groupes du même âge est immense. Les jeunes se*

[72] Cf. « Dialogue Structuré » sur le site internet de la Commission Européenne: http://ec.europa.eu/youth/focus/focus165_fr.htm, consulté le 06/02/2009

[73] Journal Officiel de l'Union Européenne : Avis du Comité économique et social européen sur la « Communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social européen et au Comité des régions Promouvoir la pleine participation des jeunes à l'éducation, à l'emploi et à la société » COM(2007) 498 final, Bruxelles, 16/01/2008

[74] Bernd Sibler : „Regionale Jugendpolitik unter europäischer Perspektive – Mehrwert oder Reibungsverlust?" dans : „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München", München 2008, S.33, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung

soucient des problèmes de chacun, et trouvent aussi d'autres stratégies de conflit que les adultes, quand on les laisse. » [75]

En outre, l'ordre du jour de la réunion doit être le fruit d'un accord entre tous les participants, les thèmes ne devraient pas être fixés d'en haut, mais plutôt provenir d'un dialogue sur ce qui concerne vraiment localement les jeunes.

3. Intégration, diversité et représentativité

„Le dialogue structuré s'adresse à tous les jeunes, y compris ceux qui sont moins favorisés ou qui ne sont pas organisés de manière formelle. "[76]

Beaucoup de jeunes devraient être impliqués dans le DS, les jeunes défavorisés devraient principalement avoir la possibilité de s'exprimer politiquement dans ce cadre et de prononcer leurs exigences. Le DS devrait aussi être le plus large possible, donnant la possibilité aux jeunes organisés ou non en associations de pouvoir participer aux processus de décisions politiques. Ainsi pourrait naitre une formation d'idées représentative de la jeunesse.

4. Obligation et sérieux

Les droits des jeunes doivent être formulés afin de les rendre exigeables, et donc aussi pour clarifier l'étendue effective de la participation des jeunes. Un autre problème est que les évènements de la jeunesse ne sont pas encore assez reliés à long terme aux processus politiques, et que souvent la clarté manque sur ce que devrait susciter le DS.[77] Les exigences

[75] Interview avec Rita Süssmuth, Bundestagspräsidentin a.D.: „Europa braucht Visionen" dans : „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München", Munich 2008, S.11-13, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

[76] « Dialogue Structuré » sur le site internet de la Commission Européenne: http://ec.europa.eu/youth/focus/focus165_fr.htm, consulté le 06/02/2009

[77] Cf. Claudius Siebel / Hans-Georg Wicke: „Strukturierter Dialog: Erfahrungen und Anforderungen" dans: „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München", Munich 2008, p. 18-22, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

des jeunes tendent souvent à reposer en paix dès la manifestation finie, il convient donc de leur découvrir une utilisation adéquate, permettant aux jeunes de recevoir de recevoir des réponses concrètes aux exigences et demandes formulées. Visant le sérieux de la démarche, il est très important d'expliquer au préalable ce qui est du domaine du possible et où sont les limites, c'est à dire à quel point peuvent être poussées les exigences. Ceci devrait avoir lieu, suivant les cas, avant le début même de la réunion, afin que cela ne conduise pas à des frustrations et une fatigue de la politique après coup.

5. Information, visibilité et transparence grâce à un site Internet

Le DS ne peut être efficace seulement si la jeunesse est informée. Les jeunes doivent être conscients comment le processus de décisions politiques fonctionne (c'est à dire où, quand, comment, et par qui sont faits chaque décision est prise), quel rôle ils occupent dans cette démarche, ce que l'on attend d'eux, et ce qui est s'est produit intrinsèquement jusqu'à présent.[78] Si ces informations ne sont pas arrivées aux jeunes, le DS est inefficace. Il est donc rapidement nécessaire de disposer d'un site Internet où les jeunes consultent les informations utiles. Cependant, on doit faire de plus attention que le site Internet soit le plus possible adapté à la jeunesse, de manière à ce qu'il plaise le plus. Il devrait donc exister la possibilité pour les jeunes de participer activement à sa conception, c'est à dire disposer de son propre profil pour se connecter et échanger, rester en contact après, tout comme fonder éventuellement des groupes sur certains avant-projets et thèmes.

De plus, un tel site Internet pourrait aussi être intéressant pour les organisateurs du DS, qui pourraient l'utiliser. Pour l'instant, les états nationaux ne sont pas encore bien soutenus par la Commission Européenne

[78] Cf. Eva Feldmann-Wojtachnia / Barbara Tham : „Der strukturierte Dialog mit den Jugendlichen in der EU“ dans : „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München“, Munich 2008, p.9, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

pour la réalisation du DS. Il y a un grand manque de clarté et une ignorance sur la capacité à réaliser un tel DS avec les jeunes. Le site Internet pourrait servir en ce domaine à l'échange d'expériences mutuelles de bonnes méthodes et contribuer donc à améliorer la productivité.

6. Diffusion et utilisation des résultats

On devrait expliquer aux jeunes ce à quoi les résultats aboutiront. Il est de plus important de ne pas devoir recommencer de zéro à chaque manifestation, sinon, aucun progrès n'est possible. Les précédents résultats doivent donc fluer dans les nouveaux débats. Les résultats doivent en définitive être transportés de bas en haut, jusqu'au niveau européen, de manière à ce qu'ils influencent aussi la politique européenne. Publiés sur le site Internet, ils pourraient avoir donc plus de portée médiatique. Ceci exige une campagne active de presse et de communication.

7. Un dialogue stable et large

Le dialogue devrait avoir lieu non seulement parmi les jeunes entre eux, mais aussi entre les jeunes et les responsables et décideurs politiques, de plus il devrait concerner librement tous les sujets : les thèmes venaient jusque là chaque année d'en haut (c'était le cas en 2007 avec « Insertion sociale et diversité », en 2008 avec « Dialogue interculturel » et en 2009 avec « Perspectives pour la coopération future dans le domaine de la jeunesse »). Il est donc sensé de penser de ne imposer de thème d'en haut, les jeunes doivent plutôt avoir la possibilité d'exprimer leurs requêtes suivant leurs besoins. Le dialogue doit ne pas être limité temporairement et surpasser la simple notion de consultation des jeunes, c'est à dire que les jeunes doivent avoir la possibilité de s'impliquer à l'instauration concrète des mesures politiques relatives à la jeunesse, ceci sur tous les plans et dans tous les domaines.

8. Une approche plurisectorielle et l'ancrage sur le plan local

Le plus d'acteurs devraient être invités à s'impliquer au DS, à y participer activement et y contribuer financièrement. Cela est d'une part nécessaire, car les moyens financiers pour la réalisation du DS ne suffisent pas, et d'autre part, car celle-ci a besoin le plus possible de l'implication de nombreux participants, pour que le DS soit vraiment efficace et que la Commission Européenne soit déchargée de sa mise en œuvre. Il n'est pas possible que la Direction Générale de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Culture parle directement avec chaque jeune, c'est pourquoi la diffusion et l'émiettement du DS jusqu'aux niveaux les plus bas est nécessaire. Jutta Koenig-Georgiades, membre de la Commission Européenne dans la Direction Générale de l'Éducation, de la Jeunesse et de la Culture s'exprime ainsi :

> *« …à la Commission Européenne travaillent quatorze employés en relation avec la politique européenne de la jeunesse. Ainsi, nous ne pouvons pas parler avec chaque citoyenne ou citoyen d'Europe... C'est pourquoi nous insistons sur le renforcement du dialogue structuré sur les plans national, régional et local. »*[79]

Il est important d'amener le DS surtout au niveau local et d'y ancrer ce qui jusqu'à présent n'a pas encore suffisamment eu de succès. L'Europe doit se rapprocher plus des citoyens. Vis à vis du DS, plus l'Europe est distante des citoyens, plus cela conduit à un refus et à un retour en arrière en terme de politique européenne. Plus le DS se situera au niveau local, plus il poussera la jeunesse en avant, et plus la politique deviendra pratique et concrète pour la jeunesse.

[79] Jutta Koenig-Georgiades : „Jugendpartizipation in Europa: Die EU Jugendpolitik und ihr Beirtrag für eine aktive Bürgergesellschaft“ dans : „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München“, Munich 2008, p.14, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

9. Lien entre les plans local et européen

Le DS doit être présent sur tous les plans, la communication entre les niveaux est par conséquent nécessaire. On a constaté que la distance entre les niveaux local et européen est si grande, qu'un lien entre les deux n'est guère possible, à moins qu'il y ait un « amplificateur ». Un tel « amplificateur » pourrait être un poste de liaison national et un poste régional. Le but du poste de liaison national serait de mettre en réseau les activités de tout le pays, alors que celui du poste régional serait d'inciter, de soutenir, de réaliser et d'implémenter durablement les activités spécifiquement régionales et les mesures adaptée à la cible sur les plans local et régional, ainsi que faire le lien à la politique, le public et l'administration.[80]

10. Hétérogénéité des mesures

En raison de l'hétérogénéité des acteurs participant au DS et des différentes réalités ou conditions de chaque endroit, le spectre de besoins et exigences des la jeunesse est tel celui d'un kaléidoscope. Différentes mesures devraient être mises à dispositions sur tous les plans, s'adaptant à la réalité et aux conditions du cadre. Il s'en suit, que le DS doit agir sur plusieurs voies et doit être lui-même adapté aux différents besoins des différents contextes spatiaux.[81]

[80] Cf. Claudius Siebel / Hans-Georg Wicke : „Strukturierter Dialog: Erfahrungen und Anforderungen“ dans : „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München“, Munich 2008, p. 18-22, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

[81] Cf. Claudius Siebel / Hans-Georg Wicke : „Strukturierter Dialog: Erfahrungen und Anforderungen“ dans : „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München“, Munich 2008, p. 18-22, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

III.5. Acteurs

Les différents acteurs participant à la réalisation du DS sont la Commission Européenne, les États membres de l'UE, les agences nationales pour le programme européen « Jeunesse en Action », les conseils nationaux de la jeunesse et le forum européen de la jeunesse.

III.5.1. Commission Européenne

Le DS a été créé par la Commission Européenne, dont la mission est surtout de le coordonner, prédéterminer les sujets qui doivent être débattus, regrouper les exigences et demandes des jeunes, et laisser fluer les propositions sensées de la jeunesse dans les politiques de l'UE.

III.5.2. États membres

Les états membres doivent soutenir la Commission dans la réalisation du DS. La Commission n'a déterminé qu'un concept grossier du DS, la mise en œuvre exacte nécessite la créativité des états membres, individuellement responsables de l'implémentation du DS. Ils se trouvent donc face à un grand défi, dans plusieurs états le manque de clarté règne concernant les méthodes pour réaliser concrètement le DS efficacement, comme par exemple en France. En Allemagne au contraire, la réalisation du SD est jusqu'à présent relativement couronnée de succès comparée avec celle dans d'autres pays.

III.5.3. Agences nationales

Les agences nationales, responsables du programme européen « JEUNESSE EN ACTION », jouent un rôle très important dans la réalisation du DS dans leurs états respectifs. Ils placent les fonds de financements par l'Action 5.1. « Rencontres des jeunes avec des responsables de la

politique », pour réaliser nationalement le DS et coordonner le processus sur l'ensemble du pays.

L'agence nationale allemande « JUGEND für Europa » (JfE, « Jeunesse pour l'Europe » en français) se voit comme « poste de liaison national » et contributeur d'idées concrètes pour la réalisation du DS en Allemagne, en outre « publier sur Internet des informations actuelles et travaillées, apporter de la transparence sur le processus en cours, réaliser des rencontres annuelles de mise en réseau partout dans le pays, et de proposer des séminaires de formation continue et qualification des acteurs. »[82]

En France, le responsable du DS est « l'Agence Française du Programme Européen Jeunesse en Action » (AFPEJA), faisant partie de « l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire » (INJEP), lui même dépendant du « Ministère de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative ».

III.5.4. Conseils nationaux de la jeunesse

Les conseils nationaux de la jeunesse jouent un autre rôle important : ils doivent coopérer avec les agences nationales qui décrètent des réseaux nécessaires dans le domaine de la jeunesse. On remarqua pourtant, que les conseils nationaux de la jeunesse se trouvaient très sceptiques vis à vis du concept du DS, et évitaient plutôt une coopération. Ils pensent que le concept du DS représente une perte de contrôle plutôt qu'un gain. Au lieu de laisser arriver l'argent pour la réalisation du DS aux conseils de la jeunesse, c'est à dire aux structures déjà existantes, les fonds sont cédés aux agences nationales qui financent les projets. Par conséquent, les fonds ne vont pas

[82] Cf. Claudius Siebel / Hans-Georg Wicke : „Strukturierter Dialog: Erfahrungen und Anforderungen“ dans : „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München“, Munich 2008, p. 21, publié par : Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung.

assurément aux conseils de la jeunesse. Il en résulte une attitude de protestation de ceux-ci, consistant à ne pas s'engager dans la réalisation du DS.[83]

En Allemagne, le « Deutsche Bundesjugendring » (DBJR, « Conseil national de jeunes d'Allemagne » en français) est particulièrement lié au DS. « JUGEND für Europa » a établi en collaboration avec le DBJR un concept du DS, sur la manière dont celui-ci devrait être mis en œuvre en Allemagne. On doit toutefois remarquer que le concept ne reflète que la théorie, dans la pratique la situation s'avère être tout autre : il n'a pas encore réussi à impliquer la majorité des conseils de la jeunesse, les écarter de l'attitude contestataire et de les convaincre du concept du DS.

En France, la situation est différente. Anna Seguin (membre de l'agence française) critique que les demandes de projets ont été faites surtout par des grandes structures associatives, et pas comme elle l'aurait souhaité, par des conseils de la jeunesse, qui disposent des réseaux au niveau local. Il n'a eu que deux dépôts de projets des conseils de la jeunesse entre 2007 et 2008 (Conseil Régional de Picardie et Conseil Régional d'Alsace).[84]

III.5.5. Forum européen de la jeunesse

Le forum européen de la jeunesse tient aussi un rôle actif dans le processus du DS : il est la fusion des associations nationales de la jeunesse, qui s'obstinent sur l'objectif de mettre les projecteurs sur les soucis et opinion des jeunes européens, par sa coopération avec l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe et l'ONU. Le forum européen est en contact direct avec l'UE et a par conséquent une grande influence sur les thèmes relatifs à la jeunesse. Par exemple, le DS a surgi d'une initiative du forum de la jeunesse.[85]

[83] Avis récolté lors d'un échange avec un membre du DBJR
[84] Interview avec Anna Seguin (voir Annexe)
[85] Cf. Interview avec Ewoud Roes

III.6. Formes de manifestation et instruments du DS

Il existe de diverses formes de manifestation du DS, telles que par exemple les évènements de la jeunesse de la présidence du conseil, la semaine européenne de la jeunesse, ou des rencontres informelles avec des ministres de la jeunesse. De plus, les jeunes peuvent également consulter sur Internet les rencontres et séminaires d'experts, les projets, conférences et séminaires locaux, régionaux et nationaux qui se déroulent sur le DS.

III.6.1. Évènements de la jeunesse de la présidence du conseil

Les évènements de la jeunesse dans le cadre de la présidence du conseil ont lieu depuis 1999. L'organisateur est à chaque fois le pays en charge de la présidence du conseil européen. Pendant l'évènement qui se déroule sur plusieurs jours, les jeunes, invités dans le pays en charge de la présidence du conseil, ont l'opportunité de s'agencer pour discuter de sujets et établir des revendications communes. Au début, on se satisfaisait d'évènements de la jeunesse tels que des forums de discussion et de contact. De nos jours, ces derniers représentent de grands évènements desquels on attend beaucoup concernant la participation de la jeunesse, dont les exigences pourront rarement être satisfaites. Le DS pourrait se développer en un moyen pour satisfaire ces exigences.[86]

[86] Cf. « Jugendevent « Gleiche Chancen und gesellschaftliche Beteiligung für alle Kinder und Jugendlichen“ in Köln“, auf der offiziellen Homepage der Fachstelle für Internationale Jugendarbeit der Bundesrepublik Deutschland e.V.: http://www.ijab.de/wai1/showcontent.asp?ThemaID=1000, consulté le 24/03/2009

III.6.2. Semaine européenne de la jeunesse

Depuis 2005, la Commission Européenne organise tous les 18 mois une semaine européenne de la jeunesse, réalisée dans le cadre des programmes européens « JEUNESSE EN ACTION », le DS et le « plan D comme Démocratie, Dialogue et Débat ». Elle est constituée d'une cérémonie centrale à Bruxelles, ainsi que de manifestations et activités dans les états membres. Ce sont les agences nationales de chaque pays qui sont compétents pour la planification et la mise en œuvre. Lors de la manifestation principale à Bruxelles, près de 200 jeunes de toute l'Europe peuvent participer.[87]

III.6.3. Rencontres informelles avec les ministres de la jeunesse

Le forum informel des ministres se produit dans le cadre des réunions du conseil des ministres de la jeunesse, leur permettant la réalisation de discussions politiques avec les représentants des conseils nationaux des jeunes et le forum européen de la jeunesse. Les débats concernent les moyens pour pouvoir mieux intégrer la jeunesse dans la formation politique sur le plan européen. La rencontre informelle permet d'évaluer les manifestations de la jeunesse et représente donc un élément important du DS avec les jeunes.[88]

III.6.4. Consultations en ligne

Pour pouvoir réorienter la politique européenne de la jeunesse à l'avenir et l'adapter mieux aux besoins des jeunes, la Commission

[87] Cf. « Europäische Jugendwoche 2008 » sur le site officiel de l'agence „JUGEND für Europa“: http://www.jugendfuereuropa.de/4018, consulté le 24/03/2009

[88] Cf. Stellungnahme des Deutschen Bundesjugendrings zum Konzept des SD mit jungen Menschen: http://www.jugendpolitikineuropa.de/downloads/22-177-539/DBJR-Stellungnahme.pdf, consulté le 01/04/2009

Européenne a réalisé une consultation en ligne avec la jeunesse du 22 septembre au 25 novembre 2008. Le but étant de découvrir quels défis et thèmes sont jugés importants par la jeunesse, et lesquels sont évalués comme les concernant personnellement. Le catalogue de questions s'étend sur les thèmes de l'éducation, l'apprentissage informel, l'emploi, la discrimination, l'intégration sociale et les activités volontaires des jeunes.[89]

III.6.5. Rencontres d'experts et séminaires

Bien que la Commission Européenne n'évoque pas officiellement les rencontres d'experts nationales et européennes, elles constituent pourtant un élément essentiel à l'évolution du développement du DS, et laisse la place à l'expression et l'élaboration d'idées et de propositions d'amélioration innovatrices.

En ce sens, trois grandes rencontres d'experts se sont déjà produites : le BMFSFJ (Ministère allemand notamment en charge de la jeunesse) organisa en septembre 2007 en collaboration avec l'agence nationale « Jugend für Europa » une rencontre d'experts, une autre suivit en février 2008, organisé conjointement avec le Centre de Recherche Politique Appliquée (CAP en allemand) de Munich, et un troisième, en coopération avec le Groupe de Travail pour l'Aide aux Jeunes (AGJ en allemand), le DBJR et l'agence nationale « JUGEND für Europa ». L'agence nationale organisa en outre du 27 au 29 mars 2009 un séminaire sur le DS et le CAP a réalisé du 27 au 28 avril 2009 une autre rencontre d'experts.

Ces formes de manifestations du DS sont d'une importance particulière, puisque le DS se trouve encore en période d'essai et un lieu de réflexion et de développement est nécessaire, afin que le DS puisse devenir un concept prometteur pour la participation de la jeunesse.

[89] Cf. Site de la politique européenne de la jeunesse : www.jugendpolitikineuropa.de, consulté le 01/04/2009

Mais surtout, la coopération sur le DS devrait s'internationaliser, des séminaires supranationaux sur le DS devraient s'amplifier, de manière à ce que les différents acteurs du DS s'établissent en réseau et puissent échanger les meilleurs moyens de réalisation. Pour l'instant, de nombreux états membres laissent encore planer une grande interrogation sur les possibilités de conduite optimale du DS et n'ont probablement encore que peu commencé le concept imposé par la Commission Européenne. Il convient donc d'encourager le dialogue des acteurs du DS des différents pays, pour clarifier la situation sur le DS et continuer à le développer.

III.6.6. Projets, séminaires et conférences locaux, régionaux et nationaux

Selon la conception de la Commission Européenne, des séminaires, projets et conférences devraient se tenir sur les plans nationaux, régionaux et locaux sur les points principaux des nouveaux thèmes semestriels. La logique est de conduire de bas en haut les exigences et demandes des jeunes, les portant du niveau local au plan européen, et donc d'aiguiser le principe d'approche ascendante[90].

Ceci doit être encore pour l'instant être appréhendé d'un point de vue critique : au niveau européen, le DS entre les jeunes, les associations de la jeunesse et les institutions européennes est certes déjà sophistiqué, mais il en est tout autre aux niveaux inférieurs, où l'on ne peut pour l'instant pas encore affirmer de son existence.

On ne peut qualifier vraiment ce dialogue de « structuré » : souvent, ces manifestations ne sont que ponctuelles, sans persistance et tout sauf structurées, mais sont plutôt la réponse et le résultat de l'exigence de la Commission de mener un dialogue avec la jeunesse, ressenti par les états membres comme une contrainte d'organiser quelque chose, bien que ce soit sans impact ni structure. Le DS doit donc être dans l'avenir plus réparti et

[90] Cf. Concept de la Commission Européenne (décembre2006): http://www.jugendpolitikineuropa.de/downloads/22-177-520/concept_action_SD_181206_en.pdf, consulté le 01/04/2009

ancré aux niveaux inférieurs, sous forme de séminaires, projets et conférences, où la jeunesse peut venir à s'exprimer.

III.7. Réalisation et financement du DS par le programme européen « JEUNESSE EN ACTION »

La réalisation du DS est surtout l'œuvre du programme européen « JEUNESSE EN ACTION » (2007-2013), inauguré le 15 novembre 2006 par le conseil et le parlement européen. Le programme a pour objectif de soutenir les activités d'apprentissage non formelles pour les jeunes.

III.7.1. Informations générales sur le programme « JEUNESSE EN ACTION »

Le programme « JEUNESSE EN ACTION » a la mission,

> *« de réagir sur le plan européen aux besoins des jeunes entre la puberté et l'âge adulte. Il réalise une contribution essentielle à l'acquisition de compétences et est par conséquent un élément-clé pour offrir aux jeunes des possibilités d'apprendre de manière non-formelle et informelle dans une dimension européenne. »*[91]

De plus, le programme doit contribuer à atteindre les objectifs de la nouvelle stratégie de Lisbonne et du pacte européen pour la jeunesse. En outre, on insiste dans le livre du programme sur l'importance de « JEUNESSE EN ACTION » dans son rôle de soutien de la citoyenneté active des jeunes, du cadre pour la coopération politique de la jeunesse, et du plan D de la Commission comme Démocratie, Dialogue et Discussion. Avec le programme, la citoyenneté active des jeunes en général et particulièrement la citoyenneté européenne sont encouragées, la solidarité et la tolérance entre les jeunes développées, la compréhension mutuelle des jeunes dans différents pays soutenue, la contribution au « développement de la qualité

[91] „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben", Bonn 2008, publié par : JUGEND für Europa

des systèmes de soutien pour les activités de la jeunesse et des compétences organisationnelles de la société civile dans le domaine de la jeunesse » [92] accomplie, et la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse intensifiée.[93]

[92] „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben“, Bonn 2008, publié par : JUGEND für Europa

[93] Cf. „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben“, Bonn 2008, publié par : JUGEND für Europa

III.7.2. Responsable de la réalisation du programme « JEUNESSE EN ACTION »

Les acteurs principaux réalisant le programme « JEUNESSE EN ACTION » sont la Commission Européenne, l'agence exécutive de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture, et les agences nationales.

III.7.2.1. La Commission Européenne

La Commission Européenne a une position directrice. Elle est responsable du déroulement du programme « JEUNESSE EN ACTION », a comme rôle d'administrer les ressources budgétaires et se porte responsable de définir les priorités, objectifs et critères du programme. Elle est de plus responsable de la conduite et la surveillance de la réalisation générale, des activités de suivi et de la valorisation du programme sur le plan européen.[94]

III.7.2.2. L'agence exécutive de l'éducation, de l'audiovisuel et de la culture

Responsable depuis sa création (14 janvier 2005) de l'exécution des actions centralisées du programme « JEUNESSE EN ACTION », cette agence a pour mission tout au long du projet d'analyser les demandes de soutien, surveiller les projets sur le terrain, et publier les invitations pour les soumissions de propositions.[95]

[94] „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben", Bonn 2008, publié par : JUGEND für Europa

[95] „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben", Bonn 2008, publié par : JUGEND für Europa

III.7.2.3. Les agences nationales

Afin de permettre de coopérer le plus étroitement possible avec les entités soutenues, et d'adapter les mesures à la diversité des systèmes nationaux et aux réalités dans le domaine de la jeunesse, le programme « JEUNESSE EN ACTION » est organisé principalement de manière décentralisée. Les agences nationales, désignées respectivement par les états membres, sont responsables au niveau national du soutien et de l'exécution du programme, et ont la fonction d'intermédiaire entre la Commission Européenne, les responsables des projets sur les plans national, régional et local, et les jeunes directement.[96]

III.7.3. Action 5.1 – Rencontres entre les jeunes et les responsables des politiques de la jeunesse

Le DS est financé par l'action 5.1 « Rencontres entre les jeunes et les responsables des politiques de la jeunesse », qui est une partie du programme « JEUNESSE EN ACTION », proprement dit une interaction de l'action 5 « Soutien à la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse. »[97] Le but de l'action 5.1 est de soutenir la « coopération, les séminaires et le DS entre les jeunes, les acteurs dans l'encadrement de la jeunesse et dans les activités d'organisations des jeunes, et les responsables des politiques de la jeunesse. »[98] Ceci peut se produire sous la forme d'un séminaire de la jeunesse national ou transnational : des rencontres nationales de la jeunesse au niveau local, régional et national ont lieu, et doivent :

[96] „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben", Bonn 2008, , publié par : JUGEND für Europa

[97] Les autres sous-actions de l'action 5 « Soutien à la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse » sont l'action 5.2 « Soutien d'activités dont le but est d'améliorer les connaissances du domaine de la jeunesse » et l'action 5.3 « Coopération avec des organisations internationales

[98] „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben", Bonn 2008, publié par : JUGEND für Europa

> *„a) proposer (…) un espace pour les discussions et les questions sur la participation active et l'information, ayant de l'importance pour le DS ou les politiques et les thèmes de l'Union Européenne,*
> *b) [préparer] (…) la manifestation officielle de la jeunesse, organisée par l'état membre détenant la présidence du conseil de l'Union Européenne,*
> *c) organiser (…) des activités en cohérence avec la semaine européenne de la jeunesse, ou*
> *d) favoriser le dialogue plurisectoriel et la coopération entre les domaines de formation formels et non-formels. "* [99]

Les séminaires de la jeunesse transnationaux sont des rencontres entre les jeunes et les décideurs politiques, servant à « discuter et échanger sur des idées et des pratiques reconnues comme efficaces, et/ou à adopter des recommandations sur les thèmes centrés sur les priorités et objectifs du DS, de la MOC dans le domaine de la jeunesse et du pacte européen pour la jeunesse. »[100]

[99] „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben", Bonn 2008, publié par : JUGEND für Europa

[100] „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben", Bonn 2008, publié par : JUGEND für Europa

IV. LE DS DANS LA PRATIQUE : UNE ÉTUDE DE CAS DE L'ÉVALUTION DE LA RÉALISATION. COMPARAISON FRANCO-ALLEMANDE

IV. Le DS dans la pratique : une étude de cas de l'évaluation de la réalisation. Comparaison franco-allemande

Nous présentions au préalable le DS en théorie. Mais à quoi ressemble le DS dans la pratique ? Les objectifs précédemment détaillés que l'UE s'est fixés peuvent-ils être réellement accomplis par la réalisation d'un dialogue avec la jeunesse ?

IV.1. Appréciation du cadre de coopération européen pour la politique de la jeunesse par les ministères français et allemand

Par la suite, nous nous concentrerons sur l'évaluation du cadre européen de coopération pour la politique de la jeunesse par le ministère « Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend » (BMFSFJ) et le « Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative ».

IV.1.1. Évaluation du dernier cycle de la coopération sur la politique de la jeunesse en Europe

ALLEMAGNE	France
POINTS POSITIFS	
• Pacte pour la jeunesse: les jeunes progressent dans le champ de vision économico-politique • JUGEND IN AKTION : engagement social et politique des jeunes => acquisition de compétences sur l'Europe	• Coopération globalement positive • Domaines de la jeunesse dynamiques • Légitime car venant d'un domaine politique existant • Revalorisation de l'importance pour le volontariat • Plus de visibilité de la politique de la jeunesse • Fonction directrice du cadre de coopération • Échange de connaissance et d'expériences avec les autres états membres • Plus de connaissance et de compréhension pour les questions de la jeunesse et la jeunesse en elle-même
CRITIQUES	
• Fossé entre les manifestions de volonté politique et la réalisation concrète dans les états membres • Plus-value non reconnue • Structure fédérale de l'Allemagne vue comme un problème (politique de la jeunesse = compétence des communes) • Grande dépense administrative pour obtenir le soutien de l'UE	• Coopération seulement comme complément de la politique nationale (et non pas l'inverse) • Coopération => contribution seulement limitée à la politique nationale • Plus de visibilité de la MOC
PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	
• Diminution de la complexité • Instauration d'un rapport explicite de la pratique • Fusion des instruments de la politique de la jeunesse	• Rendre les rapports nationaux plus facilement consultables dans le cadre de la MOC

- POINTS POSITIFS

Le ministère allemand valorise positivement qu'on ait pu réussir avec le pacte européen de la jeunesse, la « progression des jeunes en partenaires importants pour la réalisation de la stratégie de Lisbonne dans l'étendue politico-économique. »[101] Le programme européen « JEUNESSE EN ACTION » permettrait aux jeunes de « s'engager socialement et politiquement en Europe, et d'acquérir ainsi des compétences européennes. »[102]

Le gouvernement français évalue en général positivement le cadre de coopération pour la politique de la jeunesse au niveau européen. Le domaine de la jeunesse est apparu par les nouvelles actions suite au cycle de coopération commencé en 2002. Les initiatives ont de plus contribué à rendre légitime le domaine existant de la politique, et à attribuer un plus haut statut au travail volontaire ; ce qui contribua à rendre la politique de la jeunesse plus visible. La coopération européenne a une fonction directrice : elle donne le cadre de la réalisation nationale de la politique de la jeunesse. L'échange de connaissances et d'expériences avec les autres états membres est très particulièrement valorisé. Globalement, la coopération sert surtout à acquérir plus de connaissances et de compréhension des questions des jeunes, et des jeunes en eux-mêmes.

- CRITIQUES

Le ministère allemand nota toutefois de manière critique un fossé entre les manifestations de volontés politiques, croissantes et communes et la réalisation concrète dans les états membres. Bien que les contenus de la coopération et les instruments européens soient certes constamment développés, les effets mesurables dans les états membres se sont que peu visibles. En Allemagne, on n'a jusqu'à présent toujours pas réussi, « à

[101] BMFSFJ : „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen", Question 1

[102] BMFSFJ : „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen", Question 1

récolter l'attention politique nécessaire aux objectifs, contenus et instruments de la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse. »[103]

Pour expliquer cela, on apporta différentes explications : tout d'abord, les thèmes de la coopération pour la politique de la jeunesse en Europe se trouvent depuis des années au milieu des activités de la politique de la jeunesse sur les plans national, régional et départemental, c'est à dire que la plus-value européenne des initiatives de l'Union doit être encore reconnue.

Ensuite, la structure fédérale représente un problème en Allemagne. Ce sont les communes qui ont principalement les compétences pour la politique de la jeunesse, et disposent d'une autonomie relative en termes d'organisation et de décision. Il est donc difficile de faire prendre conscience aux décideurs régionaux et locaux, mais pas nationaux, que leurs mesures relatives à la politique de la jeunesse doivent se profiler dans le sens des objectifs supranationaux. Un autre problème est la très haute dépense administrative pour recevoir les subventions de l'UE.104

En France, la politique de la jeunesse était déjà bien établie depuis 2002, avant le début de la coopération au niveau européen, qui est donc plutôt comprise comme un complément de la politique nationale et non pas l'inverse. La coopération a une contribution limitée pour développer la politique nationale.

[103] BMFSFJ : „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen“, Question 1

[104] Cf. BMFSFJ : „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen“, Question 1

- PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Le gouvernement allemand plaide en faveur d'un changement de stratégie pour la coopération dans la politique de la jeunesse. La complexité devrait diminuer, un rapport explicite sur la pratique devrait être rédigé et les instruments de la politique de la jeunesse devraient être fusionnés. D'après la devise « Fusionner ce qui doit être ensemble », le gouvernement allemand plaide en faveur d'un lien entre la MOC et le pacte européen de la jeunesse, c'est à dire que la MOC devrait servir d'instrument pour céder plus de poids politique aux thèmes du pacte de la jeunesse, et lui concéder de l'efficacité. Le gouvernement propose d' [élaborer] « des objectifs centraux concrets en utilisant le Dialogue Structuré (...) le long des points de concours entre les domaines d'action de la MOC et les thèmes politiques du pacte de la jeunesse (...), proposés par la Commission comme des thèmes prioritaires et [pouvant] être établis par le Conseil. »[105]

Selon le gouvernement français, la MOC doit être encore améliorée et être plus visible, c'est à dire les rapports nationaux doivent être plus facilement consultables. C'est le seul moyen pour aboutir à une compréhension globale du domaine étudié et de s'identifier avec sa propre pratique nationale.[106]

[105] BMFSFJ: „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen“, Question 6

[106] Cf. Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative du Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative : « Rapport national. Futur cadre européen de coopération en matière de jeunesse. France », Novembre 2008

IV.1.2. Évaluation du DS

ALLEMAGNE	France
POINTS POSITIFS	
• Plus de proximité au citoyen et participation des jeunes aux processus politiques de décision • Création d'un cadre fiable et continu pour la participation et la cogestion	• (Aucun point n'est présenté)
CRITIQUES	
• Pas encore de forme de réalisation convenable • DS principalement sur le plan européen • DS seulement en vertu des relations publiques ? • Engagement des « Länder » insuffisants • Objectifs et thèmes trop peu contractuels • cadre temporel trop serré pour la réalisation	• Manque d'un rapport européen dans les débats
PROPOSITIONS DE SOLUTIONS	
• Empêcher la frustration des jeunes => Feedback immédiat des exigences !	• Déterminer des objectifs précis et des mesures de réalisation réalistes et transparentes • Désigner les conditions du dialogue en avance, afin d'éviter la frustration chez les jeunes • Participation concrète des jeunes à l'élaboration • Information sur la continuité de la réalisation politique • Création d'une instance de participation ➔ structurer le dialogue !

- POINTS POSITIFS

Le DS est jugé globalement comme un « bon point de départ » pour « donner un cadre sûr et continu »[107] à la participation et à la codécision des jeunes de la politique de la jeunesse européenne. De plus, il serait la tentative de créer une relation plus proche avec les citoyens, ainsi que de renforcer la participation des jeunes aux processus de décisions politiques.

Le gouvernement français ne mentionne pas explicitement d'aspects positifs à ce sujet.

- CRITIQUES

Le gouvernement allemand critique l'absence de forme adéquate de réalisation du DS. Celui-ci est de plus principalement réalisé au niveau européen, devant être plutôt réalisé au niveau inférieur. On a souvent pensé que la PEJ n'a seulement été orchestrée à des fins d'amélioration d'image. Ce préjugé doit être combattu. Ceci s'accompagne de la frustration des jeunes : le dialogue ne doit pas seulement servir à l'image, mais doit clairement définir ce qui peut être considéré comme but, et où sont les limites des possibilités. Les « Länder » allemands devraient être plus contraints de participer, notamment dans le domaine du financement des mesures de la politique de la jeunesse. L'engagement des « Länder » est nécessaire au développement de structures de la politique de la jeunesse sur le terrain, et à la possibilité de réalisation des mesures (car les moyens européens ne sont pas suffisants). « Les objectifs et thèmes du dialogue structuré étaient jusqu'à présent trop sans engagement et trop souvent soumis aux modifications »[108]. Mais surtout, le cadre temporel prévu pour la réalisation du dialogue est trop serré.[109]

[107] BMFSFJ : „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen“, Question 3

[108] BMFSFJ : „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen“, Question 3

[109] Cf. BMFSFJ : „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen“, Question 3

En France, on est confronté au problème du manque de rapports européens dans les débats de politique de la jeunesse, car contenant souvent des thèmes locaux. Georges Sylvestre, correspondant aux relations internationales de la direction régionale et départementale Jeunesse et Sport de la région Provence Alpes Côte d'Azur, explique également qu'à son avis, le DS est « plus une méthodologie à l'usage du discours politique qu'une réalité opérationnelle ». Afin de confirmer cette affirmation, il explique qu'il ne connait « personne engagé dans ce type de travail. »[110]

- PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Les deux gouvernements sont d'avis de mettre en œuvre les mesures nécessaires afin d'éviter la frustration des jeunes. En Allemagne, on propose rendre un feedback immédiat de leurs exigences, et en France, on exige d'énoncer clairement en avance les conditions du dialogue.

De plus, la consultation des jeunes doit être réalisée sur des objectifs précis et des mesures exécutives réalistes et transparentes. Les jeunes doivent être impliqués concrètement à l'élaboration et informés de manière continue sur l'évolution de la réalisation politique.

On propose de plus de créer une instance de participation temporaire, dont le but n'est pas de créer une structure supplémentaire, mais de structurer un dialogue n'existant pas encore aujourd'hui.[111]

IV.2. Réalisation par les agences nationales

Pour convaincre la politique, l'administration et les jeunes du DS, il convient de rendre plus consistant le terme abstrait « Dialogue Structuré », c'est à dire de fournir des projets d'exemples et du matériel illustratif, rôle des agences nationales.[112]

[110] Issu d'un échange de mails avec Georges Sylvestre

[111] Cf. Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative du Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative : « Rapport national. Futur cadre européen de coopération en matière de jeunesse. France », novembre 2008

[112] Cf. Annexe: Interview avec Claudius Siebel

IV.2.1. Agence nationale allemande « Jugend für Europa » (JfE) et réalisation du DS en Allemagne

L'agence nationale allemande comporte actuellement trente collaborateurs, dont deux responsables du DS.

Le budget pour les lieux de l'activité est financé à parts égales par d'une part le BMFSFJ (Ministère notamment responsable de la jeunesse), et d'autre part par la Commission Européenne. L'IJAB (service spécialisé pour l'encadrement international de la jeunesse en Allemagne) exerce le contrôle hiérarchique, et le BMFSFJ la surveillance professionnelle.

L'agence nationale est strictement engagée aux objectifs de la Commission par le manuel du programme en ce qui concerne sa réalisation. Toutefois, elle a une marge de manœuvre organisationnelle pour la nomination des priorités nationales, qui doivent cependant être accordées par le BMFSFJ. En ce sens, l'agence nationale allemande a conçu en coopération avec le DBJR (Conseil des jeunes d'Allemagne), un concept allemand sur le DS (voir annexe), et a renforcé les critères de soutien de la Commission sur le plan européen, afin d'en rehausser l'efficacité.

Une particularité du concept allemand est la prévision de la construction de « postes de coordination régionaux ». Ainsi, les demandes d'aménagement faisant office de « poste de coordination régional » dans leur « Land » (c'est-à-dire région) doivent être attribuées. Par conséquent, ces aménagements doivent avoir le soutien des ministères et lieux officiels responsables des questions de la jeunesse dans le « Land », unifier les projets régionaux, établir une alliance plus large entre différents partenaires sur le plan régional, et se sentir responsable de la continuité et de la durabilité du DS. Le rôle des postes de coordination régionaux est :

- *« Organiser de manière compétente le projet global et de coordonner les différents processus.*
- *développer des mesures de soutien des partenaires impliqués sur le plan local et accompagner activement leurs activités.*
- *se soucier que les résultats soient transférés aux postes adéquats dans le Land, le pays et en UE.*

- *participer aux mesures au niveau national sur l'évaluation de l'action et du concept du dialogue structuré, la mise en réseau des projets et la cogestion des résultats, et la relation avec le niveau européen*
- *présenter publiquement une vue d'ensemble des différentes activités, les documenter et réunir les résultats obtenus aux niveaux supérieurs (par exemple dans une conférence régionale)*
- *choisir le cas échéant des jeunes participants pour les mesures supérieures du dialogue structuré (comme les évènements nationaux ou les conférences européennes de la jeunesse)*
- *solliciter et se faire financer le projet global auprès de « JEUNESSE EN ACTION », et assurer un cofinancement adéquat. »*[113]

IV.2.2. Agence nationale française « Agence Française Programme Européen Jeunesse en Action » (AFPEJA) et réalisation du DS en France

L'agence nationale française est une partie de l'« Institut National de Jeunesse et d'Éducation Populaire" (INJEP), sous la responsabilité du haut Commissaire de la jeunesse (Martin Hirsch). L'AFPEJA est financée à parts égales par la Commission Européenne et le « Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative ».

Une particularité de l'AFPEJA est la présence en France d'un correspondant régional dans chaque Direction Régionale et Départementale de Jeunesse et Sports. Ces correspondants développent le programme JEUNESSE EN ACTION, et organisent des Comités Régionaux. Cependant, on doit remarquer que cette structure peut éventuellement changer dans les prochains mois, puisque le gouvernement français prévoit une Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), visant à restructurer toute fondation commune. On peut donc se demander si cette structure sera maintenue dans les prochains mois.

L'AFPEJA compte actuellement 24 employés, travaillant en équipe dans différents départements responsables de plusieurs domaines du programme européen JEUNESSE EN ACTION. Cinq employés travaillent dans

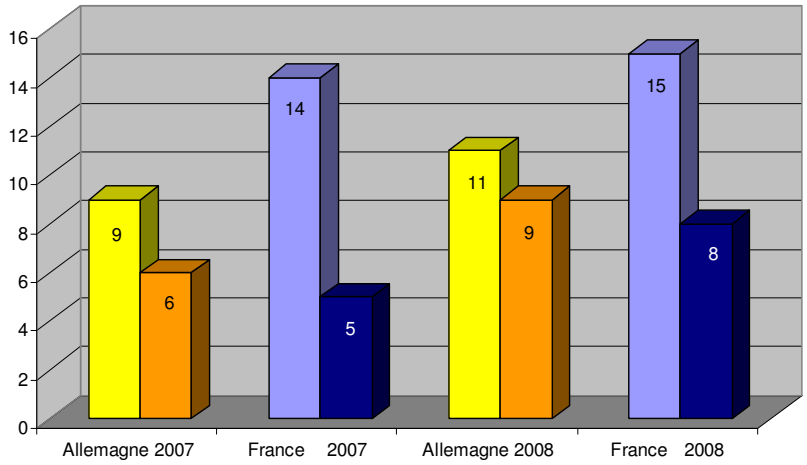
[113] voir Annexe (Concept du DS du DBJR et de l'agence nationale)

celui se chargeant notamment du DS, mais seule une personne est responsable du bon fonctionnement pédagogique du DS.

L'AFPEJA n'a développé aucune priorité supplémentaire pour l'action 5.1 du programme JEUNESSE EN ACTION. Les conditions de financement n'ont pas été renforcées, puisque le nombre de propositions de projets n'a pas été suffisamment haut.

IV.2.3. Analyse comparative : réalisation du DS par les agences nationales

GRAPHIQUE 1 : Nombre de projets déposés et financés pour l'Action 5.1 : [114]



Le graphique 1 montre essentiellement que plus de projets ont été déposés en France qu'en Allemagne. En comparant avec le nombre de demandes de projets, le DS **en France** semble faire preuve d'un plus **grand intérêt**.

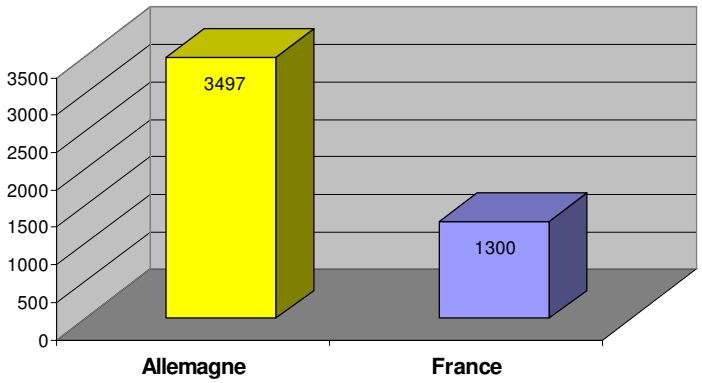
Mais si on compare le nombre de projets déposés avec le nombre de projets financés, on constate qu'il y a plus de dépôts de projets en France mais que le nombre de projets réellement financés y est bien inférieur. Ce nombre si faible semble **absurde**, étant donné qu'en Allemagne les conditions de financement ont été endurcies. Par conséquent, le nombre de projets financés en Allemagne aurait dû être inférieur qu'en France.

Comment expliquer donc cela ? Comment est-il possible qu'en France, tant de projets aient été refusés bien qu'une politique de financement d'un grand nombre de projets ait été souhaitée ? Il est possible que les demandes déposées **en France** n'aient **pas** été **suffisamment préparées** au nouveau

[114] Graphique issu de la synthèse d'informations collectées par oral et par écrit lors d'échanges avec Anna Seguin et Claudius Siebel

programme d'action. En Allemagne en revanche, de nombreux séminaires sur le DS se sont déroulés, révélant plus d'information sur ce qui se dissimule derrière le concept du « Dialogue Structuré ». Le fait de mieux accompagner les candidats aux demandes en Allemagne explique la faible différence entre le nombre de demande de projets et le nombre d'acceptations. Il peut y avoir éventuellement **un manque d'information et de communication** entre les candidats et les agences nationales en France, ce qui conduit à un **manque de clarté** du concept du DS. Ceci explique aussi pourquoi quelques demandes ont été refusées, ne répondant pas aux critères du DS.

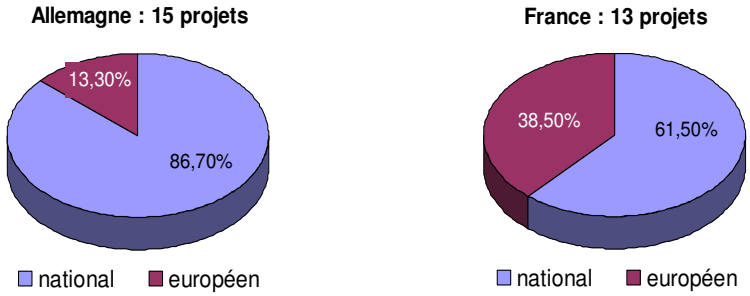
GRAPHIQUE 2 : Nombre de jeunes impliqués dans l'action 5.1 (2007-2008) : [115]



Tel que le montre le Graphique 2, plus de jeunes ont été impliqués dans le DS entre 2007-2008 en Allemagne qu'en France. Ceci est tout d'abord explicable par le plus faible nombre de projets financés en France, bien que ce nombre ne diffère que de deux. Le nombre de projets ne peut également être l'unique raison. Les projets allemands semblent plutôt avoir une plus grande portée, profitant par exemple d'une diffusion exponentielle de la communication.

[115] Graphique issu de la synthèse d'informations collectées par oral et par écrit lors d'échanges avec Anna Seguin et Claudius Siebel

GRAPHIQUE 3 : Types de manifestations du DS (2007-2008) [116]

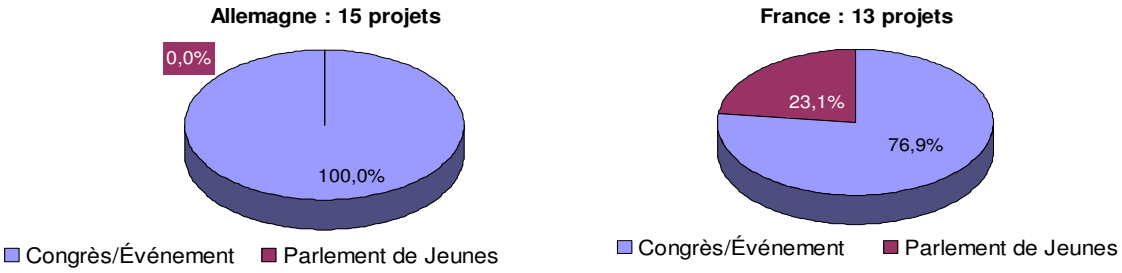


La comparaison des deux camemberts montre que la proportion des **manifestations nationales** dans le cadre du DS est **plus grande** en **Allemagne** qu'en France. Bien qu'en France le nombre de projets nationaux prédomine, la proportion de projets européens y est plus grande qu'en Allemagne.

De plus, on doit remarquer que des partenaires européens ont participé aux projets nationaux français. La différence entre un projet national et européen est seulement que pour une demande européenne, cinq candidats de pays différents sont nécessaires, alors qu'un seul candidat ne l'est pour un projet national. C'est à dire donc que le nombre de projets nationaux en France doit être de nouveau relativisé, car derrière ce nombre ne se cache pas forcément des projets nationaux ancrés localement, mais bien plutôt à caractère européen. En Allemagne par contre, les participants étaient exclusivement allemands (avec éventuellement quelques que rares exceptions). L'objectif du DS est toutefois d'ancrer le Dialogue Structuré au niveau local et d'y inciter des débats, car le dialogue est majoritairement réalisé jusqu'à présent au niveau européen. On peut déduire que l'objectif de réaliser le DS au niveau le plus bas a été mieux atteint en Allemagne qu'en France. La différence peut être expliquée par la structure fédérale en Allemagne et centralisée en France.

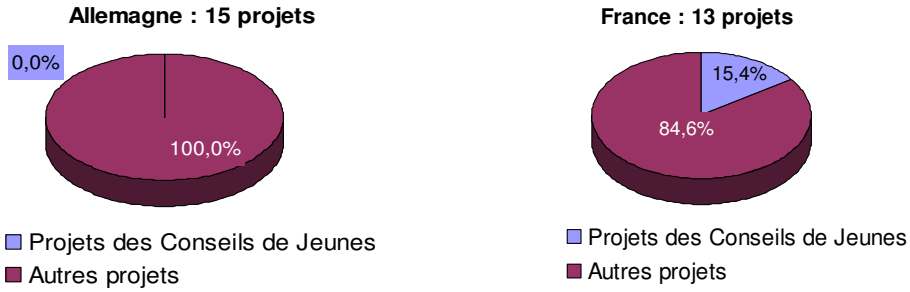
[116] Graphique issu de la synthèse d'informations collectées par oral et par écrit lors d'échanges avec Anna Seguin et Claudius Siebel

GRAPHIQUE 4 : Nature des manifestations du DS en Allemagne et en France (2007-2008)[117]:



En comparant les camemberts du graphique 4, il apparaît que le DS a été réalisé en Allemagne exclusivement sous la forme de congrès ou d'évènements. Il en résulte que la réalisation du DS en Allemagne est plutôt caractérisée par un rassemblement décontracté des jeunes et par un caractère événementiel, alors qu'en revanche en France, les formes traditionnelles de participation politique dans une structure fixe perdurent.

GRAPHIQUE 5 : Proportion de projets des conseils nationaux de jeunes en Allemagne et en France (2007-2008)[118]:



La comparaison simultanée des deux camemberts montre que la réalisation du DS par les conseils nationaux de jeunes doit être élargie, non seulement en France mais aussi en Allemagne. En France les conseils

[117] Graphique issu de la synthèse d'informations collectées par oral et par écrit lors d'échanges avec Anna Seguin et Claudius Siebel

[118] Graphique issu de la synthèse d'informations collectées par oral et par écrit lors d'échanges avec Anna Seguin et Claudius Siebel

nationaux de jeunes ont réalisés deux projets, alors qu'en revanche en Allemagne, depuis que le DS existe, ils n'en ont mené aucun. On en déduit que les conseils de jeunes en France et en Allemagne devraient être plus impliqués dans la réalisation du DS, utilisant plus leurs structures existantes.

IV.3. Projets

Dans le chapitre précédent, nous détaillions la réalisation du DS au niveau national. Mais à quoi ressemblent les réalisations concrètes des projets ? À quels problèmes sont confrontés les acteurs qui réalisent concrètement le DS au niveau local au contact direct de la jeunesse et des politiques ?

IV.3.1. Un projet allemand – « Europa geht weiter 2009 » de l'organisation « Exchange » du Land de Saxe-Anhalt

Un projet exemplaire parmi les projets allemands du DS est « Europa geht weiter 2009 » du Land de Saxe-Anhalt, concrétisé par le groupe de travail « Exchange » d'encadrement international de la jeunesse. L'objectif est d'informer les jeunes sur les offres et possibilités en Europe, de les sensibiliser et les inciter à aborder des thèmes européens et à y réfléchir.

IV.3.1.1. Description du projet

« Europa geht weiter 2009 » fut réalisé du 4 au 6 mai 2009 à Wernigerode et sur le Brocken, sommet culminant du Land de Saxe-Anhalt. Le premier jour, les jeunes eurent la possibilité de participer à plusieurs ateliers interactifs. Ils ont donc pu élargir leurs connaissances sur l'Europe et l'UE et établir une relation avec leur propre univers. Ils eurent le choix parmi les ateliers nommés de la manière suivante : élections du parlement européen, le DS en Saxe-Anhalt, réforme de l'UE (Traité de Lisbonne), année européenne de la créativité et de l'innovation, 20 ans de mutation en Europe, tes opportunités professionnelles en Europe, gestion de projet, techniques créatives, finances, actif en Europe, centre de compétence européen en Saxe-Anhalt, et votre débat.

Le deuxième jour, des groupes de projet se sont formés, encadrés par des chefs de groupes, depuis le développement d'une idée de projet à l'aboutissement d'un concept. Ces projets durent être réalisés pendant les quatre semaines qui suivirent dans les établissements scolaires des jeunes. Cent euros ont été mis à disposition par groupe, remis par Rainer Robra, ministre de l'état de Saxe-Anhalt, après la présentation des projets.

Le troisième jour, les jeunes prirent un train spécial historique (Harzer Schmalspurbahn) pour se rendre au sommet du Brocken. Pendant le trajet, un quizz sur l'Europe a été réalisé. Sur le Brocken, les jeunes eurent la possibilité de discuter avec les politiques et de se présenter mutuellement, ainsi qu'aux politiques, leurs projets développés la veille. Une table ronde avec les politiques et acteurs du DS suivants fut réalisée : Claudius Siebel (membre de l'agence nationale), Rainer Robra (Ministre européen / Chef de la chancellerie), Susanne Lüders (Affaires des sciences, éducation et culture / Représentation du Land de Saxe-Anhalt à l'UE), Ermano Meichsner (Office de communication du Land de Saxe-Anhalt à l'Union Européenne, orateur de politique social) et Nico Schulz (Président du Parlement de Saxe-Anhalt pour les affaires européennes et nationales et les médias). De plus, dans le but d'améliorer le programme, les vainqueurs du quizz sur l'Europe et du prix des médias des citoyens furent élus et un groupe français a accompagné musicalement la manifestation.

Le 18 juin 2009, une conférence régionale se tiendra à Magdeburg , à laquelle deux personnes par groupe de projet participera afin d'y présenter ses résultats. Une déclaration commune y sera finalement élaborée[119].

[119] Informations issues du concept de « Europa geht weiter 2009 », lors d'une interview avec les chefs de projets

IV.3.1.2. Réalisation des principes

Les principes élaborés dans le chapitre III.4 pour l'efficacité de la réalisation du DS serviront comme critères pour l'analyse des projets.

1. Approche ascendante

« Europa geht weiter 2009 » s'est déroulé au niveau local et régional. Environ 200 jeunes de 14 à 21 ans, venant de différentes parties de Saxe-Anhalt, recrutés dans environ 40 établissements scolaires ont participé à cet événement. Pendant cet événement, les jeunes ont développé des idées de projets, qui durent être réalisées dans leurs établissements scolaires pendant les quatre semaines qui ont suivi. Une conférence régionale se tiendra en juin 2009, à laquelle deux personnes par groupe participeront. Il manque toutefois un centre national de coordination, centralisant tous les résultats nationaux, avant de les transférer ensuite au niveau européen.

2. Les jeunes : les acteurs principaux

Les jeunes étaient les principaux acteurs lors de la manifestation. L'équipe de préparation était surtout constituée de jeunes de moins de trente ans. Même les chefs d'ateliers étaient encore très jeunes et pouvaient former des thèmes donc intéressants et adaptés aux jeunes. Ce n'était pas ici exactement une « éducation peer-to-peer », c'est à dire la médiation d'informations entre personnes du même âge, mais toutefois, la différence d'âge entre les chefs d'ateliers et les participants était insignifiante. Les thèmes traités ont été choisis par les jeunes et non pas imposés par les adultes. Les jeunes sont surtout les acteurs principaux du dialogue, également le cas avec leur travail de projet. Une journée complète de manifestation leur a été mis à disposition pour le développer. Ils ont été soutenus par d'autres jeunes leurs fournissant les outils nécessaires et les soutenant depuis le développement de l'idée à la conception. Les jeunes apprennent donc qu'ils peuvent changer leur propre milieu et donc leur propre

situation. Cela contribue au développement des personnalités responsables et indépendantes.

3. Intégration, diversité et représentativité

En Allemagne, l'enseignement étant obligatoire, le recrutement des participants ayant été réalisé dans les établissements scolaires, un grand nombre de jeunes a donc pu être intégré et recevoir la possibilité de participer à ce dialogue. De cette manière, il a été possible d'intégrer des jeunes défavorisés et non organisés. Mais il est important d'intégrer aussi toutes les formes d'établissement scolaire, c'est à dire donc pas uniquement les lycées (Gymnasium), fait correctement réalisé dans cette manifestation. Un grand nombre d'élèves de lycée professionnel ont participé, des infirmiers aux graphistes. Bien que beaucoup de jeunes avec des contextes différents soient intégrés, surtout des non organisés, on ne peut cependant pas parler d'une échantillon représentatif, car surtout des jeunes engagés s'inscrivent pour un tel projet, ce qui n'est en général pas le cas les vrais jeunes défavorisés, plutôt inintéressés, préférant voir directement des résultats concrets améliorant leur situation.

4. Obligation et sérieux

Les jeunes doivent être pris au sérieux par les décideurs et responsables politiques. Le dernier jour de l'évènement, ils étaient à la disposition des jeunes pour leurs question, bien que peu furent énoncées, le dialogue fut donc très court (environ trente minutes). La retenue des jeunes peut être ramenée à deux raisons : d'une part, les jeunes n'ont pas su tirer profit de la présence des politiques et n'ont pas pu établir un lien avec leur propre univers, suite au manque d'information. D'autre part, la distance ressentie entre les jeunes et les politiques fut trop grande, les jeunes manquant de confiance pour poser des questions. Cela peut être changé en informant mieux les jeunes sur les hommes politiques et leur domaine d'activité, et en consacrant plus de temps aux rencontres et au dialogue, de

manière à rendre l'atmosphère plus conviviale. C'est la seule manière pour aboutir à un débat évolué et un dialogue sérieux.

5. Information, visibilité et transparence grâce à un site Internet

Un site Internet a été créé pour le projet « Europa geht weiter 2009 », présentant une description, le programme ainsi que des photos de l'évènement. Toutefois, aucune information complémentaire sur la PEJ, le concept du DS, de précédentes manifestations et leurs résultats et résolution n'est communiquée sur le site. De plus, la page d'accueil devrait être plus interactive, ce qui permettrait aux participants de contribuer et se s'organiser en réseau, ceci avant et après l'évènement. Un tel site Internet interactif pourrait rendre le processus du dialogue plus transparent et donc plus efficace.

6. Diffusion et utilisation des résultats

Les résultats du projet précédent « Europa geht weiter 2008 – Dialog der Jugend », c'est à dire les souhaits, demandes et déclarations des jeunes, ont été transférés à l'agence nationale, le DBJR et à Günter Verheugen, qui n'a pas réellement donné de feedback.

En 2009, la diffusion exponentielle de l'information a donc été mise au premier plan pour répandre le plus largement possible les informations. Les jeunes doivent porter la pensée de l'Europe et du débat européen dans leur propre milieu, par exemple à l'école. Ceci se réalise sous la forme de projets, élaborés pendant l'évènement à Wenigerode. Les jeunes portent donc la pensée de l'Europe à leurs camarades de classes, leurs professeurs et leurs parents. On peut donc également accéder par l'intermédiaire du groupe cible primaires (participants), à un groupe cible secondaire. De mai à juin 2009, on a donc réussi à faire en sorte qu'une trentaine d'établissements scolaires discute sur l'Europe.

Les expériences et résultats des projets seront rassemblés et évalués pendant une conférence régionale.

7. Un dialogue stable et large

« Europa geht weiter » est un projet créé en 2005, renouvelé chaque année. En 2008, ce fut en succès et fut désigné de plus en plus comme un « projet exemple » en Allemagne. Les résultats des années précédentes sont soumis aux jeunes comme points de départ. Une continuité du projet et des résultats et donc assurée.

Aucun thème n'a été imposé aux jeunes, pouvant donc formuler leurs soucis, propositions et exigences. Alors que le thème principal de l'évènement précédent « Europa geht weiter 2008 » était la formulation d'une résolution, la création de projets des jeunes était au centre en 2009. On peut donc constater qu'on a tourné le dos à la formulation de demandes aux politiques, favorisant plutôt l'incitation des débats politiques en Europe chez les jeunes, et la possibilité de se pencher sur l'Europe. On se distance donc de « faire de la politique » (formulation d'exigences) pour se rapprocher de « comprendre la politique » (incitation aux débats)

8. Une approche plurisectorielle et l'ancrage sur le plan local

Le projet « Europa geht weiter » se caractérise particulièrement par sa bonne coopération avec les établissements officiels dans le domaine de la jeunesse en Saxe-Anhalt. Un « groupe pilote » a été créé, c'est à dire un groupe rassemblant des sponsors et partenaires importants, soutenant la direction du projet en rassemblant des idées qui peuvent être réalisées. Ce « groupe pilote » se compose d'une dizaine de membres : deux représentants du ministère du culte, deux de l'administration du Land (du service de la jeunesse), deux de la chancellerie de Saxe-Anhalt (service des affaires européennes), ainsi que de membres d'associations libres d'encadrement des jeunes du Land (par exemple le groupe de travail « Exchange »). On peut donc recourir aux structures édifiées pendant des années, facilitant le travail de projet.

9. Lien entre les plans local et européen

La relation entre les niveaux local et européen doit encore être aménagée. En 2008, une résolution a été rédigée à l'attention de Günter Verheugen. Bien qu'il affirmait donner un feedback, aucune réponse n'a été reçue. Il serait toutefois utopique de croire que les politiques pourraient prendre position à chaque résolution énoncée dans le cadre du DS. Il convient plutôt de trouver d'autres formes de feedback et de reconnaissances, par exemple sous la forme de sites Internet publiant des résolutions venant de toute l'Europe, ou une campagne de sensibilisation plus renforcée.

10. Hétérogénéité des mesures

« Europa geht weiter 2008 » et « Europa geht weiter 2008 » ont été adaptés à la jeunesse. Chaque événement a été réalisé dans des lieux atypiques. En 2008, on a débattu plusieurs jours sur un bateau sur le plus grand fleuve de Saxe-Anhalt. En 2009, le point culminant a été gravi avec une locomotive à vapeur. De tels lieux d'évènements attirent l'attention des jeunes et implique que les jeunes, habituellement peu enthousiastes vis à vis de la politique, s'inscrivent. Un panel d'activités différentes a été proposé : de l'atelier interactif et informatif sur les thèmes européens ou des sujets de jeunes relatifs à l'Europe (par exemple « devenir actif en Europe »), aux cours de gestion de projet ou un quizz suivi d'un débat avec les politiques. Le travail de projet a surtout contribué à ce que les jeunes établissent un lien entre leur propre univers et l'Europe. Un groupe d'élèves d'un lycée professionnel de gériatrie ont développé l'idée d'établir un partenariat avec d'autres écoles en Europe, et de faire une présentation à leur école sur les méthodes d'enseignement de la gériatrie dans le reste de l'Europe. Le thème de l'Europe a pu être réalisé adapté et rapproché au groupe cible.

IV. 3.2. Un projet français « La 26ème session nationale » du « Parlement Européen des Jeunes - France » à Paris

L'équivalent français de « Europa geht weiter 2009 » est le projet « La 26ème session nationale, Paris » du Parlement Européen des Jeunes, qualifié de modèle d'exemple français pour la réalisation du DS. L'objectif du projet n'est pas d'influencer la politique, mais plutôt de sensibiliser les jeunes aux thèmes européens et leur permettre d'accumuler des expériences dans le cadre d'une citoyenneté active européenne, en soutenant leur participation au débat public sur l'Europe. Le Parlement Européen des Jeunes a basé ses objectifs sur quatre piliers : la citoyenneté active, l'échange culturel, l'initiative d'action et l'éducation.

Le Parlement Européen de la jeunesse fut créé en 1987 sur l'initiative de quelques jeunes et parents de Fontainebleau, et c'est en 1994 que la branche française voit le jour. Aujourd'hui, on trouve partout en Europe des Parlements Européens de la Jeunesse (dans plus de trente pays).[120]

[120] Informations issues du concept officiel du projet « 26è Session nationale 27, 28 et 29 mars 2009, Paris » du « Parlement Européen des Jeunes – France »

IV.3.2.1. Description du projet

Le projet « La 26ème session nationale du Parlement Européen des Jeunes – France » eut lieu du 27 au 29 mars 2009 à Paris, au lycée Louis le Grand et au Jardin de Luxembourg. Il s'est adressé à 150 élèves de Première. L'objectif était de sélectionner dix élèves pour représenter la France à la « 62ème Session internationale du Parlement Européen des Jeunes » à Helsinki (en octobre 2009). Complémentairement à cette sélection, l'objectif était également de permettre aux jeunes de faire des expériences dans le cadre d'une citoyenneté active et de soutenir l'échange culturel.

Après quelques activités dans le Jardin de Luxembourg, renforçant la confiance mutuelle pour la cohésion du groupe, les participants furent répartis en huit commissions de travail. Le lendemain au lycée Louis le Grand, chaque groupe se vit attribué un des thèmes suivants : Industrie, recherche et énergie ; Affaires économiques et monétaires ; Environnement, santé publique et sécurité alimentaire ; Développement régional ; Culture et éducation ; Affaires étrangères ; Affaires constitutionnelles. A la fin, les jeunes durent se mettre d'accord et rédiger une résolution dans chaque commission

de travail. Puis une soirée dynamique vint agrémenter le programme, durant laquelle chaque groupe d'une école présenta un pays. Les jeunes décorèrent des stands aux couleurs du pays approprié et présentèrent des spécialités culinaires locales.

Le dernier jour, après la présentation des résultats des commissions de travail, une résolution complète fut rédigée en commun après un vote lors d'une séance plénière, puis fut transférée au Parlement Européen et au gouvernement français.

IV.3.2.2. Réalisation des principes du DS

1. Approche ascendante

Le Parlement Européen des Jeunes organise des conférences au niveau régional, national et européen durant lesquelles dix jeunes sont sélectionnés pour représenter la France lors d'une conférence internationale. Chaque année se tiennent deux conférences nationales auxquelles une centaine d'élèves participant et débattent un weekend sur l'Europe, ainsi que trois conférences internationales dans des villes européennes différentes, lors desquelles environ 300 jeunes se rencontrent pendant dix jours.

Le Parlement Européen des Jeunes est de plus ancré aux niveaux local et régional. Des forums d'un ou deux jours, des conférences, des expositions et des cafés européens sont régulièrement organisés pour des étudiants et élèves.

2. Les jeunes : les acteurs principaux

L'événement a été organisé par d'anciens participants en collaboration avec des membres du Parlement Européen des Jeunes, faisant part de leurs expériences, sélectionnés lors de leur participation en Mars 2008 à la conférence du parlement à Seyssinet-Pariset. Ils eurent la responsabilité de l'établissement du budget, des sponsors et de la répartition des moyens

financiers, de la planification de la manifestation, de la prise de contacts avec les interlocuteurs locaux et la presse, de la recherche du lieu de l'évènement, c'est à dire tout ce qui échoit à la gestion de projet. De cette manière, ils purent acquérir des connaissances exhaustives sur la réalisation et planification d'une manifestation.

De plus, les participants rédigèrent une résolution de manière autonome dans les commissions de travail, avant d'être présentées, débattues et votées au plénum, ainsi qu'un magazine humoristique distribué chaque jour à l'ensemble des participants. Un ancien participant du Parlement Européen des Jeunes ayant suivi une formation d'animation pris le rôle du président de la commission, en dirigeant les débats. L'événement n'était pas seulement POUR les jeunes, mais aussi réalisé et organisé PAR les jeunes.

Étant intégré dans l'organisation et dans les débats, les jeunes ont pu élargir leurs compétences et leurs connaissances. En découvrant les processus démocratiques, ils purent appréhender le sens de la citoyenneté active, apprendre à discuter et faire des compromis, et développer des capacités d'action.

3. Intégration, diversité et représentativité

Bien que des jeunes non organisés aient été intégrés au dialogue, car ils furent recrutés dans des écoles, on ne peut cependant pas parler d'un échantillon représentatif de la jeunesse. Ceci est en premier lieu compliqué car le recrutement ne s'effectue qu'au lycée, et car les langues de travail ne sont pas uniquement en français, mais aussi en anglais. Beaucoup de jeunes défavorisés étant confrontés à la barrière de la langue et sont donc automatiquement exclus. Il conviendrait de supprimer cette contrainte linguistique, ou de trouver d'autres formes de participation pour ces jeunes (par exemple, des formes de participation créatives ou des projets de travail aux résultats concrètement visibles).

4. Obligation et sérieux

Un grand nombre de politiques a accepté de parrainer le Parlement Européen des Jeunes, de le soutenir et de participer aux conférences. Ceci montre le grand intérêt du monde politique à ce parlement et au travail des jeunes. Le dialogue est donc pris au sérieux. Toutefois, il ne s'agit pas d'une influence politique, mais plutôt d'objectifs pédagogiques.

5. Information, visibilité et transparence grâce à un site Internet

Les jeunes trouvent toutes les informations importantes sur un site Internet, c'est à dire l'inscription à l'évènement, la description du projet et le programme.

Le Parlement Européen des Jeunes tint un rôle exemplaire en ce qui concerne la préparation des participants : des guides de délégués et kits de préparations furent mis à disposition, permettant aux jeunes de s'informer en avance sur leurs rôles et sur les thèmes qui seront débattus.

6. Diffusion et utilisation des résultats

La résolution rédigée fut transmise au parlement européen, au gouvernement français ainsi qu'aux différents organismes partenaires. Les résultats ont plus de valeur symbolique que d'importance politique.

7. Un dialogue stable et large

L'absence de restriction temporelle du dialogue s'avère être positive, car des conférences sont continuellement réalisées : chaque année s'en tiennent deux au niveau national et trois sur le plan international.

Par contre, le dialogue n'est pas ouvert à tous les sujets : les thèmes travaillés ont été imposés, et n'ont pas pu être librement choisis par les jeunes.

8. Une approche plurisectorielle et l'ancrage sur le plan local

Le Parlement Européen des Jeunes est subventionné par quatre ministères français, le Ministère de l'Education Nationale, le Haut Commissariat à la Jeunesse, le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Par contre, ce soutien n'est que financier et non pas ni coopératif, ni organisationnel.

9. Lien entre les plans local et européen

Le parrain du Parlement Européen des Jeunes est Terry Davis, secrétaire général du conseil de l'Europe. De plus, ce parlement reçoit fortement le soutien des députés et commissaires européens qui ont participé à de nombreuses conférences et ont accepté de parrainer, et est régulièrement cofinancé par la Commission Européenne.

10. Hétérogénéité des mesures

Les jeunes ont la possibilité d'être actifs sous différentes formes : en plus des activités sérieuses sous la forme de débats et de groupes de travail thématiques, ils ont aussi la possibilité de s'engager sportivement, culturellement, créativement, pour établir une confiance mutuelle et pouvoir donc créer des groupes de travail.

De plus, chaque groupe scolaire représente un des 27 pays de l'UE et le présente historiquement, culinairement et cultuellement (musique, photos, affiches, etc.), pour que l'Europe ne soit pas que thématique, mais que les participants s'en imprègnent.

Une soirée de présentation des travaux de groupe avec beaucoup d'humour et une soirée européenne contribuent également à la détente après une longue journée laborieuse.

IV.3.3. Analyse Comparative : La réalisation du DS par les projets « Europa geht weiter 2009 » et « La 26ème session nationale »

Pour la simplification syntaxique, on parlera dans cette partie de l'Allemagne et la France. Ceci ne doit pas être généralisé, mais concerne concrètement les projets cités français et allemands.

Les deux projets sont encadrés dans un processus de dialogue à plusieurs échelles. Mais le projet français a plus d'accès au niveau européen que l'allemand. Il manque surtout en Allemagne un centre national de coordination. Le Parlement Européen des Jeunes peut en revanche se servir des structures déjà établies existant du niveau local au niveau européen.

Les jeunes sont mis au centre dans les deux projets, ils en sont les acteurs principaux. « Europa geht weiter 2009 » a particulièrement bien réussi en ce domaine, car les jeunes gagnent des compétences en gestion de projet, rassemblent des idées de projet et créer un concept concret. Ils apprennent donc à construire concrètement leur propre milieu. Il est vrai que les jeunes français apprennent aussi les bases de la gestion de projet, car l'évènement est organisé par les jeunes, mais seulement peu de jeunes peuvent en profiter, contrairement au projet allemand. En Allemagne, les jeunes acquièrent plutôt des compétences sociales et politiques, alors qu'en France, ce sont plutôt les compétences rhétoriques et politiques qui sont acquises.

Plus de jeunes ont la possibilité de participer au dialogue en Allemagne. En France en revanche, il est difficile d'intégrer des jeunes défavorisés à cause de la barrière de la langue, car le projet français a une portée européenne et le projet allemand est plus local.

Bien que le dialogue en Allemagne soit bien au sérieux, il y existe quand même un manque d'information et de préparation des participants,

chose mieux gérée en France. De plus, les limites du possible sont plus clairement communiquées : l'objectif du dialogue n'est pas l'influence politique mais plutôt les ambitions pédagogiques.

Les deux pages d'accueil sur Internet manquent d'interactivité et d'informations. Les deux projets doivent fournir plus de transparence et la possibilité de participer à la gestion du site Internet.

« Europa geht weiter 2009 » réalise la coopération plurisectorielle à l'échelle locale de manière exemplaire. Alors que le Parlement Européen des Jeunes n'est soutenu que financièrement, « Europa geht weiter 2009 » l'est aussi en terme de coopération sur idées et l'organisation des projets.

Les deux projets proposent une multitude de mesures diverses de la participation. En Allemagne, la tendance est plutôt aux rencontres ouvertes et décontractées, alors qu'en France la participation se déroule dans les structures bien établies est plutôt fermées.

IV.4. Recommandations d'actions

Pour que le DS puisse être réalisé efficacement à l'avenir, les critères suivants devraient être pris en compte :

1. <u>On devrait se servir plus des structures déjà existantes : donner plus de structure au dialogue structuré !</u>

Tout d'abord, on devrait exploiter plus les structures existantes du réseau d'information européen « **Eurodesk** » afin de mener une meilleure campagne de sensibilisation du DS. « Eurodesk est un réseau européen d'information avec des centres de coordination dans trente pays et plus de

900 postes de services locaux. L'objectif est de faciliter l'accès à l'Europe aux jeunes et aux acteurs de l'encadrement de la jeunesse. »[121]

Ensuite, les structures existantes des **parlements** des jeunes devraient être plus utilisées. Les parlements de la jeunesse européens pourraient recueillir les opinions des jeunes, les transporter, les rassembler, et agir comme centre de coordination régional et national. Toutefois, le DS ne devrait pas exister seulement sous la forme d'un parlement de jeunes, mais aussi sous forme plus ouverte et décontractée. Les parlements de jeunes pourraient servir comme instrument pour rassembler les exigences politiques au niveau national et régional.

Enfin, les réseaux des **conseils nationaux de jeunes** devraient être plus mis à profit. Disposant surtout au niveau local de réseaux bien établis, ils pourraient être des partenaires idéaux pour la réalisation du DS. En Allemagne, par exemple, il y a plus que 300 parlements de jeunes[122]. Ils pourraient surtout contribuer à une meilleure intégration des jeunes défavorisés, en réalisant des évènements locaux décontractés et ouverts, adaptés aux besoins et intérêts des jeunes sur le terrain.

2. Les médias devraient être plus fortement impliqués dans le processus du dialogue

Les manifestations du DS devraient produire plus d'écho dans les médias. Par exemple, la coopération avec la presse de jeunes pourrait être renforcée, ce qui permettrait une plus grande apparition des thèmes du DS dans les journaux des élèves, résultant en un plus grand débat politique sur l'Europe chez les jeunes.

[121] Deutsches Jugendhilfeportal : http://www.jugendhilfeportal.de/wai1/showcontent.asp?ThemaID=5054, consulté le 14/05/2009

[122] Servicestelle Jugendbeteiligung: „Jugendparlamente, Jugendforen, Jugendräte“: http://www.jugendbeteiligung.info/praxistipps/22667.html consulté le 26/05/2009

De plus, les médias utilisés par les jeunes devraient être plus mis à contribution, notamment pour la diffusion de campagnes d'information dans les magazines pour les jeunes ou les chaines musicales audiovisuelles. On pourrait donc informer et mobiliser un grand nombre de jeunes, surtout ceux qui ne le sont pas par les présents moyens.

D'autre part, Internet devrait être plus utilisé. Des sites Internet interactifs devraient apparaître pour permettre aux jeunes de se contacter, d'échanger leurs expériences, de créer leur propre profil, de mettre des photos sur Internet, de former des groupes de travail et de collecter des informations sur la PEJ, le DS, les processus de décisions, ainsi que de suivre l'évolution du processus du dialogue. De plus, le site Internet interactif pourrait aussi être utile aux organisateurs du DS, en tant que plateforme d'échange d'expériences et de projets exemplaires. Bien entendu, il serait nécessaire que les sites nationaux fusionnent tous en un seul réseau européen.

3. Les manifestations doivent être adaptées aux jeunes et attirer leur intérêt

Lors de la planification du projet, il est surtout important de penser à adapter les manifestations à la jeunesse. La nature de la manifestation et le lieu de l'évènement doivent être choisis pour attirer l'attention des jeunes et susciter la curiosité et l'intérêt. Aucun débat trop théorique ne devrait avoir lieu, il devrait plutôt être possible de profiter de l'Europe et que les jeunes établissent un lien vers leur propre réalité de la vie.

Les jeunes ayant déjà acquis de l'expérience européenne devraient être intégrés au dialogue. De telles expériences européennes pourraient être par exemple le « service volontaire européen », un séjour d'étude dans le cadre du programme Erasmus, des expériences dans un camp de travail ou la participation à une conférence européenne de la jeunesse. L'éducation mutuelle est souvent plus efficace et plus intéressante qu'un discours théorique des adultes, souvent lassant car submergeant d'informations sur la politique européenne. En plus, on devrait montrer aux jeunes les possibilités

qu'ils ont de s'engager en Europe ou sur le terrain, leur donnant envie d'être actif. On pourrait donc fusionner l'évènement avec des remises de prix ou distinctions honorifiques pour les bons projets, organisés et réalisés par des jeunes. Les jeunes peuvent servir d'exemple et montrer que « s'engager » peut faire plaisir et rapporter une reconnaissance.

4. La jeunesse et les politiques doivent être mieux préparés au dialogue

Le dialogue échoue souvent car les politiques et la jeunesse n'ont pas suffisamment de connaissances ni de compréhension les uns envers les autres, et manquent de connaissances de la PEJ et le DS. Pour y remédier, les deux parties doivent être préparées à cette rencontre.

Ainsi, des feuillets d'information décrivant les domaines d'activité des participants, la PEJ et le DS, pourraient être distribués aux jeunes et aux politiques avant la réalisation de l'évènement.

D'autre part, des DVD présentant la vie au jour le jour des hommes politiques participant à l'évènement pourraient être donnés aux jeunes. Ceux-ci verraient donc que les hommes politiques avec lesquels ils débattront sont des hommes comme les autres. Les jeunes pourraient donc se mettre plus facilement dans la peau d'un homme politique, aidant à réduire voire à supprimer la distance ressentie envers les politiques. De plus, les jeunes pourraient voir leur esprit critique développé, car peuvent se baser sur les outils informatifs précédemment décrits pour poser des questions concrètes. Un tel projet a été créé par le « Landesmediendienst Bayern » (service des médias en Bavière) avec le projet « Das Image der Politik und der Politiker » [123] de Barbara Wackernagel-Jacobs. Celle-ci a contacté onze politiques à son avis crédibles, en a fait le portrait en soulignant leur personnalité et motivation pour leur vie comme homme politique. Sont concernées les personnes suivantes : Christian Wulff, Matthias Platzeck, Heiner Geißler, Silvana Koch-Mehrin, Birgit Fischer, Florian Toncar, Luc Jochimsen, Daniela Raab, Sepp

[123] „Das Image der Politik und der Politiker“: http://www.politikerportraits.de/, consulté le 13/05/2009

Daxenberger, Christian Ude et Jean-Claude Juncker[124]. Ceci contribue à la diminution des préjugés et à l'amélioration de l'image du politique. Des débats dynamiques et sérieux ne peuvent être possibles que si les deux côtés sont bien préparés.

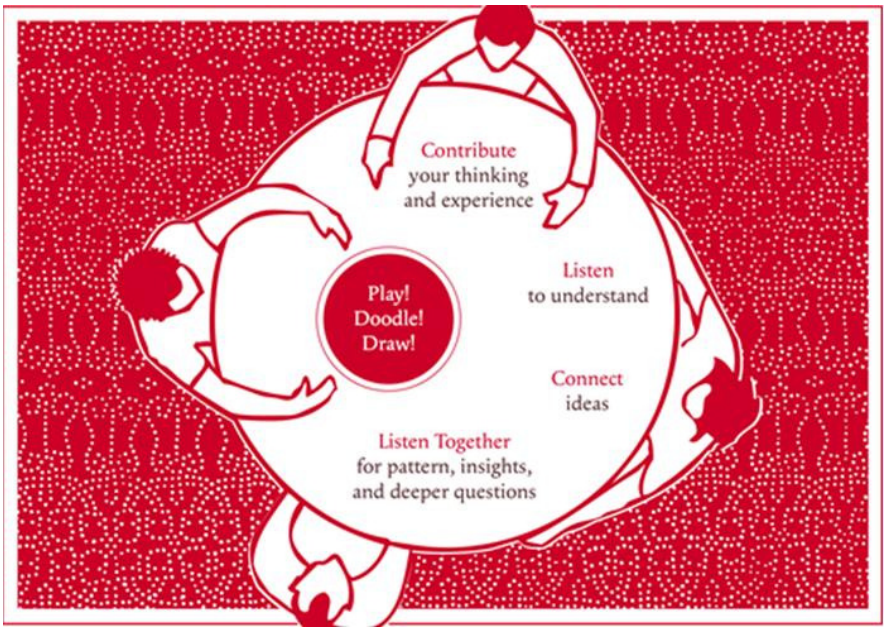
5. Le dialogue ne doit pas être si formel, mais plutôt se produire dans une atmosphère décontractée

Souvent le dialogue se déroule dans un cadre relativement officiel. L'organisation et la répartition de l'espace de la rencontre et du dialogue jouent un rôle déterminant et renforce souvent la distance ressentie par les jeunes, voyant une situation de confrontation. Souvent les politiques se trouvent sur une scène, ce qui renforce la distance ressentie des jeunes et semble officialiser ainsi une séparation en deux groupes (« nous les jeunes » et « vous les politiques »), ne cherchant pas de solutions en commun.

Il faut rapprocher les jeunes et les politiques de façon plus informelle. Une répartition de l'espace favorisant une communication équitable et une nouvelle méthode de conduite de débats peuvent produire des effets positifs. La méthode « World-Café »[125] s'avèrerait être un bon exemple d'un tel instrument sensé.

[124] Cf. Landesmediendienste Bayern: www.mediendienste.info, consulté le 12/05/2009

[125] Graphique sur la méthode „world-cafe“ pris du site internet: http://theworldcafe-europe.net/frontend/index.php?folder_id=37&ses_id=4548a60f8320c4dc8ca9871bf2d7cc70, consulté le 13/05/2009



La méthode fonctionne de la manière suivante : les participants se rencontrent tous dans une salle, et se rassemblent par groupes de quatre autour d'une table. La discussion est lancée par un animateur qui introduit le thème à débattre et soumet une question. Les participants en débattent pendant près de vingt-cinq minutes et écrivent leurs idées en mots-clés et schémas sur des tables recouvertes de toiles en papier. Au bout des vingt-cinq minutes, une nouvelle ronde est lancée, et les participants, sauf une personne, « l'hôte », se déplacent sur la table suivante. « L'hôte » explique ce qui a été précédemment discuté à cette table aux nouveaux arrivants, qui rapportent aussi les thèmes qu'ils ont eux-mêmes précédemment débattus. À la fin, toutes les idées sont rassemblées dans une grande séance plénière et débattus dans le groupe global.[126] Cette forme de discussion peut contribuer à la suppression de la distance entre les jeunes et les politiques, rendant le dialogue plus efficace et personnel.

[126] Spiegel online: „Ablauf eines World-Cafés“: http://www.focus.de/karriere/perspektiven/informationszeitalter/tid-12841/world-cafe-ablauf-eines-world-cafes_aid_354992.html, consulté le 13/05/2009

V. BILAN ET OUVERTURE : LE DS, UN MODELE FAVORISANT LA PARTICIPATION DES JEUNES ET UN MOYEN POUR LUTTER CONTRE LA CRISE DE CONFIANCE EN UE ?

V. Bilan et ouverture : le DS, un moyen favorisant la participation des jeunes et un moyen pour lutter contre la crise de confiance en UE ?

Dans la préface, nous nous demandions comment la formation abstraite de l'Europe pouvait se rapprocher de la jeunesse, l'imprégnant et lui apparaissant plus compréhensible. Suite à la crise de confiance, l'UE instaura une stratégie de communication améliorée envers ses jeunes citoyens : le Dialogue Structuré.

L'intérêt politique de la jeunesse ne doit pas être sous-estimé, bien que ce point ne soit pas confirmé par les statistiques. L'exemple des États-Unis fort bien que les jeunes peuvent être passionnés par la politique si elle est écoutée et prise au sérieux. L'élection de Barack Obama, vainqueur entre autres grâce aux jeunes électeurs qu'il a mobilisés en masse, illustre bien cette logique.

Une mobilisation plus forte des jeunes pourrait aussi devenir une réalité politique en Europe. Aussi en Europe, on a maintenant compris que la jeunesse est un interlocuteur politique important :

> *"I believe that we cannot develop truly youth–targeted policies without listening to young people on all the issues that are important to them. This is why dialogue and consultation have always been the bases of our action, and we intend to reinforce this approach in the future. I am happy to report that the EU attaches an increasing importance to youth and to its role in today's and tomorrow's society."*[127]

Le DS n'est pas encore un modèle optimal pour la participation renforcée des jeunes, mais il peut cependant le devenir à la condition que les adultes écoutent la jeunesse, lui laisse l'espace nécessaire pour exprimer ses demandes et soient considérés comme des interlocuteurs équivalents, pour modeler l'avenir en commun.

La confiance des jeunes citoyens peut être regagnée avec le DS, qui doit toutefois être soumis à plusieurs réformes auparavant.

[127] Ján Figel, Commissionnaire pour l'éducation, la formation, la culture et la jeunesse, dans son disours sur „Youth Policies in Europe and beyond" dans le cadre de la conférence de jeunes „PanDanubia, Vienne 08/02/2008

Les critères suivants sont essentiels à la réussite du dialogue avec la jeunesse :

1. Le DS doit être structuré. Les structures déjà existantes doivent être plus exploitées (surtout au niveau local) pour assurer la durabilité.
2. Développer l'approche ascendante et réduire l'actuelle méthode descendante ! Les thèmes du DS devraient être ouverts et non pas imposés.
3. Les jeunes et les politiques doivent être mieux préparés aux rencontres.
4. Les jeunes défavorisés doivent être mieux intégrés dans le DS.
5. Le dialogue doit être sérieux.
6. Le DS doit avoir plus de portée médiatique pour augmenter sa notoriété.
7. Le dialogue devrait être réalisé plus au niveau local, et doit se voir attribuer plus de reconnaissance et de soutien par les autorités des états et par les institutions dans le domaine de la jeunesse, sur le plan régional et local. Les ministères doivent être plus obligés à s'impliquer au DS.
8. Le DS doit être varié et adapté aux besoins et intérêts régionaux et locaux des jeunes.
9. Plus de rencontres d'experts et de création de réseau devraient avoir lieu sur tous les niveaux, pour l'échange d'expériences et la prise de contacts.
10. Internet devrait être plus utilisé comme instrument interactif d'information.

11. Les manifestations doivent être adaptées à la jeunesse. La nature de l'évènement et le lieu de la manifestation doivent attirer l'attention des jeunes.

12. Plus d'éducation mutuelle ! Il faut impliquer plus de jeunes qui ont déjà vécu des expériences européennes.

13. Le dialogue ne devrait pas être si formel, mais devrait avoir plutôt lieu dans une atmosphère décontractée.

Le premier pas est déjà engagé dans la bonne direction : la volonté et l'entrain pour mener un dialogue avec la jeunesse sont déjà lancés.

Le sociologue Friedrich H. Tenbruck défend la thèse intéressante que la jeunesse constitue le point de concours où la société se préoccupe de sa propre continuité sociale et culturelle[128].

En prenant cette thèse scientifique au sérieux, toutes les questions relatives à la jeunesse devraient être des questions en rapport avec la société globale, tous les façonneurs d'opinions, les décideurs politiques, les médias et la société devraient aspirer à susciter l'intérêt et la compréhension des questions et problèmes relatifs à la jeunesse.

Ce postulat est aussi valable pour l'Union Européenne. Une disparité entre l'image idéale et la réalité politique et sociétale existe toutefois également à chaque niveau national.

Ce phénomène de base est déjà connu du pédagogue Andreas Flitner. D'après sa thèse, « le destin du futur de la société est renfermé dans le potentiel de la jeunesse. Et il n'y a guère d'évidence qui est si peu prise au sérieux par notre opinion publique. »[129]

[128] Cf. Friedrich H. Tenbruck : „Jugend und Gesellschaft“, Freiburg 1962, p.18

[129] Andreas Flitner : „Jugendforschung und Jugendpolitik“ dans : Die Jugend, 6/7, 1964, p. 6

L'UE et les états membres devraient se servir de ces connaissances. Il faut rendre efficace ce potentiel de la jeunesse pour le développement de l'UE.

Le DS est sans doute actuellement un des instruments le plus sensé, pour réaliser cet objectif. D'un point de vue de la construction, il est sensé, mais il n'est cependant pas encore efficace. On ne peut certes pas le lui exiger, car il a été introduit bien trop récemment.

Il serait présomptueux de vouloir déduire une critique globale de manière anticipée des résultats de ce travail. Le plan de construction du DS est adéquat, mais la construction elle-même, pour conserver cette image, n'a pas dépassé le stade des fondations, et est donc bien loin d'être accomplie.

La base empirique pour construire un jugement globale est donc trop étroite. Mais les résultats partiels, limités à l'évaluation de quelques projets des analyses de projets, permettent toutefois d'énoncer des recommandations pour une réalisation plus contraignante ainsi que des commencements de réformes. Ceci constitue les 13 points énoncés précédemment.

L'**objectif** du DS semble correct : surmonter la crise de confiance en l'UE avec plus de possibilités de participation de la jeunesse au processus de formation d'opinions pour les questions du domaine de la jeunesse ; c'est à dire, réduire la distance de l'UE par le dialogue avec la jeunesse, par les principes de la société civile.

Le **principe d'organisation** du DS est également construit de manière réaliste. L'UE n'ayant qu'une fonction de catalyseur et complémentaire à celle des compétences nationales dans la politique de la jeunesse, elle n'exige pas d'objectifs contraignants dans ce domaine. Elle recourt au principe de subsidiarité, basé sur le principe de « priorité pour le niveau inférieur », c'est à dire pour la région ou l'état.

Méthodiquement, l'UE met en avant le discours rationnel, à savoir le « dialogue structuré ». Elle n'a toutefois pas défini exactement l'adjectif « structuré ». Structuré ne devrait pas être compris comme imposition de thèmes, comme dialogue basé sur les objectifs de l'UE.

L'approche ascendante prétendue devrait toutefois être réalisée de façon plus contraignante. Dans ce travail, on propose objectivement que les jeunes puissent choisir les thèmes lors des projets et séminaires du DS en grand partie de manière autonome.

Les projets et séminaires du DS ne méritant pas encore le qualificatif « structuré », car trop ponctuels et peu efficaces, une recherche des moyens favorisant la réalisation politique et sociétale est conseillée pour donner plus de persistance aux résultats.

Ceci dément le préjugé quelques fois formulé par les médias et les jeunes eurosceptiques que le DS n'aurait qu'une fonction d'alibi visant à avoir des relations publiques. Ceci n'est surement pas l'intention de l'UE, mais témoigne des pensées critiques de quelques jeunes.

Il semble nécessaire de focaliser les thèmes des consultations du DS lors des séminaires et des projets sur des objectifs précis établis ensembles par ou avec la jeunesse et une réalisation transparente et réaliste.

Afin de réussir également un dialogue sérieux ou les deux interlocuteurs se situent sur un même piédestal, il est nécessaire que les jeunes participant au DS aient plus de possibilités d'informations sur des questions de base de la politique de l'UE et sur les politiques, et ce avant l'évènement.

Au niveau européen, ce concept est bien développé, mais présente au niveau régional et national encore d'importantes lacunes, tel que le montre la comparaison des projets français et allemand sur le DS.

Comme précédemment détaillé, cette distance du plan local au plan européen pourrait être réduite si des centres de liaison nationaux et régionaux sont utilisés comme amplificateurs.

Des réflexions pour intégrer plus les jeunes défavorisés socialement dans le processus du DS sont également proposées. Internet est ici un moyen approprié.

Il semble sensé de permettre aux jeunes plus de possibilités de cogestion dans la création d'un site Internet relatif au DS.

En conclusion, la carcasse du DS est sans doute une approche réaliste et sensée dans son architecture de base, pour concéder à la jeunesse plus de possibilités de cogestion dans les thèmes relatifs à la jeunesse de dimension européenne, et de regagner la jeunesse pour l'Europe par la voie du DS.

Les chances de plus d'acceptation l'UE par la jeunesse ne sont pas si faibles. Le baromètre européen 2007 le confirme : la majorité des jeunes juge l'UE positivement. Toutefois demeure encore une abstention hautement surproportionnée aux élections européennes, mais aussi une importante réserve et des préjugés vis à vis de l'UE.

Le DS semble être un instrument pour la participation par le dialogue comme instrument adéquat, pas seulement pour augmenter l'acceptation des jeunes pour l'Europe, mais aussi pour réduire les préjugés envers la politique et les hommes politiques de l'UE. L'aspect positif de motivation et d'intention, sous-jacente au DS, est bien plus important que l'aspect de surmonter les

lacunes : cela consiste en effet à s'orienter vers la possibilité de rendre des idées et les visions réelles dans une future Europe commune.

SI on ajuste et corrige les lacunes actuellement visibles, le DS donne la possibilité réelle de concrétiser les idées de la jeunesse sur le futur, et de dépoussiérer l'Europe commune.

Celui qui est sceptique envers l'élan des jeunes devrait méditer sur les mots pensés de l'historien Heinrich von Treitschke : « Une génération où la jeunesse est plus conservatrice que l'âge est amenée à se préoccuper. »

En tout cas, le DS est une chance pour plus d'innovation en Europe.

Sources

Sources Primaires

Ausschuss der Regionen: „Regionale und lokale Kompetenzen in Europa. Allgemeine Bildung und Jugend, Kultur, Gesundheitswesen, Transeuropäische Netze, Regional- und Strukturpolitik.“, Europäische Gemeinschaften 2002

Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend: „Bewertung des Rahmens für die jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa einschließlich der besseren Kenntnis der Jugendlichen“

Commission of the European Communities: Commission Staff working document accompanying to the Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee of the Regions: “EU Youth Report. Youth – Investing and Empowering”, Brüssel, avril 2009

Direction de la jeunesse, de l’éducation populaire et de la vie associative du Ministère de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative : « Rapport national. Futur cadre européen de coopération en matière de jeunesse. France », novembre 2008

JUGEND für Europa (Hrsg.): „JUGEND IN AKTION 2007-2013. Europa erleben“, Bonn 2008

DG Education et Culture: „Au-delà des chiffres. Principaux résultats de l’enquête Eurobaromètre sur les jeunes en 2007“, Office des publications officielles des Communautés Européennes, Luxembourg 2007, p.2

EU-KOM (2005/C292/03)/ EU-Dokument 14471/06. „Entschließung des Rates und der im Rat vereinigten Vertreter der Regierungen der Mitgliedstaaten über Maßnahmen zur Berücksichtigung der Anliegen Jugendlicher in Europa – Umsetzung des Europäischen Pakts für die Jugend und Förderung eines aktiven Bürgersinns“

EU KOM (2006/C297/02)/ EU-Dokument 14471/06: „Entschließung des Rates und der im Rat vereinigten Vertreter der Regierungen der Mitgliedstaaten zur Umsetzung der gemeinsamen Ziele im Bereich Einbeziehung und Information der Jugendlichen im Hinblick auf die Förderung ihres europäischen Bürgersinns“

EU KOM: Mitteilung der Kommission an den Rat zur europäischen Politik im Bereich der Beteiligung und Information von Jugendlichen:

„Folgemaßnahmen zum Weißbuch „Neuer Schwung für die Jugend Europas“: Umsetzung der gemeinsamen Zielsetzungen für die Beteiligung und Information von Jugendlichen im Hinblick auf die Förderung einer aktiven Unionsbürgerschaft von Jugendlichen“, Brüssel 2006

EU KOM: Stellungnahme des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses zu der Mitteilung der Kommission an den Rat, das Europäische Parlament, den Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschuss und den Ausschuss der Regionen für „Förderung der Beteiligung junger Menschen an Bildung, Beschäftigung und Gesellschaft“, Brüssel, 16.Januar 2008

Figel, Ján (Kommissionär für Bildung, Training, Kultur, und Jugend): „Youth Policies in Europe and beyond“, Rede während der „PanDanubia“-Jugendkonferenz, Wien 8.Februar 2008

Sources Secondaires

Burdewick, Ingrid: „Jugend – Politik – Anerkennung. Eine qualitative empirische Studie zur politischen Partizipation 11- bis 18-Jähriger“, Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2003

Deutsche Shell AG (Hrsg.): „Jugend `97: Zukunftsperspektiven, gesellschaftliches Engagement, politische Orientierungen“, Leske + Budrich, Opladen 1997

Flitner, Andreas: „Jugendforschung und Jugendpolitik“ dans: Die Jugend, Bd. 6/7, 1964, p. 6

Forschungsgruppe Jugend und Europa (Hrsg.): „Das junge Europa. Plädoyer für eine wirksame Jugendpartizipation.“, München 2004 (Schriftenreihe der Forschungsreihe Jugend und Europa, Band 8)

Frey, Oliver: „Sozialintegrative Stadtpolitik in Frankreich als Antwort auf städtische Jugendgewalt“, in: Reutlinger, Christian/ Mack, Wolfgang/ Wächter, Franziska/ Lang, Susanne (Hrsg.): „Jugend und Jugendpolitik in benachteiligten Stadtteilen in Europa. Schriften des deutschen Jugendinstituts“, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2007

Hurrelmann, Klaus/ Albert, Mathias: „Jugend 2006. Eine pragmatische Generation unter Druck“, Fischer Taschenbuch Verlag, Frankfurt am Main 2006

Kühr, Judith/ Villechaise-Dupont, Agnès: „Sozialraum und Mobilisierung der Bewohner. Überlegungen zur partizipativen Stadtpolitik in Frankreich“, in: Reutlinger, Christian/ Mack, Wolfang/ Wächter, Franziska/ Lang, Susanne (Hrsg.): „Jugend und Jugendpolitik in benachteiligten Stadtteilen in Europa. Schriften des deutschen Jugendinstituts“, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2007

Tenbruck ,Friedrich H.: „Jugend und Gesellschaft“, Freiburg 1962, S. 18 ff.

Tham, Barbara: „Jugendpolitik“. In: Weidenfeld, Werner/ Wessels, Wolfgang (Hrsg.): „Europa von A bis Z. Taschenbuch der europäischen Integration“, 10. Auflage, Institut für Europäische Politik.

Rédactions et magazines

Feldmann-Wojtachnia, Eva / Tham, Barbara: „Der strukturierte Dialog mit den Jugendlichen in der EU“ in: Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung (Hrsg.): „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München“, München 2008

Gaiser, Wolfgang/ Rijke de, Johann: „Europa im Blick der Jugend. EUROBAROMTER und DJI Jugendsurvey“, in: „DJI Bulletin 79. Jugend in Europa“, Deutsches Jugendinstitut e.V., München

John, Susanne: „“EU-Jugendpolitik. Ein Glossar“ in: „DJI Bulletin 79. Jugend in Europa“, Ausgabe 2/2007, Deutsches Jugendinstitut e.V., München 2007

Koenig-Georgiades, Jutta: „Jugendpartizipation in Europa: Die EU Jugendpolitik und ihr Beitrag für eine aktive Bürgergesellschaft“ in: Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für angewandte Politikforschung (Hrsg.): „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München“, München 2008, S.14

Pohl, Axel/ Walther, Andreas: „Benachteiligte Jugendliche in Europa“ in: Aus Politik und Zeitgeschichte: „Jugend in Europa“, Ausgabe 47/2006, 20.November 2006.

Rappenglück, Stefan: „Jugend in der Europäischen Union“ in: „Aus Politik und Zeitgeschichte. Jugend in Europa“, Ausgabe 47/2006

Siebel, Claudius/Wicke, Hans-Georg: „Strukturierter Dialog: Erfahrungen und Anforderungen“ in: Forschungsgruppe Jugend und Europa am Centrum für

angewandte Politikforschung (Hrsg.): „Der Strukturierte Dialog mit der Jugend – quo vadis? Eine Tagungsdokumentation des Runden Tischs zur Politischen Bildung am 25.-26.02.2008 in München“, München 2008, S. 18-22

Tham, Barbara: „Einstellungen der jungen Bevölkerung zur EU vor und während der deutschen Ratspräsidentschaft 2007“, Forschungsgruppe Jugend und Europa, CAP working paper, August 2007.

Wicke, Hans-Georg: „Die Gestaltung von Lebensbedingungen junger Menschen als gemeinsame Aufgabe von Jugendpolitik in Europa. Bestandsaufnahme und Ausblick der jugendpolitischen Zusammenarbeit in Europa“, internes Dokument der Deutschen Agentur für das EU-Programm JUGEND IN AKTION, Bonn

Wicke, Hans-Georg: „Zukunftsperspektiven für eine Jugendpolitik in Europa“, internes Dokument der Deutschen Agentur für das EU-Programm JUGEND IN AKTION, Bonn

Internet

„Aktive Bürgerschaft junger Menschen“ auf dem „Jugendportal der Europäischen Kommission“:
http://ec.europa.eu/youth-policies/doc26_de.htm,
aufgerufen am 06.02.2009

„Das Image der Politik und der Politiker“ – ein Projekt von Barbara Wackernagel-Jacobs:
http://www.politikerportraits.de/,
zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Deutsches Jugendhilfeportal:
http://www.jugendhilfeportal.de/wai1/showcontent.asp?ThemaID=5054, zuletzt aufgerufen am 14.05.2009

« Europäische Jugendwoche 2008 » auf der offiziellen Hompage der Agentur „JUGEND für Europa“: http://www.jugendfuereuropa.de/4018,
aufgerufen am 24.03.2009

EU-KOM: “The new concept of the European structured dialogue with young people”:
http://ec.europa.eu/youth/pdf/doc776_eng.pdf,
aufgerufen am 13.03.2009

EUROBAROMTER: http://ec.europa.eu/public_opinion/index_en.htm,
aufgerufen am: 17.03.2009

Eurostat-Pressestelle (Hrsg.): „Junge Europäer im Spiegel der Statistik", Pressemitteilung 44/2007, 23.März 2007:
http://www.jugendpolitikineuropa.de/downloads/22-177-476/Statistik%20Jugend%20in%20Europa.pdf,
aufgerufen am 18.04.2009

« Jugendevent « Gleiche Chancen und gesellschaftliche Beteiligung für alle Kinder und Jugendlichen" in Köln", auf der offiziellen Homepage der Fachstelle für Internationale Jugendarbeit der Bundesrepublik Deutschland e.V.:
http://www.ijab.de/wai1/showcontent.asp?ThemaID=1000, aufgerufen am 24.03.2009

„Jugend in anderen Politikbereichen" auf dem „Jugendportal der Europäischen Kommission":
http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc60_de.htm,
aufgerufen am 06.02.2009

„Jugendpolitiken" auf dem „Jugendportal der Europäischen Kommission":
http://ec.europa.eu/youth-policies/doc23_de.htm,
aufgerufen am 06.02.2009

Konzept der Europäischen Kommission zum SD (Dezember 2006):
http://www.jugendpolitikineuropa.de/downloads/22-177-520/concept_action_SD_181206_en.pdf,
aufgerufen am 01.April 2009

Landesmediendienste Bayern:
www.mediendienste.info,
aufgerufen am 12.05.2009

„Soziale und berufliche Eingliederung" auf dem „Jugendportal der Europäischen Kommission":
http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc44_de.htm,
aufgerufen am 06.02.2009

Spiegel online: „Ablauf eines World-Cafés":
http://www.focus.de/karriere/perspektiven/informationszeitalter/tid-12841/world-cafe-ablauf-eines-world-cafes_aid_354992.html,
zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Stellungnahme des Deutschen Bundesjugendrings zum Konzept des SD mit jungen Menschen:
http://www.jugendpolitikineuropa.de/downloads/22-177-539/DBJR-Stellungnahme.pdf,
aufgerufen am 01.04.2009

„Strukturierter Dialog“ auf dem „Jugendportal der Europäischen Kommission“: http://ec.europa.eu/youth/focus165_de.htm,
aufgerufen am 06.02.2009

Süddeutsche Zeitung: „Jeder siebte Schüler ist sehr ausländerfeindlich“
http://www.sueddeutsche.de/politik/370/461990/text/
zuletzt aufgerufen am 09.05.2009

Webportal der Europäischen Kommission zu „Jugend“: Die Entwicklung von Jugendpolitischen Maßnahmen:
http://ec.europa.eu/youth/youth-policies/doc23_de.htm,
aufgerufen am 06.02.2009

Wisser, Ulrike: „Kinder- und Jugendhilfe in Europa“:
http://www.nabuk-europa.de/index.php?id=25,
aufgerufen am 16.3.2009

World-Cafe Europe:
http://theworldcafe-europe.net
aufgerufen am 13.05.2009

Zeichnung von Roger Schmidt: „Jugend damals –heute“: http://www.karikatur-cartoon.de
Aufgerufen am 16.04.2009

Zusammenfassung über das Weißbuch „Neuer Schwung für die Jugend Europas“:
http://europa.eu/scadplus/leg/de/cha/c11055.htm
aufgerufen am 02.11.2008

Sources complémentaires

Bayerische Landeszentrale für politische Bildungsarbeit: „Jugend in Europa“, München 2000

Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend und Europäische Kommission (Generaldirektion Bildung und Kultur): „Bericht der Bundesrepublik Deutschland an die Kommission der Europäischen Union. Partizipation der Jugendlichen 2005“

Conseils de la jeunesse: „Comment favoriser la démocratie participative des jeunes ? » auf : http://www.conseilsdelajeunesse.org/spip.php?article1007
Zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Commission of the European Communities: „Commission Staff Working Document accompanying document to the Communication from the Commission to the Council, the European Parliament, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions. Youth – Investing and Empowering. EU Youth Report", Brüssel 2009

Council of Europe and European Commission: "Youth Partnership. Coyote. Participation", issue 14, März 2009

Council of Europe, Directorate of Youth and Sport: „Have your say! Manual on the Revised European Charter of the Participation of Young People in Local and Regional Life", Council of Europe Publishing, Strasbourg, Februar 2008

Datenbank für Internationale Jugendarbeit: "Bundesrepublik Deutschland" auf: http://www.dija.de/wai1/showcontent.asp?ThemaID=692
Zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Datenbank für Internationale Jugendarbeit: "Frankreich " auf:
http://www.dija.de/wai1/showcontent.asp?ThemaID=770
Zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Europäische Zeitschrift für Kinder- und Jugendpolitik: „Forum 21", auf: http://www.coe.int/t/dg4/youth/Resources/Forum_21/forum_en.asp
Zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

European Commission, Directorate-General for Education and Culture: "The new concept of the European Structured Dialogue with young people", Brussels, April 2008

European Commission, Directorate-General for Research: "European Research on Youth", Office for Official Publications of the European Communities, Belgien 2009

European Youth Forum: "Shadow Report on the Evaluation of the current Framework of European Cooperation in the Youth Field", Brussels 2009

Feldmann-Wojtachnia, Eva: "Identität und Partizipation. Bedingungen für die politische Jugendbildung im Europa der Bürgerinnen und Bürger", auf: http://www.cap-lmu.de/publikationen/2007/cap-analyse-2007-08.php
Zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Gaiser, Wolfgang/ Rijke, Johann: „Gesellschaftliche Beteiligung der Jugend. Handlungsfelder, Entwicklungstendenzen, Hintergründe" auf:

http://www.bpb.de/publikationen/OIWNKP,2,0,Gesellschaftliche_Beteiligung_der_Jugend.html, zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

GPJE, Gesellschaft für Politikdidaktik und politische Jugend- und Erwachsenenbildung (Hrsg.): „Wirkungsforschung zur politischen Bildung im europäischen Vergleich“, Band 6, Wochenschau Verlag, Schwalbach/Ts. 2007

Hurrelmann, Klaus: „Warum die junge Generation politisch stärker partizipieren muss“ auf:
http://www.bpb.de/publikationen/11RZ2T,4,0,Warum_die_junge_Generation_politisch_st%E4rker_partizipieren_muss.html, zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Institut national de la jeunesse et de l’éducation populaire (Hrsg.) : Becquet, Valérie: « Jeunesse, éducation, territoires. La participation des jeunes à la vie publique locale en Europe », numéro 2

Internationaler Jugendaustausch- und Besucherdienst der Bundesrepublik Deutschland (Hrsg.) : « Forum Jugendarbeit International 2001. Europäische Jugendpolitik », Votum Verlag, Münster 2000

Youth Forum Jeunesse: “Opinion Jeunesse. Vers un nouvel Agenda Jeunesse pour l’UE », numéro 2 2008, Brüssel 2008

Youth Partnership (Council of Europe and European Commission) : « Country sheet on youth policy in France», auf:
http://youth-partnership.coe.int/export/sites/default/youth-partnership/documents/Questionnaires/Country/2007/France.pdf
zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Youth Partnership (Council of Europe and European Commission) : « Country sheet on youth policy in Germany », auf:
http://www.youth-partnership.net/export/sites/default/youth-partnership/documents/Questionnaires/Country/2007/Germany.pdf
zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Kommission der Europäischen Gemeinschaften : Mitteilung an das Europäische Parlament, den Rat, den Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschuss und den Ausschuss der Regionen. Förderung der umfassenden Beteiligung junger Menschen an Bildung, Beschäftigung und Gesellschaft, Brüssel 2007

Kommission der Europäischen Gemeinschaften: „Mitteilung der Kommission an den Rat. Zur europäischen Politik im Bereich der Beteiligung und Information von Jugendlichen. Folgemaßnahmen zum Weißbuch „Neuer Schwung für die Jugend Europas“: Umsetzung der gemeinsamen Zielsetzungen für die Beteiligung und Information von Jugendlichen im

Hinblick auf die Förderung einer aktiven Unionsbürgerschaft von Jugendlichen“, Brüssel 2006

Kommission der Europäischen Gemeinschaften: „Weißbuch der Europäischen Kommission. Neuer Schwung für die Jugend Europas“, Brüssel 2001

Oberti, Annie / Richez Jean-Claude : « AGORA. Débats/Jeunesse. Politiques publiques de jeunesse en Europe », numéro 42, l’Harmattan, 4.Trimester 2006

Otten, Hendrik/ Lauritzen, Peter (Hrsg.) : „Jugendarbeit und Jugendpolitik in Europa“, Band 6, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden 2004

Ottersbach, Markus : «Kinder- und Jugendforen als Beispiel neuer Formen der politischen Öffentlichkeit », auf :
http://www.bpb.de/publikationen/FXI8CL,2,0,Kinder_und_Jugendforen_als_Beispiel_neuer_Formen_der_politischen_%D6ffentlichkeit.html
Zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Ottersbach, Markus: « Sozialräumlichkeit und neue Formen der politischen Partizipation für Jugendliche » in : Reutlinger, Christian/ Mack, Wolfgang/ Wächter, Franziska/ Lang, Susanne (Hrsg.) : „Jugend und Jugendpolitik in benachteiligten Stadtteilen in Europa“, Deutsches Jugendinstitut, VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden, Mai 2007

Reinhardt, Sibylle/ Tillmann, Frank: „Politische Orientierungen Jugendlicher“,
http://www.bpb.de/publikationen/ZDBDQ8,0,Politische_Orientierungen_Jugendlicher.html
zuletzt aufgerufen am 13.05.2009

Abréviations

- **AFPEJA** : Agence Française Programme Européen Jeunesse en Action
- **BMFSFJ** : Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (Ministère de la famille, du troisième âge, des femmes et de la jeunesse)
- **CAP** : Centrum für Angewandte Politikforschung (Centre de Recherche Politique Appliquée)
- **DBJR :** Deutscher Bundesjugendring (Conseil de jeunes en Allemagne)
- **DS** : Dialogue Structuré
- **INJEP** : Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
- **JfE** : Jugend für Europa (Agence nationale allemande responsable de la réalisation du programme européen JEUNESSE EN ACTION)
- **MOC** : Méthode Ouverte de Coordination
- **PEJ** : Politique Européenne de la Jeunesse
- **UE** : Union Européenne

Annexes

Annexe 1 : Interview d'un membre de la Commission Européenne responsable de la politique de la jeunesse

Brussels (Madou Tower), 22 Avril 2009

The European Council has been interested in youth politics since several years. Why is the Commission so interested in youth politics just since the Whitepaper? How can this be explained that there is such a will today to create European Youth Politics?

You have to look at the legal competences: You know, the legal competences of the Commission, of the EU is laid down in the Treaties. And the legal competences for youth are very modest here. For that reason, we have to cooperate on the – what is known as the - open method of cooperation with the member states and try via them to urge them, to invite them, to coordinate youth policies in a way which creates several structures in all the member states. But at the end of the day the big competence lies in the member states, not so much in us.

And why is youth such an important topic in your eyes?

Youth is the future of Europe; it's the present in the future. At the moment we have a crisis; youth is a very vulnerable group, more vulnerable almost than any other parts of society. If young people do find work, they probably find it with a low pay, with very little security, quite often with very poor conditions. It is a very vulnerable group. So, also given the successes we had with the first cooperation framework which will have come to an end, towards the end of this year, there is obviously a will in the member states to continue with this. And in the present crisis, I mean, youth accords very much to the member states, sure.

Madame Georgiades, who worked for the Commission in the section of Youth Politics said once that she is not so happy about the term "SD" because sometimes, it gives the impression that the politicians should speak directly to all young people, but there are just 12 people working in the Commission for Youth Politics and they cannot speak to each single youth. Are you afraid in the Commission about this concept? Do you think it could become too much work for you to keep a dialogue with the youth and that it could become a bigger project than you expected it to be and that youth can make huge demands, which you cannot satisfy and that this turns out to frustration?

First of all, Jutta is a very good friend of mine, she is now two floors higher than we are, but she is a "structured-dialog-person" and I am taking over that part of her previous task, if you like. I think we have to realize that, ok, is the word good "structured dialog"? It's a concept, it doesn't only apply in the field of youth; there are structured dialogs in many other policy areas, we just started one within the remade of future education and culture in culture. So, it is a concept that is understood.

Are they the best one could have chosen? Who knows? I mean at the end of the day, this is designed by politicians; I think it at least gives the idea of a structure and the structure basically means the timetable and a theme here.
But don't forget that there are two levels of the SD: the ones that are the debates that are conducted in the member states, in all the 27 countries, and which is not so much the business of the Commission, that is national procedures if you like. And the SD, is perhaps more topical in some countries that it is in others. In some countries, it is something that is done normally, that may not be the case everywhere. That of course is something that we hope we can develop in due course. But as far as the Commission is concerned, our involvement is really at the European level; obviously coordinating, what are the three main elements of the SD and at European level either two Youth Events which are organised by each of the presidencies of the years. And the next one will be the first week of June in the Czech Republic; there will be one after the summer break in Sweden. Then after that there will be a Spanish one.
And the other element, if you like, at the European level is the Youth Weeks, which is very much part of the SD, and I don't know if you had any chance either to participate or to witness what was going on, but of course there were extensive debates in more than 20 countries as part of this theme or the cycle on the future challenges, which of course was a good cycle if you like, because it's an interesting topic, everybody is interested – especially young people of course – in the future of youth and the feedback I must say was very good.
And apart from the debates that took place in all the countries during and also before the youth week – we had a big online consultation of young people; I can give you some details on that if you wish; which of course may not from the purely structural aspect be SD as such, but it is DIRECT consultation with young people and youth organisations. And again, that was very successful, we have more than 5000 replies, which is a lot, due to that kind of thing and it's not 5000 individuals, it's also organisations, people working with youths, etc.

To ask in a provoking way: Is the SD not just a way to promote the European Union? Does the youth really have rights to make politics or isn't it just a way to give young people the feeling that they could influence European politics in order to improve the image of the EU in the society?
Mmm, no I don't think so, I mean, at the European level, we want to develop policies FOR youth and WITH youth. And involving youth in the debates and in the whole built-up to develop a new policy is I think very, very important. I mean, you must HEAR what young people want, what their aspirations are, you must LEARN about the situations as such a.
And for that reason, we are urging that nationally at the member states level, these consultations should become structured and take place all the time. In some countries they do, but again, as I said before, it is a new concept; it's only been with us for two years, as you will know, and it's developing. In some countries, it was NOT developed before. So, I think it is very much the way ahead, I come from a Scandinavian country where it is a tradition that you always consult with people, not just young people, whatever the issue you involve those who are concerned in the process. And that's what we want to do, because really, I don't think that you can develop a youth policy without interest to young people. And as far as the SD – of course you will know the European Youth Forum, where you have been yesterday – they are the umbrella-organisation for all youth organisations and we talk with them –

I wouldn't say constantly – but very, very regularly, formally and informally as well. And they of course, also the people or the organisations rather who represents all the young people in these informal meetings, which are organised on the franchise of the Youth Councils Minister meeting as you probably know as well.

What do you think are the leading countries where the concept of the SD works very well?

I don't think one should… I don't want to pin-point certain countries more than others. If you look at the French feedback from the Youth Week debates, it was very detailed. In Germany, there was an extensive around of events during the week and I can understand that you managed to participate in some of them. In certain other parts of the world, in my own, in Denmark it's an developed concept, that you talk with those involved – in this case: young people – but in other areas with other people. In other countries, I don't think that you can say that there is no contact, but it may be structured in a different way. What we quite like and have been promoting is this idea that it should be first local, then regional, then national centralised; that you have this step-level, if you like approach to it. That may not be the way it works in all countries, also because the countries have different structures: in Germany you have a federal republic, in others you have a lot of national autonomy in regions-take Spain: wherever, SD is not that well developed in the field of youth, but I see, not because of any lack of wish or interest in talking with young people, but at the national level, because of the autonomy of many of the regions in Spain. It is something that is organised more at that level. We will of course continue to promote it also in the new proposal and see how it will be best developed. I don't want to single out certain countries rather than others, because it's a very new concept and I think one has to take into account also, that it won't happen over night, because of the different structures that are in the member states, as well. But I think the beginning has been good.

Do you think that the SD is a good concept to strengthen young peoples' participation so that they become active citizens?

I think it is. And that is certainly also what we want to achieve, that you ask people relevant questions. I think, as I said before, the cycle in 2008, the cycle now: "the future challenges" is so topical, coupled now with the crisis when it was launched which was back in ...puuhh.. March last year, we didn't really have this crisis. I mean, young people always face problems, but we didn't have this strong financial economic crisis. Ehh, now, has developed into something rather urgent and hitting young people badly. So, I think it is perhaps an opportunity also for raising awareness for some people who may not be the – if you like – the "professionals of the Youth Councils" or those who were always involved in the youth debates and say: "Hey, this is something for us". We must take a stand that this is world and voice our opinions in the way that we can. And here is a dialog, which we can become part of it if we wish to.

So, you want to integrate also, or especially not organised and disadvantaged people?

This is very much the aim, but it's not so easy. Eeehh, for reasons everybody has to understand. It is not just in the field of youth, in the field of society in general: it's very easy to contact those who stand for something you know, but much more difficult if you don't know them. Eeeeh, but what we've done there at the European level is to cooperate closer with the Youth Forum. And they normally select people for the Youth Events, ehh, and encourage them to take on board also non-organised youth, if you like. During the Youth Week, the events or the activities which we organised here in Brussels were five days we asked Youth Councils – which was something new – to nominate half of the delegates and the other half of the delegates were representatives of the Youth Action Program where of course the disadvantaged – or whatever the right word is – are very much the priority. And some of the national representatives that came as program-representatives were certainly from – if you like - these unprivileged parts.

I think it is also very important to integrate NOT organised people, because organised people don't represent all youth. Also not-organised people can be very active and have an interest to have a political voice.

I couldn't agree more. I mean, they are less used to going to these kinds of conferences, for reasons one understands. And at the European level, the two presidency events and the Youth Week, there is also another relevant which I don't think should be put complete side-off, which are languages. We conduct those in English and it is impossible to have translations in 20 or 23 languages. And of course people who come from a more disadvantaged background are perhaps less likely to have a good command of English or in certain cases another language. But on the national level, of course, that problem doesn't exist. So, we should not forget that the SD is... ok, we have a European level, which we coordinate here with the Youth Forum, but of course, it is very much at the national level, that it should also develop and there, they don't have these linguistic problems.

But as you said: it is very important to break the SD down to the local level, but I think what is important there, is to give more good practice and to give more transparency of what is happening in order to exchange good practice. Do you agree?

Peer-learning is very much key in youth matter. That is something what we obviously want very much strengthen in the future, because there is no doubt that some countries are much more developed in youth terms than others, because of traditions – no doubt about that. And if, for instance, the country which has a very well developed system of Youth Councils, like in my own country, they can perhaps teach countries – some of them may be new member states where that tradition didn't exist before. And peer-learning and best-practice-exchanges is key.

Concerning the SD: to what problems and impediments are you confronted to?

Well, I think the …eehh… you touched upon one, which is a crucial one: that of how you can involve those that are not organised. I mean, you will know from your studies and probably also from your own experience that the national Youth Councils are extremely well organised and structured at the centre and they are people who are forever participating in discussions and debates –they are very good at it, no doubt about that. But involving those who are not part of those structures, perhaps at the moment in particular, because of this financial crisis, which really is hitting a lot of – unfortunately- young people – is a big challenge. It is something that – that we hope

the member states will really look seriously at and try to see – in cooperation with Youth Councils – how there can be a bigger spread. Ähh, at the European level, certainly also and the Youth Forum is very much on board with that. That they should also try at the European level to involve those who are perhaps not part or member of the organisations... I don't think that they have a problem with that; they don't. But of course, they represent organisations and one has to respect that as well.

During the following days, the European Commission will publish a new proposal about "Youth Politics". You already told me, that you are not allowed to talk about the content yet, but maybe you can tell me your own opinion and your speculations about the following question: What importance will the SD have in the future and will you strengthen the dialogue with young people?

Oh, we certainly hope so. I mean, don't forget that what the Commission will adopt on Monday and you can access it at 12 o'clock electronically. That is a communication; it is a communication from the Commission to the Council, to the other institutions also. It is a proposal. Eh, at the end of the day, it will be for the Council to adopt it, it is envisaged that there will be a Council resolution under the Swedish presidency in November and we have to wait and see. From now on, once we launch the new communication on Monday, the second phase of the present cycle of the SD begins. You will know the first phase we asked for all these debates at national level into the Youth Week – we had the online-consultations such a. That was to get a feedback – and it was a very extensive feedback - before the Commission started writing and drafting the proposal. Then starts the phase number two of the present cycle, where all the youth organisations, everybody interested, will have the possibility to comment on the proposal before it is adopted – hopefully in November. The two presidency events – particularly the Czech one – will be the first one to have a structured look, if you like, at what is being proposed. But certainly, I mean, the SD is a good concept, because it is a democratic concept and it is something that we certainly hope will be able to develop a lot in the future. But at the national level in particular, because we want always be careful not to have too many of these European youth events. Some people say that three a year – and it is not every year, because the youth week is every 18 weeks – but three a year is a lot. Eeehh… it needs to be well organised and structured at the national level; there really needs to be some interesting developments and hopefully the new communication can contribute to that, can inspire the national governments to go in that direction…. Eeh, I mean, I'm not saying that there are some who are not already in that direction, but that hopefully will give a new push in the coming year.

Annexe 2 : Interview de Lissy Gröner (Parlementaire active dans le domaine de la jeunesse)

Lissy Gröner, Sie sind seit 1989 Mitglied des Europäischen Parlaments. Können Sie uns kurz einen Abriss der wichtigsten Entwicklungen in den Bereichen Jugend, Kultur und Bildung geben?

Jugendpolitik ist endlich in Europa angekommen. Mit der Übertragung des Bereichs Jugend in den Kompetenzbereich der Europäischen Union im Maastrichter Vertrages 1992. Jedoch erst 2005 gelang es mit dem Weißbuch "Neuer Schwung für die Jugend Europas" und dem "Europäischen Pakt für die Jugend" Kommission und Rat auf Ziele festzulegen, die die berufliche und soziale Eingliederung der europäischen Jugend als Schwerpunkt festlegen. Weitere Ziele sind die Mobilität zu verbessern und zu einer stärkeren Partizipation beizutragen. In meiner fast 20-jährigen Zeit als SPD-Europaabgeordnete im Europäischen Parlament war die Weiterentwicklung des Jugendprogramms mit vielen Erneuerungen wie dem Europäischen Freiwilligendienst und politischen Seminaren und die Öffnung des Programms auf wirklich alle Jugendliche bedeutsam. Allein durch den Europäischen Freiwilligendienst haben seit 1996 mehr als 45.000 junge Menschen in Europa die Möglichkeit bekommen, einander besser kennenzulernen und gemeinsam an der Idee eines geeinten Europas zu arbeiten. Als Berichterstatterin des Europäischen Parlaments gelang es mir, die Europäische Jugendwoche als dauerhafte und regelmäßig stattfindende Struktur zu verankern. In der nächsten europäischen Jugendwoche werden rund 5000 Veranstaltungen dazu geplant - darüber freue ich mich sehr.

Inwiefern haben Sie zu der Entwicklung eines Strukturierten Dialogs mit der Jugend beigetragen?
Jungen Menschen Mitsprache und Mitwirkungsmöglichkeiten einzuräumen - das war und ist ein großes Ziel von mir. Im strukturierten Dialog besteht mittlerweile eine konstante Gesprächsbasis zwischen Politik und Jugend. Auf diese Entwicklung bin ich stolz, zugleich aber auch dankbar für die große Unterstützung aller Jugendverbände Europas, besonders im Europäischen Jugendforum. Ohne ihre starke und konstante Arbeit wären wir an dieser Stelle nie soweit gekommen.

In der Politik muss man sich oftmals auf Kompromisse einigen. Wie beurteilen Sie Ihre getane Arbeit?
Das müssen andere beurteilen. Es ist immer schwierig über die eigene Arbeit zu urteilen. Sie haben aber Recht, Politik funktioniert nur durch Kompromisse. Das ist ja auch das Spannende. Wie finden wir einen gemeinsamen Weg, der gemeinsam für alle Länder, alle politischen Gruppen der Beste ist? In der europäischen Jugendpolitik gab es anfangs große Widerstände aus den Mitgliedsstaaten, weil das Denken vorherrschte, dass Jugendpolitik vor Ort stattfinden soll. Durch zähe Arbeit ist es gelungen die Kritiker zu überzeugen, dass ein europaweites Programm für junge Menschen einen wichtigen Beitrag für eine starke, demokratische und friedliche Europäische Union leistet. An anderer Stelle hätte ich mir noch etwas mehr Mut vom Rat gewünscht, z.B. dass der "Europäischen Pakt für die Jugend" nicht nur Deklaration ist, sondern mehr Substanz bekommt. Wir haben mit "Jugend in Aktion" ein sehr gutes Programm, was von den jungen Menschen begeistert angenommen wird.

Man wirft der Jugend immer wieder „Politikverdrossenheit“, also auch Desinteresse an europäischer Politik vor. Europa erscheint für viele zu abstrakt, zu weit weg. Ist Europa inzwischen bei den Menschen angekommen?
Europa kommt an. Gerade junge Menschen entdecken Europa und seine Möglichkeiten für sich. Die Anzahl der TeilnehmerInnen an den unterschiedlichen

Programmen der Europäischen Union steigt kontinuierlich an. Ob Europa inhaltlich ankommt ist eine andere Frage. Doch auch hier denke ich, haben wir in den letzten Jahren Erfolge erzielen können. Immer mehr Menschen setzen sich mit den recht komplizierten Entscheidungsstrukturen der EU auseinander. Europäische Politik leidet wie die nationale oder regionale Politik an der Abkehr von vielen Leuten ins Private. Dass sich das ändern kann, zeigt das ermutigende Mobilisierungspotential in den USA um Präsident Obama.

Auf der anderen Seite kann man den Spieß auch umdrehen und statt der Jugend „Politikverdrossenheit" vorzuwerfen, den Politikern eine Art „Jugendverdrossenheit" vorhalten. Wie stehen Sie persönlich dazu: Suchen Sie regelmäßig den Kontakt zu Jugendlichen? Wie kommen junge Menschen an die Europaparlamentarier/innen ran?

Das war bei mir nie ein Problem. Ich habe auf vielfältige Weise Kontakt mit jungen Menschen gehalten. Bei den vielen Jugendkonferenzen, durch das aktive Mitwirken bei Legislativanträgen, der Jugendwoche und regelmäßigen Gesprächen, habe ich unmittelbar die jungen Europäerinnen und Europäer in meine Arbeit einbezogen. Das Mitwirken von Jugendlichen in Entscheidungsfindungsprozessen ist für mich ein wesentlicher Bestandteil der Demokratie. Letztlich haben mich meine beiden Kinder konfrontiert mit Schul-, Ausbildungs- und Freizeitproblemen.

Wie steht es um Ihre Kollegen im Europäischen Parlament: Suchen alle EU-Parlamentarier ebenso den Kontakt zur Jugend und räumen ihr einen wichtigen Platz in der Politik ein?

Da müssen sie am besten meine KollegInnen fragen. Mit der erfolgreichen schriftlichen Erklärung sehe ich die Forderung nach mehr Teilhabe von jungen Menschen gestärkt. Eine demokratische Europäische Union muss jungen Menschen die Gelegenheit einräumen, bei der Gestaltung ihrer Zukunft in der Europäischen Union mitzuwirken und aktiv ihre Wünsche und Vorstellungen über eine jugendgerechte, soziale und chancengerechte Europäische Union einzubringen. Wir Sozialdemokratinnen und Sozialdemokraten im Europäischen Parlament fördern und unterstützen die Beteiligung junger Europäerinnen und Europäer. Europa gelingt nur gemeinsam. Jugendliche müssen an seiner Entwicklung aktiv beteiligt sein.

Was möchten Sie Ihrem Nachfolger im Parlament mit auf den Weg geben?

Vor allem Mut, politisch etwas zu wagen und die Kraft und Zähigkeit auch bei Gegenwind zu kämpfen.

Vielen Dank für das Gespräch!
Das Interview führte Caroline Roth

Annexe 3 : Interview d'Anne Jardin (Membre de « l'Office franco-allemand pour la Jeunesse »)

Frau Jardin, Sie sind Mitarbeiterin des DFJW und haben von daher viel mit deutschen und französischen Jugendlichen zu tun. Wie steht es um das derzeitige Engagement junger Menschen in Frankreich und Deutschland?

Als Mitarbeiterin vom DFJW habe ich sehr selten direkten Kontakt mit Jugendlichen. Wir sind eine Förderinstitution, die nach dem Subsidiaritätsprinzip arbeitet. Das heißt, meine Ansprechpartner sind vor allem Jugendorganisation, Lehrer, Freizeitbetreuer usw., einfach Menschen, die mit Jugendlichen arbeiten und Austausch organisieren.

Zum derzeitigen Engagement junger Menschen in F und D kann ich nicht viel genaue Information liefern. Ich bin keine Soziologin und diese Thematik ist auch nicht im Kern meiner Tätigkeit. Es gibt bestimmt sowohl in F als auch in D engagierte junge Menschen, sowie viele, die nicht engagiert sind. Wie ist die Entwicklung? Dass weiß ich nicht genau. Es kommt auch darauf an, was man mit „Engagement" meint. Ist ehrenamtliche Tätigkeit im Sportverein Engagement? oder wird damit lediglich politische orientierte Aktivismus gemeint? Französische junge Menschen sind oft engagiert in Schüler und Studenten Streiks, und drücken dadurch ihre Meinung zu anstehenden Reformen im Bildungswesen. Diese Streiks und Protestaktion sind in Frankreich ein Merkmal des Schülerlebens. Sie scheinen mir in Deutschland viel weniger verbreitet. Ich kenne dafür einige Projekte deutscher junger Leute, die ich schön finde (wie „Schüler helfen Leben" z. B), könnte aber nicht einschätzen ob es sich um Einzelfälle handelt oder ob sie einen repräsentativen Wert haben.

Was sind – ganz allgemein gesagt – wesentliche Unterschiede von jungen Deutschen und Franzosen; wie stehen sie zu Politik im Allgemeinen und zu Europa?

Ich habe das schon geschrieben: franz. Jugendliche sind bestimmt aktiver in diesen Schülerstreiks.

Ob sie mehr oder weniger wählen als deutsche Jugendliche? das weiß ich nicht.

Es gibt in Deutschland bestimmt mehr rechtsextremistische Einstellung bei der Jugend als in Frankreich. Vor einigen Wochen, gab es noch eine Studie, die Angaben brachte über die Zahl der deutschen Jugendliche die ihre Nähe zu rechtsextremistische Ideen ausdrücken.

Neonazi-Gruppen gibt es in Frankreich kaum. Die Wähler der rechtsextremistischen Partei sind eher ältere Leute.

Einstellung zu Europa? -Dazu habe ich auch keine erprobten Angaben. Deutsche Jugendliche gehen oft mehr ins Ausland nach dem Abitur. Was aber nicht heißen soll, dass sie eine positivere Einstellung zu Europa haben, es ist einfach in Deutschland als Bildungserfahrung besser anerkannt. Außerdem sind Länder wie USA oder Australien dafür immer beliebter.

Ich habe in Jugendgruppen, die ich vor einigen Jahren betreut habe, negative und positive Einstellungen zu Europa, sowohl bei den französischen sowie bei den deutschen Jugendlichen festgestellt. Entscheidender als die Nationalität waren meistens Beruf sowie politische Einstellung in der Familie.

Wie ist Deutschland und Frankreich gesellschaftspolitisch (vor allem im Bereich „Jugend", z.B. Jugendorganisationen und politische Bildungseinrichtungen) strukturiert; gibt es wesentliche Unterschiede?

Der Begriff der politischen Bildung existiert in Frankreich nicht. Dafür spricht man von „Education populaire“ was nicht ganz das gleiche ist, da es sowohl kulturelle, künstlerische Themen anbelangt als politische.
Es gibt also in Frankreich weniger Organisation, die politische Bildung betreiben, und wenn dann ist es mit einer anderen Einstellung als in Deutschland. Stiftungen wie Konrad Adenauer Stiftung, oder Friedrich Ebert Stiftung, die in Deutschland eine wichtige Rolle in der politischen Bildung spielen, existieren in Frankreich nicht.
In Deutschland haben viele Organisationen, eine Jugendorganisation, z. B die Gewerkschaften, oder die Feuerwehr (es gibt in vielen Dörfern die Feuerwehrjugend, die oft eine Möglichkeit des Engagements auf der lokalen Ebene ist). So etwas ist in Frankreich nicht so verbreitet. Nur die politischen Parteien haben eine Jugendgruppen (zB les jeunesses socialistes) aber die Gewerkschaften nicht.
Allgemein wird festgestellt, dass die Jugend heute weniger organisiert ist und sich nicht in die traditionelle Organisation eingliedert, was nicht aber heißt, dass sie weniger engagiert ist. Die Formen ändern sich. Vielleicht ist dieser Trend in F stärker als in D, aber ich habe dazu keine genaue Angabe, es ist eher eine Vermutung von mir.
Es ist manchmal schwierig, die entsprechende Organisation im Nachbarland zu finden, da die Strukturen anders sind. Ein gemeinsames Projekt kann manchmal besser zwischen Organisationen entstehen, die nicht das gleiche Profil haben, als zwischen Organisationen, die verwandt scheinen aber doch anders strukturiert sind.

Was würden Sie einem Mitarbeiter einer politischen Bildungseinrichtung bzw. eines Jugendverbandes raten, der mit deutschen und französischen Jugendlichen zu dem Thema „Europa“ arbeitet; gibt es wesentliche kulturelle Unterschiede auf die man bei der Jugendarbeit achten und sich darauf entsprechend einstellen sollte ? Wenn ja, können Sie diese Unterschiede näher erläutern?
Ja es gibt Unterschiede, auch in der Art wie man in einer Gruppe arbeitet, das Wort ergreift usw. Französische Jugendliche sind meistens nicht so sehr an Gruppenarbeit gewohnt wie deutsche Jugendliche, der Unterricht ist oft in Frankreich frontaler und nicht so partizipativ wie in Deutschland, davon sind sie geprägt und sie reagieren also anders in Gruppensituation. Was aber nicht heißt,, dass sie keine Meinung haben, oder diese nicht ausdrücken können.
Manche Themen werden auch anders betrachtet. Was aber kein Problem ist für eine gemeinsame Arbeit, umgekehrt, gerade da besteht das Interesse.
Es wäre zu lang mehr in die Details zu gehen. Ich will auch vermeiden, zu pauschale Ideen zu verbreiten. Dafür machen wir ganze Seminare, die Jugendleiter vorbereiten sollen Begegnungen anzuleiten.

Vielen Dank!

Das Interview führte Caroline Roth

Annexe 4 : Interview de Claudius Siebel (Membre de l'agence nationale pour la réalisation du programme européen JEUNESSE EN ACTION)

Herr Siebel, Sie sind bei der Nationalagentur „Jugend für Europa", die das EU-Programm umsetzt, für den strukturierten Dialog (SD) zuständig. Wie würden Sie einem Jugendlichen in einem Satz den SD erklären?
Der SD ist der Versuch der Europäischen Kommission, einen regelmäßigen und kontinuierlichen Dialog zwischen Entscheidungsträgern/Politikern und jungen Menschen zu etablieren, um Politikverdrossenheit (konkret: EU-Skepsis) vorzubeugen.

Wie schätzen Sie die Lage des SD in Deutschland ein; gibt es viele freie Träger, die Projekte zum SD einreichen?
Der SD und das konkrete Förderinstrument (Aktion 5.1 des EU-Programms JUGEND IN AKTION) ist in Deutschland bei einigen Trägern auf Interesse gestoßen und es hat folglich in den letzten beiden Jahren genügend Projektanträge gegeben. Insgesamt aber ist die Kenntnis über den SD und auch über die Fördermöglichkeit eher gering und längst nicht flächendeckend verbreitet.

Wenn Sie den Erfolg der Umsetzung des SD in Deutschland mit der Umsetzung in anderen Ländern vergleichen, wie steht Deutschland insgesamt da?
Es gibt immer noch zu wenige Erkenntnisse (auch zu wenige Beispiele) über die Umsetzung des SD in anderen Ländern. Mein Eindruck ist aber, dass die Umsetzung in Deutschland (was etwa die konkreten Antragszahlen betrifft) vergleichsweise positiv verläuft. Die Nachrichten aus anderen Ländern gehen eher dahin, dass es nur punktuelle Projekte gibt oder es überhaupt nicht klar ist, wie der SD umgesetzt werden kann.

Können Sie einen Vergleich zur Umsetzung des SD in Deutschland und Frankreich aufstellen und gibt es evtl. sogar eine deutsch-französische Zusammenarbeit hinsichtlich des SD?
Ein Vergleich mit Frankreich ist derzeit kaum möglich und eine Zusammenarbeit existiert gar nicht. Mein letzter Wissensstand ist auch hier, dass es in Frankreich noch große Probleme bei der Umsetzung des SD und auch der Förderaktion 5.1 gibt.

Der SD befindet sich ja noch in „Kinderschuhen". Mit welchen Problemen und Hindernissen sind Sie momentan konfrontiert?
Eines der größten Probleme ist sicher die geringe Kenntnis über den SD gerade bei denn offiziellen Stellen (Politik und Verwaltung). Damit u.a. verbunden ist eine bisher zu geringe Akzeptanz und Unterstützung des Konzeptes SD durch die offiziellen Stellen. Auf diese Weise kann aber kein richtiger Dialog zustande kommen, weil es keine zwei gleichberechtigten und motivierten Dialogpartner gibt. Aber auch was die Jugendlichen betrifft, kann ich nicht sagen, dass die dem Konzept des SD mit Jubelstürmen begegnen. Auch hier ist die Kenntnis noch zu gering verbreitet oder aber es herrscht Skepsis hinsichtlich der Sinnhaftigkeit und

Wirksamkeit eines solchen Dialoges. Es gilt also, den SD durch konkrete positive Projekte mit Leben zu füllen und damit Modelle und Anschauungsmaterial zu liefern, die mehr und mehr Politiker wie Jugendliche davon überzeugen können.

Was müsste am Konzept des SD noch verbessert werden?
Das bisherige Konzept des SD der EU-Kommission betrifft ja vor allem die offizielle europäische Ebene und sieht da einige Eckpunkte und mögliche Maßnahmen vor (etwa Europäische Jugendkonferenzen, Europäische Jugendwoche und Informelle Foren). Es beantwortet aber noch nicht die Frage, wie der SD in den einzelnen Mitgliedsstaaten umgesetzt werden kann. Das kann und sollte es auch nicht, weil hier die Mitgliedsstaaten mit ihren höchst unterschiedlichen Gegebenheiten selber Wege zur Umsetzung finden müssen. Insofern gibt es an dem Konzept wenig auszusetzen, sondern entscheidend ist, wie es umgesetzt und mit Leben erfüllt werden kann. Und hier gibt es noch einige Schwachstellen, aber vor allem noch Einiges zu tun, gerade in den Mitgliedsstaaten.

Wenn Sie nun einmal alle Hindernisse vergessen, wie würden Sie den SD gerne in zehn Jahren sehen?
Für Deutschland wünsche ich mir, dass es in zehn Jahren in jedem Bundesland eine koordinierende Stelle gibt, die mit großer Unterstützung der offiziellen Stellen (auch finanziell) und unter breiter Beteiligung vieler Institutionen (Jugendverbände, Vereine, Schulen etc.) mit einer großen Methoden- und Maßnahmenvielfalt (von der Infoveranstaltung über den Schulworkshop, den lokalen Runden Tisch bis hin zur landesweiten Beteiligungswebsite und regelmäßigen Jugendkonferenzen) einen regelmäßigen SD zu Europa und relevanten europäischen Themen umsetzt.

Alles in allem, schätzen Sie den SD als Erfolgsmodell für Jugendpartizipation und eine aktive Bürgerschaft junger Menschen ein?
Er ist es noch nicht, aber vielleicht kann er es werden. Ich finde den Versuch und die Bereitschaft, einen verstärkten Dialog zwischen jungen Menschen und Entscheidungsträgern zu etablieren, uneingeschränkt positiv.

Annexe 5 : Interview d'Anna Seguin (Membre de l'agence nationale française pour la réalisation du programme européen JEUNESSE EN ACTION)

Mme Seguin, vous êtes responsable pour le dialogue structurée à l'agence INJEP (Institut National de Jeunesse et d'Education Populaire), l'agence qui réalise le programme „Jeunesse en action" en France. Comment expliqueriez-vous à un jeune le dialogue structuré (DS) en seulement une phrase?
C'est u mutuellement n échange, une rencontre entre les jeunes et les décideurs politiques qui s'écoutent et s'expriment librement, et il est structuré, c'est-à-dire organisé dans le temps, l'espace précis et porte sur les thématiques communes.

Comment jugez-vous la situation du DS en France; y a-t-il beaucoup d'organisations qui soumettent des projets?

En 2007 l'agence a accepté 5 projets 5.1 sur 14 déposés et en 2008 8 projets sur 15 déposés. Cette action rencontre succès, mais à mon avis insuffisant. Jusqu'alors les projets sont déposés par les grandes structures associatives et contrairement à ce qu'on a pensé, peu par les conseils de jeunes qui fonctionnent auprès de collectivités locales (seulement 2 dépôts Conseil Régional de Picardie, Conseil Régional d'Alsace). J'aurais aimé voir émerger les petits projets de séminaires nationaux avec moins de participants, qui auraient lieu partout en France.

Si vous comparez la réalisation du DS en France avec d'autres pays, la France, fait-elle une mauvaise ou une bonne figure?

Je n'ai pas assez de connaissances pour répondre à cette question. Je sais que par rapport à l'allemande on est plutôt un mauvais élève.

Pouvez-vous faire une comparaison de la réalisation du DS en France et en Allemagne et existe-t-il une coopération franco-allemande dans ce domaine?

Nous avons invité Claudius Siebel, responsable de l'agence allemande au séminaire d'Annecy qui avait lieu en octobre 2008 et porté sur les actions 5.1 « Séminaires de jeunes et 1.3 « Jeunesse pour la Démocratie ». J'ai rencontré Claudius à l'occasion d'un autre séminaire organisé par le Salto participation en Italie et il m'a dit que ces 2 actions ont un grand succès en Allemagne. En France nous sommes en déficit surtout par rapport à l'action 1.3 (depuis nous observons, néanmoins, une amélioration). Pour le contexte général, il faut dire qu'en France il n y pas de culture de rencontres entre ces deux publics ciblés, les jeunes et les décideurs politiques. D'un côté les jeunes français sont moins engagés au sein des autorités publiques et d'un autre ils sont mal perçus par ces autorités. Les décideurs politiques reprochent aux jeunes de ne pas s'intéresser aux politiques publiques, les jeunes reprochent aux politiques de pas leur laisser la place pour s'exprimer librement, de les infantiliser et les manipuler pour leurs propres buts électoraux.

Le DS est encore un projet en phase d'expérimentation. Auxquels problèmes et obstacles êtes-vous confrontée en ce moment?

Manque de promotion et manque d'intérêt.

Qu-est-ce qu'il faut encore améliorer du concept du DS?

Il faut qu'il soit connu par un public très large aussi bien les jeunes que les autorités nationales et européennes.

En mettant de côté les obstacles que vous rencontrez, comment imaginez-vous le DS dans dix ans?

Quelle question. J'espère que dans 10 ans le dialogue entre les jeunes et les décideurs politiques sera une chose tellement normale et naturelle et deviendra un quotidien de tout le monde. J'espère aussi que l'implication de jeunes sur l'élaboration du livre blanc sera plus important et que leurs idées seront prisent en compte par les décideurs. Dans 10ans ces jeunes sont-ils peut-être les décideurs plus à l'écoute de jeunes qui sont des enfants aujourd'hui.

Somme toute, estimez-vous que le DS est un succès pour une participation de la jeunesse et pour une citoyenneté active ?
En France les jeunes sont très engagés dans les actions sociales, mais contestataires par rapport aux politiques officielles. Ces actions de citoyenneté active ont un caractère spontané et ponctuel, donc pas organisé, pas structuré. Le concept du dialogue structuré est très intéressant et peut amener la jeunesse à des formes de participation plus mûres A condition que les adultes (les décideurs politiques) leur laissent la place, les écoutent et les considèrent comme un partenaire sérieux de l'avenir commun.

Annexe 6 : Interview de deux participants de la manisfestation « Europa geht weiter 2009 »

INTERVIEW MIT FLORIAN WEGERT, LUTHER-MELANCHTHON GYMNASIUM (WITTENBERG), 15 JAHRE

Morgen kommt ja ein Politiker und ihr habt die Möglichkeit mit ihnen zu reden. Hast du den Politikern denn etwas zu sagen?
Also es gibt eine Menge Sachen, die ich gerne mit Politikern bereden würde – eine Menge wichtiger Themen, z.B. zurzeit die Wirtschaftskrise und die Entscheidungen, die getroffen werden sollen. Aber ich glaube nicht, dass ich da irgendwas bei denen verändern kann.
- Also glaubst du, dass dir der Politiker nicht zuhören würde?
Zuhören ganz sicher, vielleicht auch ein wenig darüber nachdenken aber jetzt in der … na ja… in der Entscheidungstreffung von dem könnte ich damit ganz sicher nichts ändern, weil da geht's um Parteien und so was, ... ich denke nicht, dass man da die Möglichkeit hat, mit Politikern zu reden.

Ich denke ein Problem ist wahrscheinlich auch, dass die Jugendlichen keine direkte Zielgruppe im Sinne von Wählerstimmen der Politiker sind. Was würdest du davon halten, wenn man das Wahlalter senken würde?
Na ja, also, ich weiß nicht so recht, was ich davon halten soll. Für mich persönlich; ich fände es ganz gut. Aber ich weiß nicht, wie es bei anderen aussieht, weil viele wissen nicht so viel über Politik bescheid und über die Hintergründe vor allem und viele haben auch gar nicht die Zeit dazu neben der Schule da noch was mitzubekommen. Außerdem lässt man sich wenn man jünger ist auch leichter beeinflussen. Ich weiß nicht, ob das so vorteilhaft für das ganze Land wäre. Wenn das Wahlalter heruntergesetzt wird… hm.. ich find's okay, wie es ist, aber dass Politiker die Meinung haben: gut, das sind sowieso noch keine Wähler, ich find das ist nicht gerade schlau, weil irgendwann werden es die Wähler. Und desto jünger man anfängt eine Sache gut zu finden, desto länger findet man die später wahrscheinlich auch gut.

Glaubst du, dass so Veranstaltungen wie diese, also Veranstaltungen zum Dialog zwischen Politikern und Jugendlichen, dazu beitragen, dass die Jugendlichen die Politiker besser kennenlernen – also z.B.: wie sieht deren alltägliches Leben aus – und dass man sie dann vielleicht eher versteht warum sie wie handeln und dass

umgekehrt auch die Politiker die Jugend besser versteht und dass sie wissen: was wollen die denn überhaupt?
Ich denke das ist von Politiker zu Politiker und von Jugendlichen zu Jugendlichen ganz unterschiedlich. Manche haben wirklich eine festgefahrene Meinung, wo sich nichts daran rütteln lässt, aber vielen Leuten hilft das, denke ich. Also ich finde das gut.

INTERVIEW MIT NHOY NGUYEN, EUROPAGYMNASIUM WALTHER-RATHENAU, BITTERFELD, 15

Nhoy, hast du Lust morgen die Politiker zu treffen?
Ja, das schon, denn ich würde denen gerne was sagen, und zwar, dass die Jugend mehr in die Politik einbezogen werden sollte, weil die Fragen, die z.B. in der EU zur Debatte stehen, die kommen gar nicht an die Jugendlichen `ran und die können auch gar nicht mit entscheiden.

Und glaubst du, dass Jugendliche fähig dazu wären, die Politiker zu beraten und dass Jugendliche auch wichtige Beiträge dazu bringen könnten, für Fragestellungen, die sie auch betreffen?
Ja, ich denke schon, weil die Jugendlichen wissen jetzt zwar noch nicht so viel über Politik und können nicht alles verstehen, aber wenn man ihnen das richtig erklärt, dann können sie auch wirklich Wichtiges dazu beitragen.

Die Interview führte Caroline Roth

Annexe 7 : Concept pour la réalisation du Dialogue Structuré en Allemagne. *JUGEND für Europa – Agence allemande pour le programme européen JEUNESSE EN ACTION/ Conseil de jeunes en Allemagne (DBJR)*

Der Hintergrund
Die Europäische Union (EU) steckt derzeit in einer tiefen Vertrauenskrise. Der Ratifizierungsprozess für den EU-Reformvertrag ist nach dem gescheiterten Referendum in Irland ins Stocken geraten. Die fehlende klare Perspektive für die künftige europäische Zusammenarbeit erschwert auch die Vorbereitungen auf die Wahl zum Europäischen Parlament im Juni 2009.

Besonders beunruhigend ist die überdurchschnittlich hohe Zahl junger Menschen, die sowohl in Irland den EU-Vertrag wie auch in Frankreich und den Niederlanden den Verfassungsentwurf abgelehnt haben. Auch die Teilnahme an den letzten Wahlen zum EU Parlament war bei JungwählerInnen besonders niedrig.

Dies erstaunt umso mehr, als die grundsätzliche Haltung junger Menschen zu Europa eher positiv ausfällt als die älterer Generationen. Es besteht also ein tiefgreifender Widerspruch zwischen der positiven Haltung zum „gelebten Europa“ (Reise- und

Arbeitsfreiheit, wirtschaftliche Stabilität, bessere Lebensbedingungen) und der negativen Haltung zum „Brüsseler" Europa mit seiner als fremd empfundenen Bürokratie und den schwer verständlichen Institutionen.

Vor diesem Hintergrund werden die Bemühungen der EU-Kommission verständlich, durch eine breite Kommunikationskampagne die Wirkungen bisheriger Aktivitäten der EU sichtbarer zu machen. Vorrangiges Ziel dabei ist es, den dringend nötigen Dialog mit und unter den Bürger(innen) zur Zukunft Europas, zur aktiven europäischen Unionsbürgerschaft und zur Entwicklung einer europäischen Identität etc. deutlich auszuweiten und zu forcieren.

Bereits das EU-Weißbuch „Neuer Schwung für die Jugend Europas" machte 2001 deutlich, dass die Jugend neu für das Projekt Europa gewonnen werden muss. Durch die Anwendung der Grundsätze des Weißbuchs zum „Guten Regieren (Governance) (u.a. Transparenz, Partizipation, Offenheit) sollte die Diskussion zur Gestaltung der Zukunft der Europäischen Union aus den Regierungskonferenzen in die Öffentlichkeit getragen werden. Damit trat die organisierte Zivilgesellschaft immer stärker in den Blickpunkt. Gleichzeitig erhielt durch die Schwerpunktsetzung „Partizipation" (neben Information, Freiwilligentätigkeit und Jugendforschung) im EU-Weißbuch Jugend die direkte Beteiligung Jugendlicher eine immer stärkere Bedeutung. Es wurde nach Wegen gesucht, wie von Seiten der politisch Verantwortlichen die Partizipation Jugendlicher an der Gestaltung europäischer Politik ausgebaut werden könnte. Als Folge entwickelte sich die „Tradition" eines regelmäßigen „Jugendevents" im Rahmen der jeweiligen Ratspräsidentschaft. Damit war der Grundstein gelegt für einen Dialog zwischen Jugendlichen und politischen Entscheidungsträgern, zunächst auf europäischer Ebene.

Die Grundidee des Strukturierten Dialogs

Umfragedaten zeigen, dass 49% der 15-24jährigen in der EU der Meinung sind, dass ihre Stimme in der EU nicht zählt. In Deutschland sind es gar 57%. (Eurobarometer 2006) Diese negative Einschätzung der Möglichkeit zur Einflussnahme auf europäische Angelegenheiten wird noch dadurch verstärkt, dass die Jugendlichen gerne aktiver an der Gesellschaft mitwirken würden. So gaben in einer anderen Umfrage 81% der befragten 15-30jährigen an, dass junge Menschen zu Themen, die sie betreffen, angehört werden sollten (Flash Eurobarometer 202/2007). Das lässt nur einen Schluss zu: die wirksamen Beteiligungsmöglichkeiten für Jugendliche müssen ausgebaut werden. Eine Chance dazu bietet der **Strukturierte Dialog**. Dahinter verbirgt sich ein Instrument zur aktiven Einbeziehung von Jugendlichen in die Debatten zur Gestaltung der europäischen (Jugend)Politik. Er wird als Teil der Umsetzung des Weißbuchs und des Europäischen Pakts für die Jugend gesehen. Auf Vorschlag der Europäischen Kommission haben daher die EU-Jugendminister/innen am 13. November 2006 eine Resolution verabschiedet, die die Entwicklung einer koordinierten horizontalen Jugendpolitik und deren praktischen Umsetzung durch einen besseren Strukturierten Dialog zwischen den relevanten Akteuren im Jugendbereich fordert.

Das Konzept

Gemäß eines „bottom-up"-Konzepts sollen Jugendliche von der lokalen und regionalen über die nationale Ebene an europäischen Debatten beteiligt werden. Auf europäischen Jugendveranstaltungen wie den Europäischen Jugendwochen oder den Jugendevents der EU-Ratspräsidentschaften sollen die Ergebnisse der Debatten gebündelt werden und letztlich in die Gestaltung europäischer Jugendpolitik einfließen. Ein besonderer Schwerpunkt liegt dabei auf der Beteiligung benachteiligter Jugendlicher. Thematisch

soll der strukturierte Dialog der Agenda der europäischen Jugendpolitik bis 2009 folgen (2007: Inklusion und Vielfalt, 2008: interkultureller Dialog, 2009: Perspektiven für die künftige jugendpolitische Zusammenarbeit in Europa/Kreativität). 2007 hat man begonnen, das Konzept umzusetzen. Der Europäische Jugendgipfel in Rom (März), die Jugendevents der deutschen und der portugiesischen EU-Ratspräsidentschaft (April und September) sowie die Europäische Jugendwoche (Juni) standen in seinem Zeichen. Auch die Mitgliedsstaaten beginnen nun, sich mit der Umsetzung auf nationaler Ebene auseinander zu setzen.

Ein Strukturierter Dialog für Deutschland – Eckdaten für eine erfolgreiche Umsetzung

Das Konzept der Europäischen Kommission für die Umsetzung des Strukturierten Dialogs stellt Jugendliche als Akteure in den Mittelpunkt des Dialoges, der möglichst von unten nach oben, also von der lokalen über die regionale und nationale bis zur europäischen Ebene entwickelt werden soll.
Bei der Umsetzung auf nationaler Ebene weist die Kommission den Nationalagenturen des Programms JUGEND IN AKTION und den Nationalen Jugendringen eine besondere Rolle zu.
JUGEND für Europa und dem DBJR geht es um die Entwicklung eines langfristig tragfähigen Konzeptes zur Umsetzung des Strukturierten Dialogs in Deutschland.

Ein besonderer Fokus liegt dabei auf der Aktion 5.1 des Programms JUGEND IN AKTION, die das zentrale Finanzierungsinstrument für den Strukturierten Dialog darstellt. Folgendes Modell einer gezielten Förderstrategie haben JUGEND für Europa und der DBJR gemeinsam entwickelt: [130]

JUGEND für Europa fördert im Rahmen der Aktion 5.1 Aktivitäten in Form von Projekten, die von Einrichtungen, die in ihrem jeweiligen Bundesland oder einer Region als **Regionale Koordinierungsstelle** für die Umsetzung eines Strukturierten Dialogs fungieren, koordiniert werden.

Die Maßnahmen in der Aktion 5.1 sollten folgende Mindestkriterien/-anforderungen erfüllen:

- Die Projekte sollen Modellcharakter besitzen.
- Die Projekte können verschiedenartige Maßnahmen umfassen, sie sollen aber vor allem regionale Aktivitäten (Jugendkonferenzen, Kampagnen, Konsultationen mit lokalen Aktivitäten (z.B. lokale Informations- und Konsultationsevents, kommunale Runde Tische zu Jugend und Europa etc.) verbinden.
- Im Bundesland (bzw. bei großen Flächenstaaten in der Region wie etwa Regierungsbezirken o.ä.) wird ein breites Bündnis mit verschiedensten Partnern zur Koordinierung des Strukturierten Dialogs auf regionaler Ebene hergestellt.
- Das Projekt erhält die aktive Unterstützung der im Bundesland für Jugendfragen zuständigen Ministerien.

[130] JUGEND für Europa und der DBJR greifen dabei u.a. auf die Ergebnisse und Erkenntnisse des Expertentreffens zum Strukturierten Dialog (veranstaltet von JfE im September 2007) und des Runden Tisches zum Strukturierten Dialog (veranstaltet vom CAP im Februar 2008) zurück.

- Eine möglichst große Zahl von Aktivitäten mithilfe von verschiedensten Partnern auf lokaler Ebene wird initiiert und begleitet.
- PolitikerInnen der verschiedenen Ebenen (Kommune, Land, Bund, Europa) werden eingebunden, um so einen unmittelbaren Dialog zwischen Jugendlichen und jugendpolitisch Verantwortlichen zu ermöglichen.
- Die Aktivitäten werden insbesondere in Zusammenarbeit mit den Jugendverbänden durchgeführt und zudem wird eine breite Palette weiterer Partner in der Jugendarbeit und in anderen Sektoren gesucht und einbezogen (so z.B. v.a. Schulen).
- Die Beteiligung von möglichst vielen Jugendlichen an den Aktivitäten wird sichergestellt und Jugendliche werden bei der Vorbereitung und Durchführung aktiv einbezogen.
- Die Verbindung zu Medien und Verantwortungs- und Entscheidungsträgern in der Region wird hergestellt und Öffentlichkeitsarbeit auf regionaler Ebene betrieben bzw. auf lokaler Ebene unterstützt.
- Es wird nicht nur eine einmalige Veranstaltung/Konferenz vorgesehen, sondern eine Vielfalt von Maßnahmen werden geplant, um so die Kontinuität und Nachhaltigkeit des Dialogs zu fördern d.h. einen dauerhaften und nicht nur einmaligen Dialog in der jeweiligen Region sicherzustellen.
- In Vor- und Nachbereitungsmaßnahmen werden die Beteiligten informiert und qualifiziert und Transparenz über die laufenden Aktivitäten hergestellt.
- Die Projekte sollen thematisch offen sein und sich ausdrücklich an den Belangen und Bedürfnissen der jungen Menschen orientieren. Gleichzeitig sollen und müssen sich die Projekte auch an die ggf. vorhandenen thematischen Vorgaben und Fragestellungen der Agenda des Strukturierten Dialogs im Rahmen der europäischen Jugendpolitik halten.

Aufgabe der **Regionalen Koordinierungsstellen** ist es

- das Gesamtprojekt federführend zu organisieren und die verschiedenen Prozesse zu koordinieren.
- Maßnahmen zur Unterstützung der beteiligten Partner auf lokaler Ebene zu entwickeln und deren Aktivitäten aktiv zu begleiten.
- dafür Sorge zu tragen, dass die Ergebnisse an die entsprechenden Stellen in Land, Bund und EU transferiert werden.
- sich an Maßnahmen auf nationaler Ebene zur Auswertung der Aktion und des Konzeptes des Strukturierten Dialogs, zur Vernetzung der Projekte und Zusammenführung der Ergebnisse sowie zur Verbindung mit der europäischen Ebene zu beteiligen,
- die verschiedenen Aktivitäten gebündelt öffentlich darzustellen, zu dokumentieren und deren Ergebnisse dann auf übergeordneter Ebene (z.B. in einer regionalen Konferenz o.ä.) zusammenzuführen,
- ggf. jugendliche Teilnehmende für übergeordnete Maßnahmen des Strukturierten Dialogs (etwa landesweite Events oder Europäische Jugendkonferenzen) mit auszuwählen.
- das Gesamtprojekt bei JUGEND IN AKTION zu beantragen und abzurechnen und eine entsprechende Kofinanzierung sicher zu stellen.

Die Finanzierung

Mit der Aktion 5.1 des EU-Programms JUGEND IN AKTION stellt JUGEND für Europa ein direktes Finanzierungsinstrument zur Umsetzung des Strukturierten Dialoges

zur Verfügung. Ab 2009 werden Projekte gemäß den oben skizzierten Kriterien gefördert.

Die Mittel der Aktion 5.1 reichen nicht aus, um „flächendeckend" in Deutschland Maßnahmen und Projekte im Rahmen des Strukturierten Dialogs zu finanzieren. Um zumindest eine signifikante Anzahl von Projekten mit den Mitteln der Aktion 5.1 zu fördern, wird der Zuschuss zu den Projektkosten aus Mitteln des Programms auf 35.000 € begrenzt. Diese Summe darf max. 75% der Gesamtkosten des Projektes betragen. Die restlichen 25% müssen kofinanziert werden. Dies sollte durch die im Land / in der Region oder auf kommunaler Ebene für Jugendfragen zuständigen Stellen (Landesministerien, Landesjugendämter etc.) geschehen. Weitere Finanzierungsquellen können Stiftungen, Spenden- oder Sponsoringgelder, Eigenbeiträge sowie auch Sachmittel oder Personalleistungen sein.

Sollen perspektivisch flächendeckende Aktivitäten durchgeführt werden, müssen dafür zusätzliche Mittel aus anderen Bereichen bereitgestellt werden, z.B. des BMFSFJ, des Bundespresseamts, des Auswärtigen Amts, der Bundesländer, Kommunen, Stiftungen etc. DBJR und JUGEND für Europa hoffen, dass die im Rahmen von JUGEND IN AKTION finanzierten Modellprojekte ausreichend Beispiel für die Sinnhaftigkeit und die Machbarkeit der Beteiligung von jungen Menschen an europäischer Politik geben.

Die Rolle von JUGEND für Europa und DBJR

Der Deutsche Bundesjugendring (DBJR) und JUGEND für Europa koordinieren den Strukturierten Dialog auf der Bundesebene. Sie sind vor allem für die für folgende Aufgaben / Teilaspekte verantwortlich:

Dialoghomepage

Die Aktivitäten und Ergebnisse des Strukturierten Dialogs auf europäischer Ebene und in Deutschland werden bundesweit auf www.jugendpolitikineuropa.de dargestellt. Perspektivisch soll darüber nachgedacht werden, ob es eine eigene Homepage zum Strukturierten Dialog gibt.

Handreichung

Zur inhaltlichen Vorbereitung und Unterstützung der Jugendlichen in den einzelnen Maßnahmen soll mithilfe von Jugendlichen selbst eine Handreichung erstellt werden, in der die einzelnen Themen des Strukturierten Dialogs für die Zielgruppe aufgearbeitet und Anregungen für Veranstaltungsinhalte und –formen gegeben werden.

Fachtagung

Eine nationale Fachtagung wird als Forum des Austausches und der Auswertung dienen und die zentralen Akteure des Strukturierten Dialoges zusammenbringen. Die Erfahrungen des Prozesses in Deutschland könnten dann mittelfristig auch in eine europäische Fachtagung einfließen.

Europäische Aktivitäten

Die Teilnehmenden für die EU-Jugendevents und die Europäischen Jugendwochen werden weiterhin nach den bisher geltenden Prinzipien gemeinsam ausgewählt. Die Ergebnisse von nationalen Debatten fließen in die jeweiligen Veranstaltungen ein und werden auch wieder rückgekoppelt.